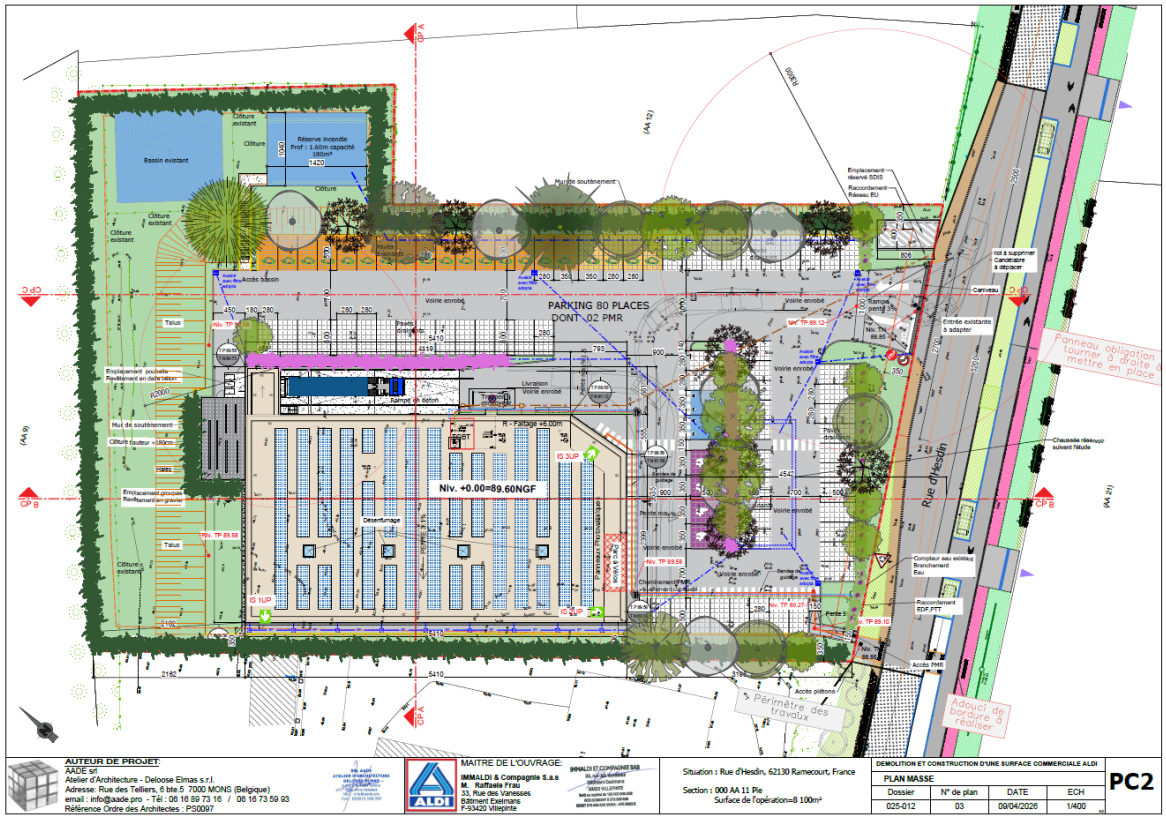
Dossier cas par cas – Notice explicative

Projet de démolition et construction d'un commerce Aldi sur la commune de Ramecourt (62)



Avril 2026

SOCOTEC | URBYCOM

Table des matières

1 PREAMBULE 6

2 OBJET DU DOCUMENT 7

3 PRESENTATION DE L'AMENAGEMENT 8

3.1 Localisation générale 8

3.2 Localisation du projet 9

3.3 Historique du site 15

3.4 Généralités 16

3.5 Démolition de l'existant 17

3.6 Justification du projet 17

3.6.1 Urbanisme 17

3.6.2 Réaménagement du site et désartificialisation des sols 21

3.6.3 Transfert de magasin 21

3.6.4 Plus-value environnementale et paysagère 22

3.6.5 Positionnement stratégique et bâtiment économe 22

3.7 Principe d'aménagement retenu 23

3.7.1 Accès 23

3.7.2 Parking 23

3.7.3 Terrain et implantation 24

3.7.4 Bâtiment 24

3.7.5 Aménagements extérieurs 24

3.7.6 Espaces verts et projet paysager 25

3.7.7 Eaux pluviales 31

3.7.8 Eaux usées et autres réseaux 31

3.7.9 Protection contre l'incendie 31

3.7.10 Optimisation énergétique 31

4 ANALYSE DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT DU SITE 41

4.1 Milieu physique 41

4.1.1 Topographie 41

4.1.2 Géologie 42

4.1.3 Pédologie 42

4.1.4 Le climat 44

4.1.4.1 Politique pour le climat, l'air et l'énergie 44

Loi dite « Climat et résilience » 44

4.1.4.2 44

4.1.4.3 Climat 45

4.1.4.4 Changement climatique 45

4.1.5 Ressource en eau 49

4.1.5.1 Eaux souterraines 49

4.1.5.2 Eaux superficielles 53

4.1.5.3 Zones à Dominante Humide et Zones Humides 54

4.1.6 Qualité de l'air 56

4.1.6.1 Sources de pollution 56

4.1.6.2 Outils réglementaires 57

4.1.6.3 Seuils d'exposition 58

4.1.6.4 Polluants atmosphériques 59

4.1.6.5 Station de mesure 60

4.1.7 Risques naturels 62

4.1.7.1 Arrêtés de catastrophes naturelles 62

4.1.7.2 Inondations 62

4.1.7.3 Retrait et gonflement des argiles 65

4.1.7.4 Mouvement de terrain 65

4.1.7.5 Cavités souterraines 66

4.1.7.6 Aléa minier 66

4.1.7.7 Radon 66

4.1.7.8 Risques sismiques 67

4.2 Milieu naturel 68

4.2.1 Zonages écologiques 68

4.2.1.1 ZNIEFF 68

4.2.1.2 Zones NATURA 2000 69

4.2.1.3 Réserves Naturelles Régionales 70

4.2.1.4 Réserves Naturelles Nationales 70

4.2.1.5 Réserves biologiques 70

4.2.1.6 Les Parcs Naturels Régionaux (PNR) 70

4.2.1.7 Arrêtés de Protection de Biotope 71

4.2.1.8 Site RAMSAR 71

4.2.1.9 ZICO 71

4.2.1.10 Sites d'Importance Communautaire 71

4.2.1.11 Espaces Naturels Sensibles (ENS) 71
4.2.2 Schéma Régional de Cohérence Ecologique 71
4.2.3 Le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires 73
4.2.4 Occupations des sols 74
4.2.4.1 A l'échelle de la commune 74
4.2.4.2 A l'échelle de la ZIP 75
4.3 Milieu humain 76
4.3.1 Évolution démographique 76
4.3.1.1 Variation de population 76
4.3.1.2 La structure par âge 76
4.3.1.3 Ménages 77
4.3.2 Logements 77
4.3.3 Analyse socio-économique 77
4.3.3.1 La population active 77
..... 78
4.3.3.2 Déplacement domicile-travail 78
4.3.4 Les équipements et services 78
4.3.5 L'activité commerciale 79
4.3.6 Gestion des déchets 79
4.3.7 Assainissement 79
4.3.8 Santé, risques et pollutions 79
4.3.8.1 Plan de Prévention des Risques Technologiques 79
4.3.8.2 Installations classées pour la Protection de l'Environnement 80
4.3.8.3 Établissements polluants 80
4.3.8.4 SEVESO 81
4.3.8.5 Sites et sols pollués 81
4.3.8.6 Canalisations de matières dangereuses 83
4.3.8.7 Transport de matières dangereuses 83
4.3.8.8 Ligne à haute tension 83
4.3.9 Bruit 83
4.3.9.1 Contexte 83
4.3.9.2 Nuisances sonores 84
4.3.10 Servitudes 86
4.3.11 Transport et déplacement 87
4.3.11.1 Accessibilité et positionnement 87
4.3.11.2 Trafic routier 87
4.3.11.3 Transport en commun 88
4.3.11.4 Déplacements doux et modes actifs 88
4.4 Patrimoine et paysage 88
4.4.1 Analyse paysagère 88
4.4.1.1 Unité et entités paysagères de la région 88
4.4.1.2 Paysage de la commune 89
4.4.2 Paysage autour du site 89
4.4.3 Patrimoine protégé 90
4.4.3.1 Monuments historiques 90
4.4.3.2 Sites inscrits et sites classés 91
4.4.3.3 Biens inscrits au patrimoine mondial de l'UNESCO 91
4.4.3.4 Sites patrimoniaux remarquables 91
5 COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LES DOCUMENTS D'URBANISME ET AUTRES DOCUMENTS REGLEMENTAIRES 93
5.1 SCOT Ternois 7 vallées 93
5.2 Plan Local d'Urbanisme 93
5.3 SDAGE Artois-Picardie 93
5.4 SAGE Canche 94
6 IMPACTS ET MESURES 102

Liste des tableaux

Tableau 1 : Sociétés ayant produits les études techniques et réglementaires 6
Tableau 2 : Détails des surfaces d'emprise du projet 17
Tableau 3 : Liste des nappes d'eau souterraines – Source : SDAGE Artois-Picardie 2022-2027 49
Tableau 4 : Synthèse de l'objectif de qualité de la masse d'eau souterraine 50
Tableau 5 : Objectif d'état chimique et écologique de la masse d'eau superficielle 54
Tableau 6 : Arrêtés portant reconnaissance de catastrophes naturelles sur la commune 62
Tableau 7 : Zone Natura 2000 dans un rayon de 30 km 69
Tableau 8 : Liste des sites CASIAS sur la commune 81
Tableau 9 : Tableau de compatibilité du projet avec le SDAGE Artois-Picardie 95
Tableau 10 : Synthèse des enjeux, impacts et mesures 102

Liste des cartes

Carte 1 : Localisation communale du projet 9
Carte 2 : Vue aérienne du site d'étude 11
Carte 3 : Topographie de la ZIP 41
Carte 4 : Carte géologique imprimée du site d'étude (1/50 000 Saint-Pol) 42
Carte 5 : Pédopaysages du secteur 43
Carte 6 : Masses d'eau souterraines de la ZIP 49
Carte 7 : Localisation des captages et périmètres de protection 52
Carte 8 : Vulnérabilité de la nappe souterraine 52
Carte 9 : Contexte hydrographique 53
Carte 10 : Zones à Dominante Humide du SDAGE Artois-Picardie 55
Carte 11 : Zone humide du SAGE Canche 56
Carte 12 : Identification du risque de remontée de nappes 65
Carte 13 : Localisation des zones soumises au retrait et au gonflement des argiles 66
Carte 14 : Localisation des ZNIEFF dans l'aire d'étude rapprochée (5 km) 68
Carte 15 : Localisation des zones Natura 2000 69
Carte 16 : Identification du zonage du SRCE Nord-Pas-de-Calais 73
Carte 17 : Enjeux écologiques du SRADDET Hauts de France 74
Carte 18 : Occupation du sol des abords du site – Source : BDTOPO et ARCH 75
Carte 19 : Localisation des installations industrielles 80
Carte 20 : Localisation des sites CASIAS 82
Carte 21 : Localisation des voiries bruyantes 85
Carte 22 : Zoom sur la voirie bruyante de la ZIP 85
Carte 23 : Localisation des monuments historiques 91

Liste des figures

Figure 1 : Localisation de la commune et de ses communes limitrophes 8
Figure 2 : Localisation régionale et départementale de la commune 8
Figure 3 : Plan de situation du magasin – Source : Aldi et AADE sprl 10
Figure 4 : Photographies du site d'étude depuis la rue d'Hesdin – Source : googlestreetview 2025 11
Figure 5 : Plans des photographies de l'environnement proche et lointain – Source : Aldi et AADE sprl 13
Figure 6 : Plan masse de l'existant – Source : Aldi et AADE sprl 14
Figure 7 : Plan de démolition – Source : Aldi et AADE sprl 18
Figure 8 : Extrait du plan de zonage de Ramecourt – Source : Carte communale de Ramecourt 20
Figure 9 : Insertions paysagères du projet – Source : Aldi et AADE sprl 23
Figure 10 : Plan masse du projet – Source : Aldi et AADE sprl 33
Figure 11 : Plan masse PMR du projet – Source : Aldi et AADE sprl 34
Figure 12 : Plans de coupes – Source : Aldi et AADE sprl 36
Figure 13 : Plan des élévations – Source : Aldi et AADE sprl 37
Figure 14 : Plan du magasin – Source : Aldi et AADE sprl 38
Figure 15 : Plan du toiture – Source : Aldi et AADE sprl 39
Figure 16 : Plan d'accessibilité – Source : Aldi et AADE sprl 40
Figure 17 : Log géologique du forage BSS000CKWD – Source : BRGM 42
Figure 18 : Température moyenne (°C) par saison selon 3 scénarios de changement climatique à Ramecourt – Source : Météo France 46
Figure 19 : Cumul de précipitations par saison (en mm) selon 3 scénarios de changement climatique à Ramecourt – Source : Météo France 46
Figure 20 : Nombre annuel de jours de gel selon 3 scénarios de changement climatique à Ramecourt – Source : Météo France 46
Figure 21 : Nombre de jours par saison avec sol sec selon 3 scénarios de changement climatique à Ramecourt – Source : Météo France 47
Figure 22 : Cumul de précipitations quotidiennes remarquables (en mm) selon 3 scénarios de changement climatique à Ramecourt – Source : Météo France 47
Figure 23 : Nombre annuel de jours en vague de chaleur selon 3 scénarios de changement climatique à Ramecourt – Source : Météo France 47
Figure 24 : Nombre annuel de jours en vague de chaleur selon 3 scénarios de changement climatique à Ramecourt – Source : Météo France 48

Figure 25 : Nombre annuel de jours en vague de chaleur selon 3 scénarios de changement climatique à Ramecourt – Source : Météo France..... 48
Figure 26 : Nombre annuel de jours en vague de froid selon 3 scénarios de changement climatique à Ramecourt – Source : Météo France..... 48
Figure 27 : État chimique des eaux souterraines – Source : SDAGE Artois-Picardie 2022-2027 50
Figure 28 : État quantitatif des eaux souterraines – Source : SDAGE Artois-Picardie 2022-2027 50
Figure 29 : Captages prioritaires et zones à enjeu eau potable – Source : SDAGE Artois-Picardie 2022-2027 51
Figure 30 : Objectif d'état écologique, prévisions 2027 – Source : SDAGE Artois-Picardie 53
Figure 31 : Objectif d'état chimique des masses d'eau de surface – Source : SDAGE Artois-Picardie..... 54
Figure 32 : Tableau des valeurs réglementaires des polluants atmosphériques – Source : Atmo Hauts de France..... 60
Figure 33 : Atlas des enjeux du PAPI à l'échelle de la commune – Source : PAPI Canche 64
Figure 34 : Risque sismique – Source : Géorisques 67
Figure 35 : Occupation des sols sur la commune selon CLC..... 74
Figure 36 : Population en historique depuis 1968 – Source : INSEE..... 76
Figure 37 : Solde naturel et migratoire – Source : INSEE..... 76
Figure 38 : Population par grandes tranches d'âges – Source : INSEE..... 76
Figure 39 : Evolution de la taille des ménages depuis 1968 – Source : INSEE 77
Figure 40 : Évolution du nombre de logements par catégorie en historique depuis 1968 – Source : INSEE..... 77
Figure 41 : % des catégories de logements – Source : INSEE..... 77
Figure 42 : Population de 15 à 64 ans par type d'activité – Source : INSEE..... 78
Figure 43 : Lieu de travail des actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi qui résident dans la zone – Source : INSEE..... 78
Figure 44 : Moyen de transport pour se rendre au travail en 2022 – Source : INSEE..... 78
Figure 45 : Servitudes d'utilité publique – Source : Carte communale 2007..... 86
Figure 46 : L'unité paysagère du site d'étude – Source : Atlas des paysages Hauts de France . 89
Figure 47 : L'entité paysagère du site d'étude – Source : Atlas des paysages Hauts de France 89
Figure 48 : Photographie de l'entrée de la commune – Source : Googlestreetview 2025 90
Figure 49 : Photographies du site d'étude depuis la D841 – Source : Googlestreetview 2025 . 90
Figure 50 : Photographie du tissu urbain de la rue d'Hesdin et de la rue Charles Chopin – Source : Googlestreetview 2025 90

1 PREAMBULE

La réalisation de cette étude est à l'initiative de la société IMMALDI.

La présente étude vise à présenter le projet et les enjeux environnementaux sur la zone d'implantation du projet de construction d'un magasin ALDI sur la commune de Ramecourt dans le département du Pas-de-Calais en région Hauts-de-France.

Le tableau suivant liste les sociétés ayant contribué à la réalisation des études techniques et réglementaires :

Tableau 1 : Sociétés ayant produits les études techniques et réglementaires

MAITRE D'OUVRAGE	ALDI	**ALDI Immobilier** 33 rue Vanesses 93420 Villepinte Responsable Développement : Raffaele FRAU Mail : raffaele.frau@aldi.fr
DOSSIER CAS PAR CAS	SOCOTEC | URBYCOM	**URBYCOM - SOCOTEC** Rue de la Calypso 85 Espace Neptune 62110 Hénin-Beaumont Tél : 03 62 07 80 00 Réalisation de l'étude au cas par cas – Chef de projet en Environnement et Ecologie : Telma Vanderbeeken t.vanderbeeken@urbycom.fr

2 OBJET DU DOCUMENT

Les articles L 122-1 et R122-1 du Code de l'Environnement portent la réforme de l'étude d'impact et fixent les critères, mais également les seuils permettant de définir les projets soumis à l'étude d'impact et ceux soumis à la procédure « cas par cas ».

Le projet de construction du magasin sur la commune de Ramecourt est soumis à la procédure « cas par cas » du fait de l'aménagement de **80 places de stationnement.**

Catégories d'aménagements, d'ouvrages et de travaux	Procédure de « cas par cas » en application de l'annexe III de la directive 85/337/CE	Lien avec le projet
41. Aires de stationnement ouvertes au public, dépôts de véhicules et garages collectifs de caravanes ou de résidences mobiles de loisirs.	a) Aires de stationnement ouvertes au public de 50 unités et plus.	**Concerné : 80 places de stationnement**

Le projet est soumis uniquement à la rubrique 41.

3 PRESENTATION DE L'AMENAGEMENT

3.1 Localisation générale

Le projet se situe sur la commune de Ramecourt en Hauts-de-France et plus précisément dans le département du Pas-de-Calais (62).

Localisée dans le sud du département du Pas-de-Calais, Ramecourt est une petite ville limitrophe de la commune de Saint-Pol-sur-Ternoise (aire d'attraction) et située, à vol d'oiseau, à 34 km au nord-ouest de la commune d'Arras (chef-lieu d'arrondissement et préfecture du Pas-de-Calais).

Le territoire de la commune est limitrophe de ceux de huit communes. Les communes limitrophes sont Croisette, Croix-en-Ternois, Gauchin-Verloingt, Hautecloque, Herlin-le-Sec, Herlincourt, Saint-Pol-sur-Ternoise et Siracourt.

La commune possède une superficie de 8,09 km² pour 351 habitants en 2022 (43 hab/km²).

L'axe routier le plus important sur la commune est la D939 qui traverse la commune d'ouest en est et passe au sud du tissu urbain.



Figure 1 : Localisation de la commune et de ses communes limitrophes

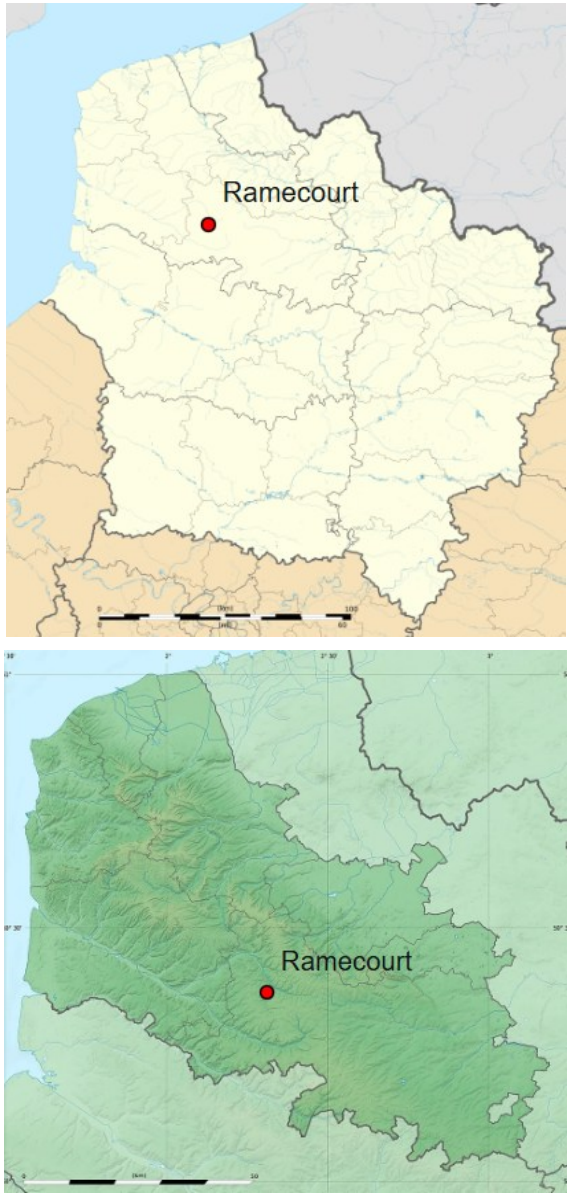


Figure 2 : Localisation régionale et départementale de la commune

3.2 Localisation du projet

Le projet de construction d'une surface commerciale sous enseigne Aldi se situe en entrée de la commune au nord du territoire communal de Ramecourt (62130), le long de la rue d'Hesdin (D841).

Le projet se situe en limite des Communes de Saint-Pol-Sur-Ternoise et de Gauchin-Verloingt.

Le terrain d'assiette du projet, d'une surface totale parcellaire de 8 100 m² est constitué d'une partie de la parcelle cadastrale suivante : 000 AA 11.

Références de la parcelle 000 AA 11	
Référence cadastrale de la parcelle	**000 AA 11**
Contenance cadastrale	**22 404 mètres carrés**
Adresse	**139 RUE D HESDIN** **62130 RAMECOURT**

Le site d'étude est actuellement occupé par la coopérative Unéal, un magasin Gamm vert et un parking et des espaces verts.

Le site qui se localise en entrée de commune au sein du tissu urbain est artificialisé et aménagé.

Les abords du terrain sont occupés par :

- Au sud une grande habitation ;
- A l'est une habitation et une prairie attenante ;
- Au nord un linéaire arbustif et boisé suivi de monocultures ;
- A l'ouest une société de transport routier.

Son environnement immédiat se caractérise par un paysage de transition : Dans son environnement proche, on retrouve des constructions de type industriel souvent caractérisé par des constructions de type « hangar-entrepôt » situées le long de la RD841 (rue d'Hesdin à l'ouest du projet) , une zone d'habitat au sud (rue Charles Chopin), de vastes surfaces agricoles. A l'est, en entrée de Commune voisine on retrouve une piscine ainsi qu'un centre hospitalier. Pour le reste, il s'agit principalement de surface agricole et de bois.



Carte 1 : Localisation communale du projet

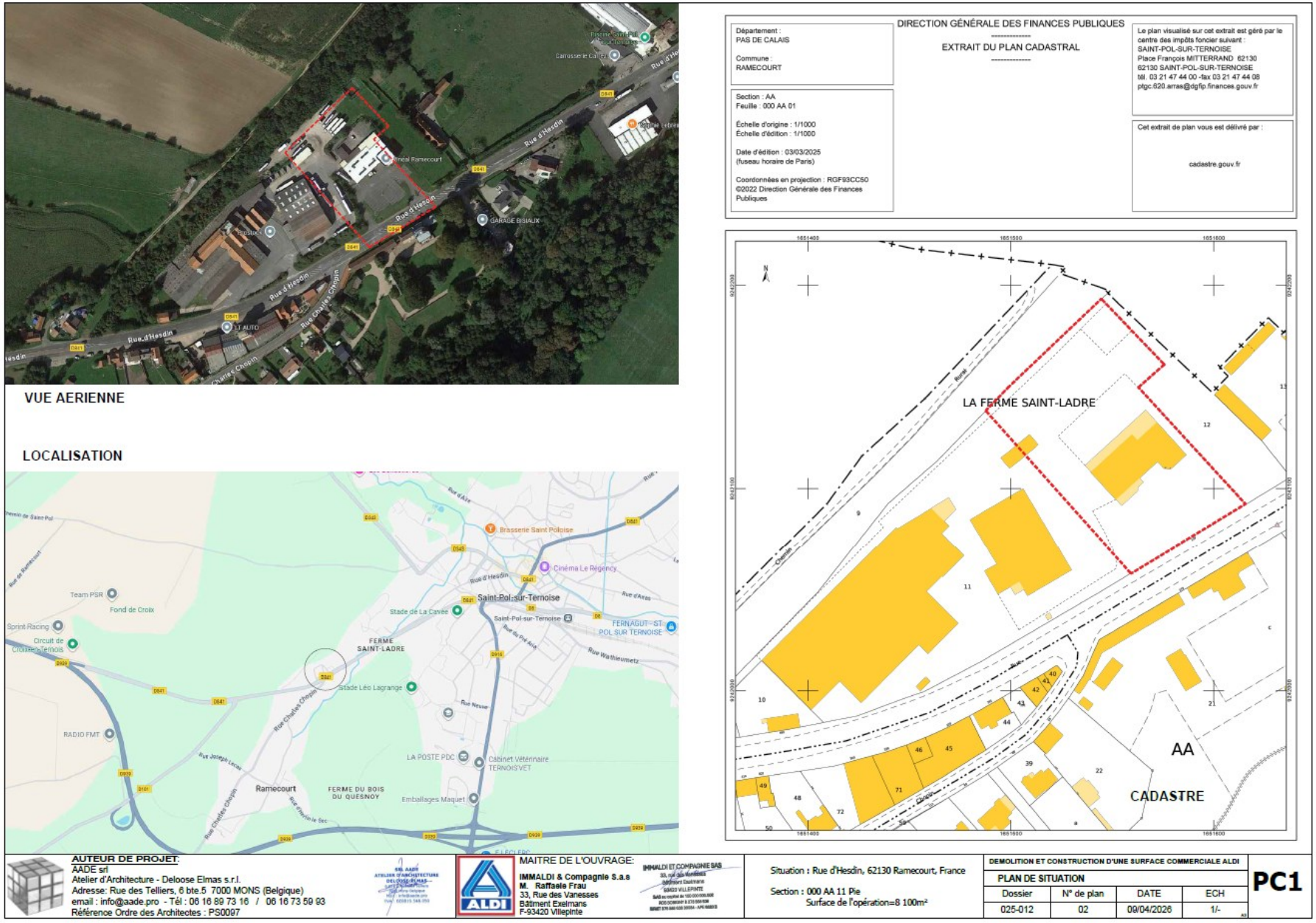
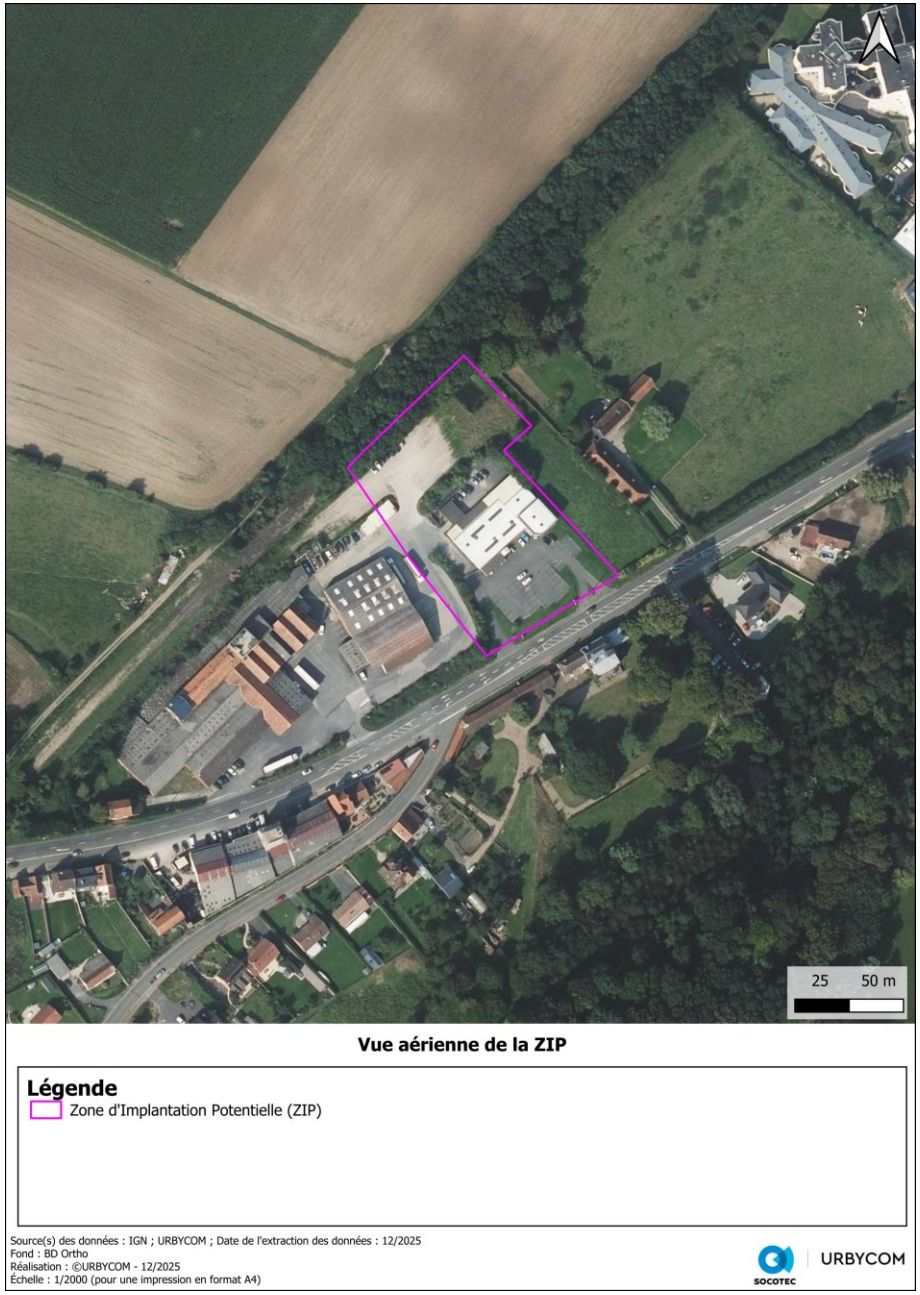


Figure 3 : Plan de situation du magasin – Source : Aldi et AADE sprl



Carte 2 : Vue aérienne du site d'étude



Figure 4 : Photographies du site d'étude depuis la rue d'Hesdin – Source : googlestreetview 2025





AUTEUR DE PROJET:
AADE srl
Atelier d'Architecture - Deloose Elmas s.r.l.
Adresse: Rue des Telliers, 6 bte.5 7000 MONS (Belgique)
email : info@aade.pro - Tél : 06 16 89 73 16 / 06 16 73 59 93
Référence Ordre des Architectes : PS0097

MAITRE DE L'OUVRAGE:
IMMALDI & Compagnie S.a.s
M. Raffaele Frau
33, Rue des Vanesses
Batiment Exelmans
F-93420 Villepinte

Situation : Rue d'Hesdin, 62130 Ramecourt, France
Section : 000 AA 11 Pie
Surface de l'opération=8 100m²

DEMOLITION ET CONSTRUCTION D'UNE SURFACE COMMERCIALE ALDI
PHOTOGRAPHIE - ENVIRONNEMENT LOINTAIN

Dossier	N° de plan	DATE	ECH
025-012	15	09/04/2026	1/-

PC8



Figure 5 : Plans des photographies de l'environnement proche et lointain – Source : Aldi et AADE sprl

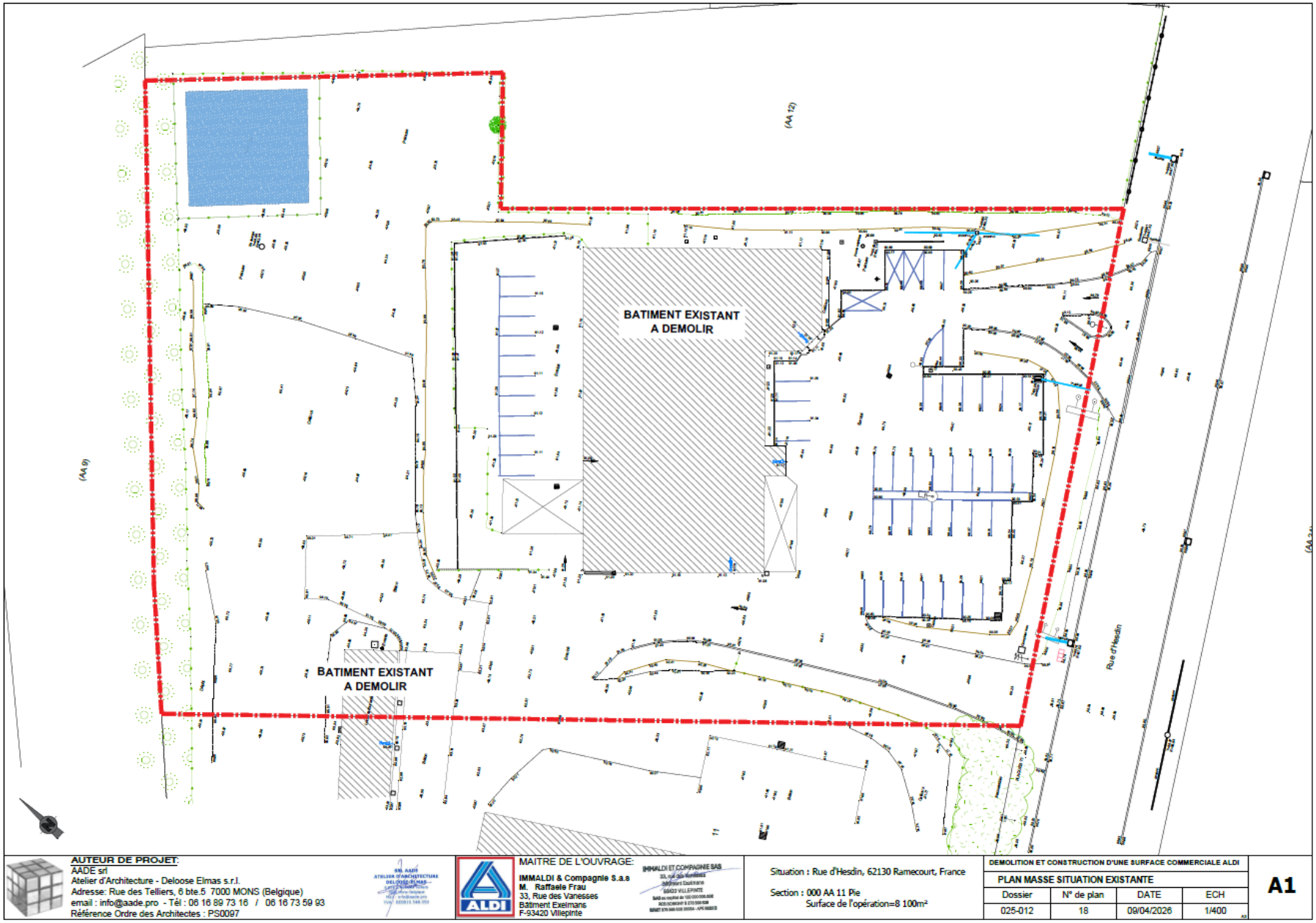


Figure 6 : Plan masse de l'existant – Source : Aldi et AADE sprl

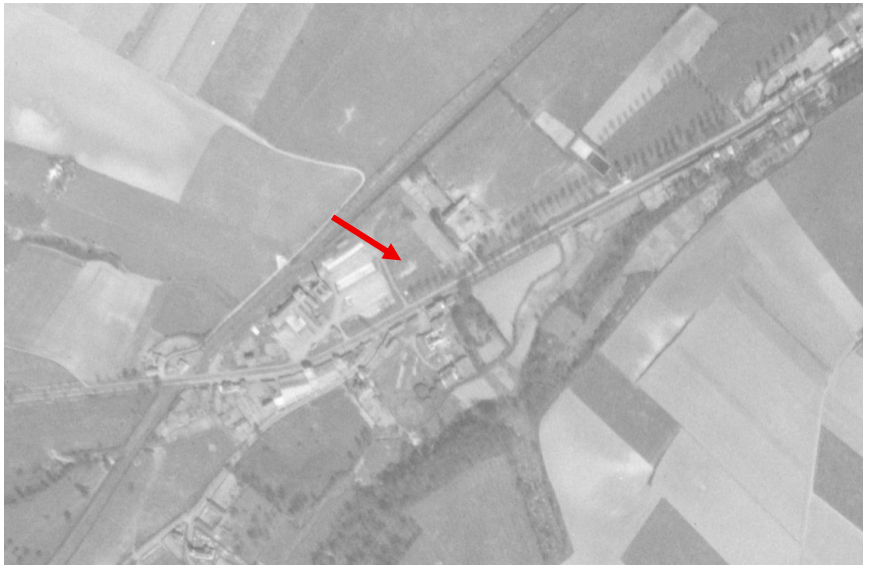
3.3 Historique du site

L'étude des photographies aériennes à partir de 1946 (premier cliché disponible sur le site) a permis de dresser l'historique suivant :

- Entre 1946 et 1970, le site d'étude semble faire l'objet de terrassements et ses abords accueillent de nouvelles constructions de type bâti commercial/services ou d'industrie. Des alignements d'arbres étaient présents le long de la rue d'Hesdin.
- En 1983, le site semble en parcelle agricole de monoculture ou de prairie. Les abords sont construits et les alignements d'arbres le long de la voirie ne sont plus visibles.
- Le site d'étude est toujours en parcelle agricole de prairie dans les années 1990.
- En 1997, le bâtiment présent aujourd'hui est construit sur la parcelle. Peu d'évolutions ont eu lieu sur le site depuis les années 2000.



1946



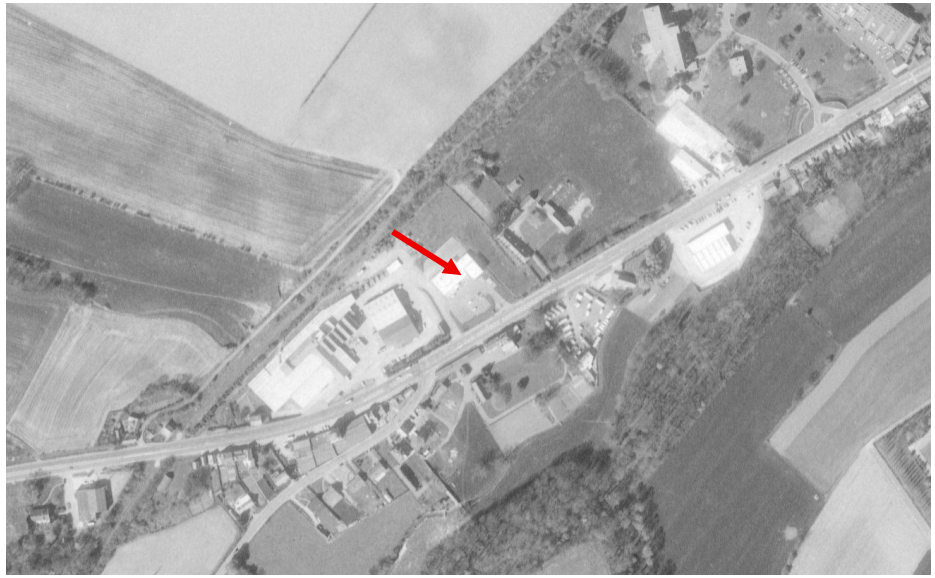
1955



1983



1994



1998

3.4 Généralités

Le projet s'inscrit dans un programme de construction d'un magasin Aldi avec toutes les infrastructures annexes (bâtiment, local technique, voirie, parking, zone de livraison, espaces verts) sur une **superficie parcellaire de 8 100 m² soit environ 0,8 ha pour un total de 80 places de stationnement** en lieu et place d'un site déjà artificialisé et aménagé par un magasin Gamm vert, la coopérative Unéal, une aire de stationnement et des espaces verts.

Le projet consiste donc en la démolition des bâtiments présents sur le site, en vue de la construction d'une surface commerciale sous enseigne ALDI.

La surface de vente accessible au public du futur magasin Aldi sera de 953,55 m² et de 984,45 m² en comprenant le SAS d'entrée/sortie, d'une surface de plancher de 1 425 m² et d'une surface construite de 1 611 m².

L'emprise au sol affectée au stationnement sera de 1 148 m² (en pavés drainants).

Les espaces verts du projet représentent **2 985 m² soit 36,9 % de l'emprise foncière du projet.** Le projet prévoit d'aménager les espaces verts en pleine terre et uniquement avec des espèces végétales locales. Des arbres, arbustes et des haies seront plantés sur le site.

La zone de stationnement comprendra 80 places, dont :

- **2 places PMR (3,50 m x 5,00 m),**
- **1 place électrique aux dimensions PMR**,
- **1 place pré-équipée électrique aux dimensions PMR**,
- **4 places familles** (3,50 m x 5,00 m),
- **3 places équipées de bornes de recharge** conformément à la loi LOM 2025 (soit 5 % des places),
- **15 places pré-équipées** pour la recharge électrique (20 % des places),
- **54 emplacements classiques** d'au moins **2,80 m x 5,00 m**.

Tableau 2 : Détails des surfaces d'emprise du projet

RECAPITULATIF DES SURFACES (m²)					
	m²	%		m²	%
SURFACE CONSTRUITE	1611	19.9	SURFACE IMPERMEABLE	3887	47.99
SURFACE ENROBE+BORDURES	2080				
SURFACE EN BETON	196				
SURFACE PAVES DRAINANT	1148		SURFACE PERMEABLE	4213	52.01
SURFACE ESPACES VERTS	2985	36.9			
SURFACE EN GRAVIER	80				
SURFACE DE L'OPERATION	8100			8100	

DETAIL DES SURFACES (m²)		
SURFACE DE VENTE	953,55	984.45
SAS ENTREE/SORTIE	30,90	
RESERVE 1	178,15	329.95
RESERVE 2	151,80	
BUREAU	12,15	66.45
LOCAUX SOCIAUX	15,00	
VESTIAIRE H	3,15	
VESTIAIRE F	3,60	
WC H	3,70	
WC F	3,70	
COULOIR	10,85	
LOCAL TECHNIQUE	14,30	
LOCAL PAIN	18,80	18.80
TOTAL	1399.65	1399.65
LOCAL TECHNIQUE Mezzanine	25,35	25,35
SURFACE PLANCHER TOTAL	1425,00	

3.5 Démolition de l'existant

Le projet concerne la démolition de l'ancien établissement Gamm'Vert et des bureaux Unéal, situé le long de la rue d'Hesdin à Ramecourt, en vue de la construction d'une surface commerciale sous enseigne ALDI.

La surface de plancher existante des bâtiments avant déconstruction est de 1009 m².

Le site d'étude accueille aujourd'hui 50 places de parking.

Le maître d'ouvrage s'engage à réaliser pendant la purge du permis de construire un diagnostic de gestion des déchets de démolition. En effet, cette étude est systématique dans le cas d'un projet aboutissant à la déconstruction de bâtiments.

Les déchets de démolition seront évacués et traités dans les filières réglementaires adaptées.

3.6 Justification du projet

3.6.1 Urbanisme

Le projet s'inscrit dans une zone classée « Secteur ouvert à la construction : C » de la carte communale approuvée le 13/04/2007.

La conformité du projet avec la carte communale est détaillée dans le permis de construire en **Annexe supplémentaire 02.**

Le projet de construction de la surface commerciale ALDI **respecte l'intégralité des prescriptions du règlement de la zone ZC** de la Carte Communale, tant en matière :

- de destination et usage du sol,
- d'implantation,
- de volumétrie et de hauteur,
- de qualité architecturale,
- de gestion des abords,
- de stationnement,
- que de dessertes et réseaux.

Il s'inscrit pleinement dans la vocation de la zone ZC à accueillir des activités économiques et commerciales structurantes pour le territoire.



Figure 7 : Plan de démolition – Source : Aldi et AADE sprl


LA FERME SAINT-LAIRE
LA FERME SAINT-LANDRE
Saint-Pol-Sur-Ternoise
Site d'étude
LES PRES SEC
LES CINQ
LA RUE DE CROIX
LE VILLAGE
LE BOIS DU QUESNOY
3
2
C
C1
C

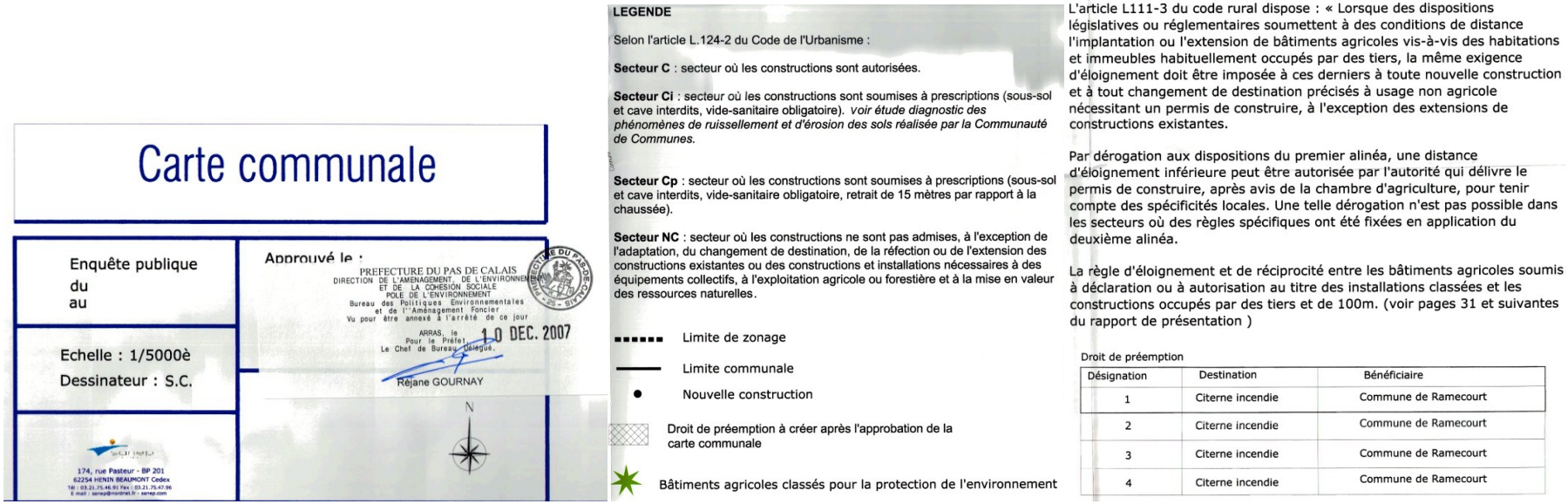


Figure 8 : Extrait du plan de zonage de Ramecourt – Source : Carte communale de Ramecourt

3.6.2 Réaménagement du site et désartificialisation des sols

La construction des magasins Aldi sur des zones déjà aménagées et artificialisées est, dans un contexte de forte pression foncière, un enjeu pour l'aménagement durable des territoires.

Le projet permet de réduire l'impact de l'artificialisation des sols car il :

- Participe au recyclage du foncier du territoire,
- Limite l'étalement urbain,
- Evite la consommation de milieux naturels, forestiers et agricoles,
- Evite la création de friche commerciale,
- Economise la construction de nouvelles infrastructures (voiries, réseaux).

Aujourd'hui la parcelle du projet très artificialisée. Le parking existant du Gamm vert comprend 50 places de parking et est 100 % imperméable.

La totalité des **places de stationnement du projet seront en pavés autobloquants et auto drainants** → Les eaux pluviales récupérées sur les places de stationnement seront donc directement infiltrées dans le sous-sol. **Le projet permet donc de diminuer l'imperméabilisation des sols** du site.

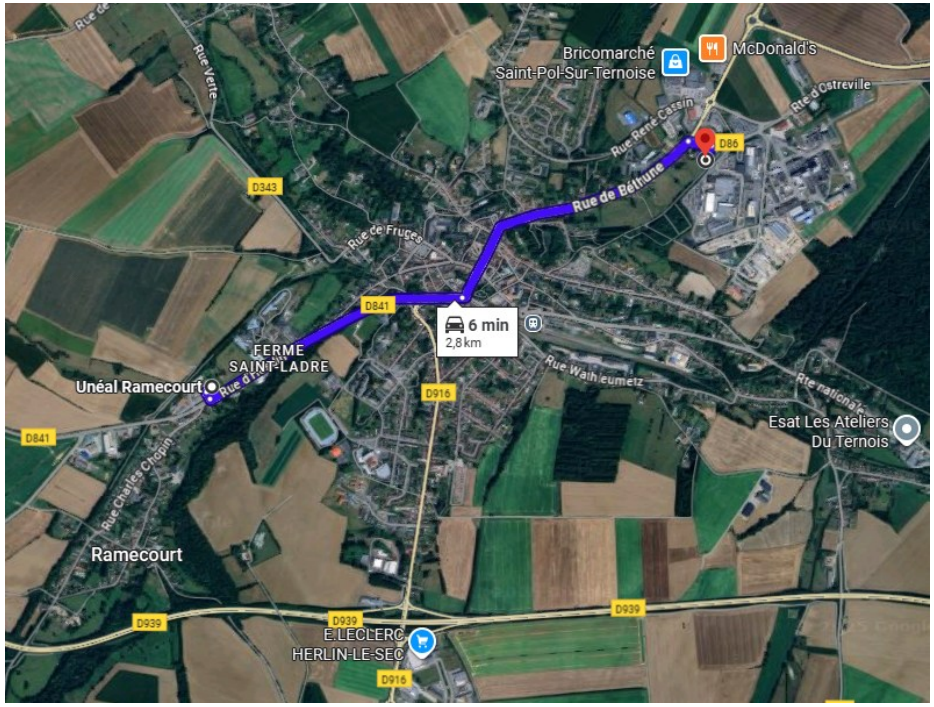
Les espaces verts du site sont actuellement occupés uniquement par de la pelouse rase. **Le projet accueillera un nombre important d'arbres, d'arbustes et de linéaire de haies sur le site.** De plus, les espèces plantées seront locales. Les espaces herbacés seront aménagés en prairie et l'entretien par gestion différenciée sera privilégié. La surface totale d'espaces verts sera de 2 985 m² soit 36,9 % de la surface parcellaire totale.

3.6.3 Transfert de magasin

Il s'agit ici du transfert du magasin Aldi présent sur la commune voisine de Saint-Pol-sur-Ternoise, à 2,38 km à vol d'oiseau.

La société Aldi est actuellement locataire du magasin de Saint-Pol-sur-Ternoise. Plusieurs pistes ont déjà été envisagées par le propriétaire pour la reprise du local suite au départ d'Aldi.

Le temps de trajet entre l'ancien et le futur magasin est de 6 min en voiture – 13 min à vélo et 38 min à pied (2,8 km).



Distance entre le magasin actuel et le futur magasin

Ce transfert s'opère puisque le magasin actuel n'est plus aux normes environnementales et est vieillissant. Il était déjà présent sur le site en 2000.



Magasin actuel sur la commune de Saint-Pol-sur-Ternoise

Le renouvellement du magasin Aldi permettra aux habitués de profiter d'un magasin nouvelle génération non loin du magasin actuel (seulement 6 min en voiture) et sa modernisation et son emplacement faciliteront l'accueil de nouveaux clients.

3.6.4 Plus-value environnementale et paysagère

Le projet est également l'occasion d'apporter des améliorations notables à tous points de vue sur le site et dans le cadre de son transfert de magasin ancienne génération :

- Installations énergétiques plus économes et panneaux photovoltaïques en toiture permettant un apport partiel en énergie durable.
- Architecture proposant de larges murs rideaux et laissant davantage entrer la lumière naturelle dans le point de vente, façades plus modernes pour un bâtiment qui permettra d'être mieux inséré dans son environnement.
- Aménagements paysagers extérieurs plus qualitatifs, avec un stationnement perméable en pavés drainants et favorisation d'un mode de déplacement doux : emplacements de parc à vélo de 30 m² proche de l'entrée du magasin et matérialisation d'un cheminement piétons jusque l'entrée du magasin.
- Ombrage des places de stationnement : Des arbres à large houppier seront plantés à raison d'un arbre pour 3 places de stationnement (27 arbres). Ces arbres d'essence locale seront disposés efficacement pour protéger un maximum de véhicules.
- Equipement de 4 places de stationnement électriques et 16 places pré-équipées.

Le projet va permettre une reconversion du site et une plus-value qualitative paysagère et environnementale sur le site.

Les espèces d'arbres et d'arbustes de la haie libre seront locales – voir descriptif des espaces verts et projet paysager.

3.6.5 Positionnement stratégique et bâtiment économe

Ce nouveau commerce sera économe en énergie et favorisera l'énergie durable par rapport au bâtiment actuellement en place sur le site.

Le nouveau concept de l'enseigne mis en œuvre vise à donner plus de clarté, de visibilité et de modernité au magasin, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur.

Le projet se positionne en entrée de ville, sur une zone destinée à accueillir essentiellement des activités économiques et commerciales. Il y a d'ailleurs déjà une activité de commerce sur le site : magasin Gamm vert et site Unéal.

Les abords du terrain sont occupés par du tissu urbain mixte d'habitations et de société.

Le magasin Aldi s'implante à proximité immédiate d'un axe routier structurant : la D841 permettant de relier Ramecourt à Saint-Pol-sur-Ternoise.

Le projet est donc très facile d'accès pour les riverains du secteur et en adéquation avec l'usage et l'activité actuels du site et de son environnement immédiat.





Figure 9 : Insertions paysagères du projet – Source : Aldi et AADE sprl

3.7 Principe d'aménagement retenu

L'ensemble des plans et de la description du projet dans le cadre du permis de construire est retrouvable en **annexe supplémentaire 02. Permis de construire.**

3.7.1 Accès

L'accès principal au site, d'une largeur d'environ **10 m**, s'effectuera **exclusivement depuis la rue d'Hesdin**, tant pour les véhicules légers que pour les poids lourds.

Un **accès piéton dédié** (Rampe 5%) est également prévu depuis cette même rue.

La **rotation des camions de livraison** sera réalisée **entièrement sur le site**, sans manœuvre sur le domaine public.

Un **quai de déchargement latéral** est aménagé afin de limiter la visibilité de la zone logistique depuis l'espace public et de garantir un fonctionnement interne sécurisé.

Une sortie des véhicules d'une largeur de 10.00 m minimum pour faciliter les manœuvres des véhicules lourds et légers au sein de la zone de stationnement.

La rue d'Hesdin doit faire l'objet d'un réaménagement prenant en compte le tourne à gauche sur notre site, création d'un giratoire et équipements divers (trottoirs, piste cyclables). Le cabinet Verdi a été chargé de rédiger une demande de permis qui est actuellement en cours d'instruction. Ils ont également tenu compte des accès à prévoir au niveau de notre site. Un plan est présenté dans le permis de construire en Annexe supplémentaire 02.

Une **liaison piétonne** sera aménagée depuis la rue d'Hesdin jusqu'à l'accès principal du magasin. La sortie piétonne raccordée au **trottoir du domaine public** sera traitée avec un **revêtement adapté et accessible** (type enrobé ou matériau antidérapant), garantissant une continuité piétonne conforme aux exigences d'accessibilité.

3.7.2 Parking

La zone de stationnement représentera une surface d'environ 1 148 m² et comprendra 80 places, dont :

- 2 places PMR,
- 1 place électrique aux dimensions PMR,
- 1 place pré-équipée électrique aux dimensions PMR,
- 4 places familles (3,50 m x 5,00 m),
- 3 places équipées de bornes de recharge conformément à la loi LOM 2025 (soit 5 % des places),
- 15 places pré-équipées pour la recharge électrique (20 % des places),
- 54 emplacements classiques d'au moins 2,80 m x 5,00 m.

Les stationnements seront réalisés en **pavés drainants,** permettant une meilleure infiltration des eaux pluviales et limitant l'imperméabilisation.

Une zone de stationnement pour deux-roues est aménagée sous l'auvent, à proximité directe de l'entrée. **L'espace vélo représente environ 30 m²,** équipé d'arceaux métalliques permettant d'attacher les vélos.

La lisibilité des accès est assurée : le cheminement depuis la rue d'Hesdin vers l'entrée, le parc à caddies et l'espace vélo est clair, direct et sécurisé.

Les zones de stationnement sont structurées et **agrémentées d'espaces verts** et de plantations permettant de limiter l'impact visuel des surfaces minérales et d'assurer une intégration paysagère qualitative.

Suivant l'article R111-25-8, il est exigé d'ombrager les places disponibles sur le site (80 places). Des arbres à large houppier seront plantés à raison **d'un arbre pour 3 places de stationnement.**

Dans notre cas, 27 arbres seront plantés (80 places / 3 arbres). Ces arbres d'essence locale seront disposés efficacement pour protéger un maximum de véhicules.

3.7.3 Terrain et implantation

Le projet s'inscrit de manière cohérente dans la géométrie de la parcelle et dans l'organisation générale du site.

La nouvelle construction respectera les **retraits d'usage,** à savoir :

- un **recul minimal de 3.50 m** par rapport aux limites séparatives voisines,
- et une distance d'environ **45 m depuis l'axe de la RD 841 (rue d'Hesdin)**.

Le projet met en œuvre le **nouveau concept architectural de l'enseigne**, visant à offrir un magasin plus lisible, plus moderne et plus lumineux, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur.

L'enseigne commerciale sera **intégrée aux façades** et ne dépassera pas le niveau de l'acrotère du bâtiment.

3.7.4 Bâtiment

Les façades seront réalisées en **bardage métallique Bémo TP 35-207 – perforation RU 5-8 – teinte RAL 9007**, garantissant un aspect contemporain et homogène.

L'entrée principale sera constituée d'un **mur-rideau vitré** marquant clairement l'accès, complété d'un **auvent** abritant le parc à caddies et la zone de stationnement des vélos.

L'ensemble du bâtiment sera construit selon la nouvelle identité ALDI. Il présente un encombrement de 54.10 m de long sur 29.54 m de largeur hors volume de quai. La hauteur maximale est portée à 6.00 m.

La construction présente une architecture soignée, tant dans le traitement des volumes que dans le choix des matériaux et des teintes employées. Les matériaux retenus sont pérennes, contemporains et adaptés à l'usage commercial du bâtiment.

Matériaux et finitions du bâtiment :

- Façades : bardage métallique Bémo TP 35-207, perforation RU 5-8, teinte RAL 9007, garantissant une uniformité et une finition moderne.
- Menuiseries extérieures : aluminium laqué gris foncé RAL 7016, apportant un contraste sobre et élégant.
- Toiture : charpente en lamellé-collé, couverture en bacs nervurés, isolation conforme aux normes thermiques et étanchéité en TPO teinte beige (membrane type SIKA Sarnafil).
- Système de chauffage : pompe à chaleur, conforme aux exigences énergétiques actuelles.

Le bâtiment projeté s'organise en RDC :

- Les clients entrent par le SAS d'entrée qui donne sur une aire de vente. **L'ensemble de ces surfaces accessibles au public s'étend sur 984,45 m²**.
- Les locaux sociaux et les réserves se trouvent autour de l'aire de vente. Ils ne sont pas accessibles au public.

L'entrée du magasin est composée par un mur rideau (vitrines hautes) qui marque l'entrée et par un auvent qui abrite le parc à caddies et la zone de stationnement des vélos.

3.7.5 Aménagements extérieurs

Les aménagements extérieurs sont les suivants :

- **Stationnements :** pavés **drainants** sur l'ensemble des places, favorisant l'infiltration naturelle des eaux pluviales.
- **Trappon :** structure en **béton gris**.
- **Rampe de quai :** murs et sol en **béton gris**, assurant robustesse et facilité d'entretien.
- **Accès groupes :** sol **stabilisé**.
- **Cheminements piétons :** revêtement en **grès cérame**, garantissant durabilité et sécurité d'usage. **Clôture technique :** clôture type **BEKAERT** (mailles métalliques plastifiées), teinte **gris anthracite**, hauteur **1,80 m**, destinée à protéger l'espace de production du froid.

3.7.6 Espaces verts et projet paysager

Un projet paysager est détaillé dans **l'Annexe supplémentaire 02.**

Le projet prévoit un total de 2 985 m² d'espaces verts de pleine terre (36,9 % surface du projet) répartis de la façon suivante :

- Engazonnement : 183 m²
- Prairie fleurie : 2 693 m²
- Massif fleuri : 31 m²

Les surfaces de terrain libre seront engazonnées et complétées par la plantation d'arbres à large houppier, de haies, de prairies fleuries et de massifs décoratifs.

Ces aménagements accompagneront l'intégration du projet dans son environnement et contribueront à la qualité d'usage du site.

L'engazonnement sur le site se fera avec une réflexion écologique notamment dans les espaces peu fréquentés. Les tontes seront limitées, les **fauches tardives** privilégiées dans les zones semées d'essences locales. Les zones entretenues régulièrement seront situées exclusivement aux abords directs du parking et du magasin.

Le site sera entouré d'une **haie libre variée** d'arbustes et agrémentée d'arbres. Cette haie dite champêtre permet de masquer les vue sur **une hauteur à terme d'environ 8 à 12 mètres.** La haie libre sera composée **d'essences 100 % locales** et favorisera la faune des milieux urbains.

Le site compte actuellement quelques arbres existants (principalement en fond de parcelle) ne nécessitant pas leur abattage. Le projet prévoit la plantation supplémentaire de **27 arbres** à proximité du parking afin de satisfaire aux différents réglementations.

<u>En strate arborée le projet prévoit de planter :</u>

- 1 unité d'érable plane (*Acer platanoides*)
- 1 unité de chêne sessile (*Quercus petraea*)
- 1 unité de charme commun (*Carpinus betulus*)
- 1 unité de tilleul à petites feuilles (*Tilia cordata*)
- 3 unités d'alisier torminal (*Sorbus torminalis*)
- 4 unités d'érable de freeman (*Acer freemanii*)
- 4 unités de cerisier à fleurs (*Prunus serrulata*)
- 4 unités d'érable à feuilles d'obier (*Acer opalus*)
- 8 unités d'érable champêtre (*Acer campestre*)

<u>En strate arbustive le projet prévoit de planter :</u>

- 330 ml de haie libre composée des espèces locales suivantes : *Amelanchier ovalis, Cornus sanguinea, Crataegus monogyna, Ligustrum vulgare, Prunus spinosa, Viburnum opulus, Viburnum lantana et Sambucus nigra*
- 66 ml de haie basse parfumée : Choisya ternata
- 43 ml de haie basse fleurie : Abelia prostrata



PROJET PAYSAGER / Plans

L'atelier Mathilde Martin pour



Les arbres sont représentés aux 2/3 de leur taille maximum mentionnée dans la littérature horticole, sachant que leur situation contrainte aboutira approximativement à ce développement. La visualisation arborée ci-dessus est donc réaliste par rapport au rendu final attendu.

Légende

- Engazonnement / 183m²
- Prairie fleurie /2693m²
- Massif fleuri / 31m²

Arbres

- **Acer platanoides / 1u** (*Érable plane*)
- **Quercus petraea / 1u** (*Chêne sessile*)
- **Carpinus betulus / 1u** (*Charme commun*)
- **Tilia cordata / 1u** (*Tilleul à petites feuilles*)
- **Sorbus torminalis / 3u** (*Alisier torminal*)
- **Acer freemanii 'Autumn Blaze'** / 4u (*Érable de Freeman*)
- **Acer opalus / 4u** (*Érable à feuilles d'obier*)
- **Prunus serrulata 'Sunset Boulevard' / 4u** (*Cerisier à fleurs*)
- **Acer campestre / 8u** (*Érable champêtre*)

Arbustes

- **Haie basse fleurie / 43ml**
- **Haie libre / 330ml**
- **Haie basse parfumée / 66ml**

Construction

Page 9

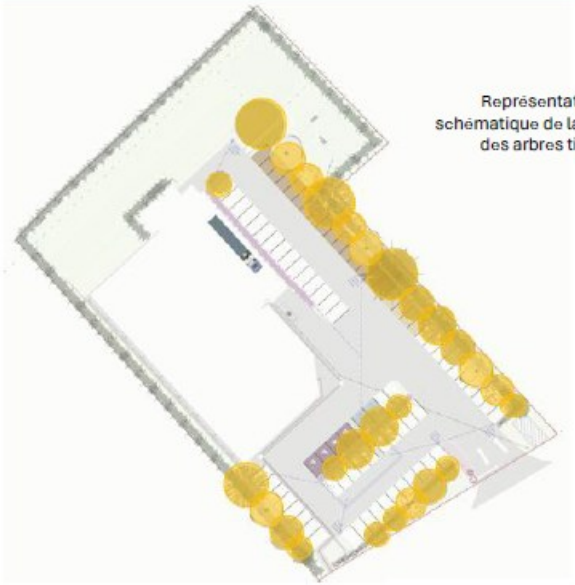
PROJET PAYSAGER / Arbres

L'atelier Mathilde Martin pour

ARBRES	Qté (u)
Acer platanoides	1
→ Quercus petraea	1
→ Carpinus betulus	1
→ Tilia cordata	1
→ Sorbus torminalis	3

ARBRES	Qté (u)
Acer freemanii 'Autumn Blaze'	4
Acer opalus	4
Prunus serrulata 'Sunset Bd'	4
→ Acer campestre	8
Total	27

→ Essences locales



Représentation schématique de la position des arbres tiges

Arbre planté

Afin de limiter l'entretien (désherbage) et de conserver la fraicheur du sol, les arbres seront paillés à leur pied par 12cm de BRF (Bois Raméal Fragmenté = végétaux ligneux broyés) sur une zone d'environs 1m de diamètre. En plus de favoriser la vie du sol (champignons, insectes, micro-organismes et bactéries ; tous indispensables à un cycle biologique optimal), le paillage en se décomposant participe à la création d'un complexe argilo-humique indispensable à une bonne santé et une bonne croissance des végétaux. **Les arbres seront tuteurés pendant 3 ans afin d'assurer une repise optimale (simple, bipode, tripode ou système d'ancrage en fonction des forces demandées lors de la consultation).**





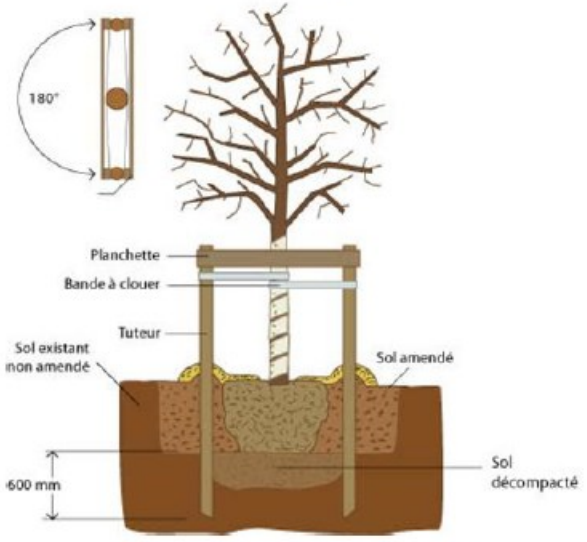
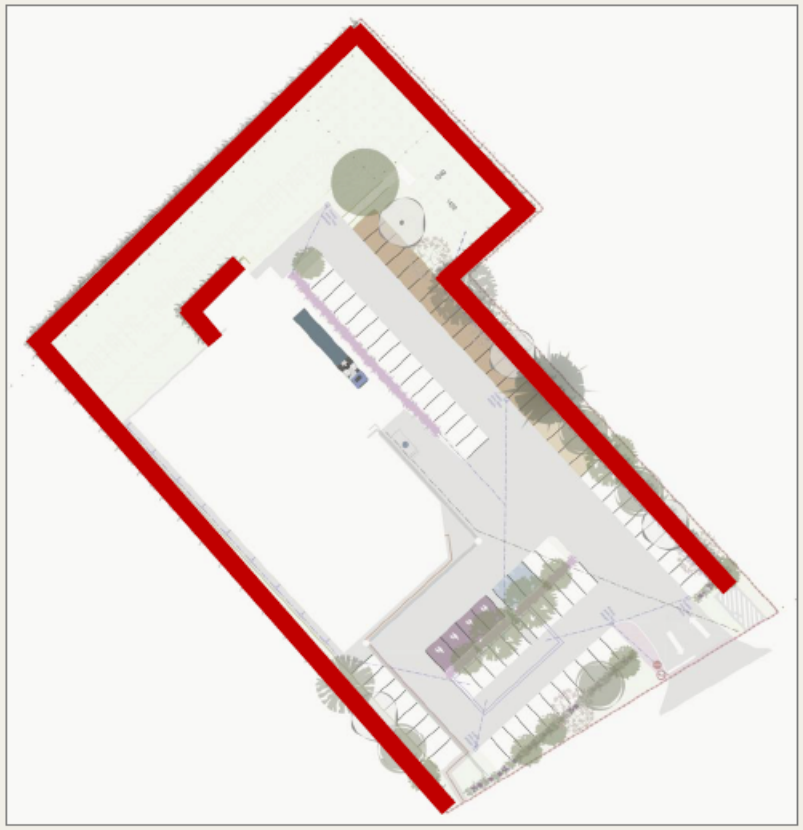


Schéma de principe de plantation d'un arbre tige

PROJET PAYSAGER / Arbustes

L'atelier Mathilde Martin pour



Représentation schématique de la position des arbustes et des haies

La strate arbustive

- ✓ 330 ml de haie libre mixte plantés.
- ✓ La végétation étagée en périphérie de site est composée d'un mélange d'arbustes de différentes hauteurs (de 3m à 5m environs).
- ✓ Les arbustes des haies champêtres sont 100% d'essences locales adaptées à leur environnement.
- ✓ Ils sont plantés en lignes et espacés de 1m.
- ✓ Haies basses, fleuries et arbustes de bassins viennent compléter la palette végétale.

La haie varié libre masque les vues, abrite du vent et crée un microclimat propice à la biodiversité y compris plusieurs mètres autour de celle-ci (il est communément admis qu'une haie de 2 mètres de hauteur a un impact sur environs 10 mètres). Elle offre « gite et couvert » à quantité d'organismes vivants.

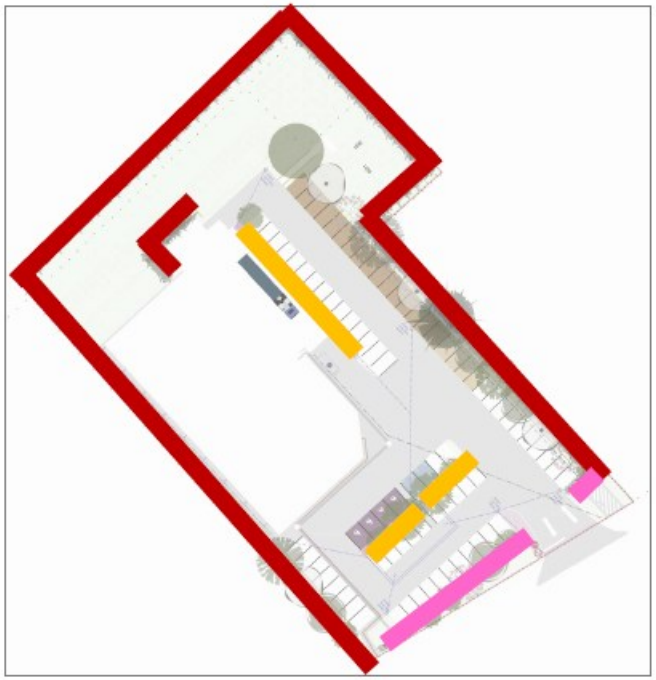
La palette végétale arbustive

- ✓ Respecte les préconisations du PLU et les prescriptions architecturales et paysagères de la zone.
- ✓ Apporte un intérêt visuel au site (fruits décoratifs, feuillages d'automne, bois colorés, floraisons printanières).
- ✓ Les haies sont plantées en lignes sur 1 rang à 1m de distance.
- ✓ Apporte abris et nourriture à la faune sauvage (oiseaux, insectes et petit mammifères).
- ✓ Masque les vues.

Haie champêtre / 330ml

Haie basse parfumée / 66ml

Haie basse fleurie / 43ml



Représentation schématique de la position des arbustes et des haies

Afin de limiter l'entretien (désherbage) et de conserver la fraicheur du sol, les arbustes seront paillés à leur pied par une toile de paillage biodégradable compostable en 3 ans.

Plantation de haies







PROJET PAYSAGER / Vivaces

L'atelier Mathilde Martin pour

Massifs fleuris

✓ Massif d'accueil (1).
✓ Massifs en rappel sur le parking (2).

Les vivaces apportent un intérêt esthétique toute l'année en raison de la durée de leurs floraisons parmi les plus longues (vivaces) et de leur structure pérenne y compris en hiver (graminées).

Les massifs seront paillés d'une toile biodégradable certifiée « OK Compost » recouverte de copeaux de bois afin d'améliorer la qualité esthétique.




Salvia microphylla 'Royal Bumble'


Helictotrichon sempervirens


Perovskia atriplicifolia 'Little Spire'


Stipa tenuifolia


Gaura lindheimeri 'Short Form'

3.7.7 Eaux pluviales

Les eaux pluviales du projet (eaux de toiture et de parking) seront récoltées dans les aménagements réalisés sur le terrain tels qu'ils garantiront le bon écoulement direct dans le bassin d'infiltration enterré ou la chaussée-réservoir sous la zone de stationnement à créer.

Ces eaux pluviales provenant des toitures et des voiries seront gérées à la parcelle via ces équipements à créer. Ces dispositifs seront dimensionnés suivant étude et la réglementation en vigueur.

Un traitement des eaux de pluie avant infiltration via des avaloirs équipés de filtre ADOPTA sera prévu avant rejet dans le bassin aérien et la chaussée-réservoir suivant étude et capacité d'infiltration du sous-sol.

Conformément aux prescriptions réglementaires, la gestion des eaux pluviales du stationnement sera assurée par des dispositifs favorisant l'infiltration et la rétention à la source.

Ainsi, 50 % de la surface totale du stationnement sera aménagée avec des dispositifs de gestion des eaux pluviales, tels que :

- Dispositifs d'infiltrations, permettant la collecte, l'infiltration et la dépollution des eaux de ruissellement ;
- Pavés drainants, favorisant la perméabilité des sols et l'infiltration directe des eaux pluviales.

Par les traitements des surfaces de stationnement et la gestion des eaux via les noues (suivant dimensionnement), nous répondrons aux exigences relatives aux 50 % attendus.

Avant leur arrivée dans les dispositifs d'infiltration, elles transiteront des regards de décantation avec syphon au niveau des avaloirs repérés au plan (Filtres ADOPTA), destiné à retenir les polluants éventuels (huiles, graisses, hydrocarbures) et à garantir la qualité des eaux infiltrées dans le sol.

3.7.8 Eaux usées et autres réseaux

La construction sera raccordée à un système collectif d'épuration conformément au règlement sanitaire.

Le projet sera raccordé aux réseaux d'assainissement EU existants.

Il en est de même pour les réseaux électriques, télécom, adduction d'eau et eau sanitaire. Ces réseaux seront enterrés.

3.7.9 Protection contre l'incendie

Une réserve incendie d'une profondeur d'1m60 et d'une capacité de 180m³ sera réalisée en vue de pouvoir répondre aux besoins d'eau disponible immédiatement en cas d'incendie qui pourrait se déclarer sur le site.

Un emplacement réservé SDIS est aménagé à l'entrée du site. Une canne d'aspiration équipera cet emplacement pour alimenter en eau les équipements du SDIS.

3.7.10 Optimisation énergétique

Chauffage :

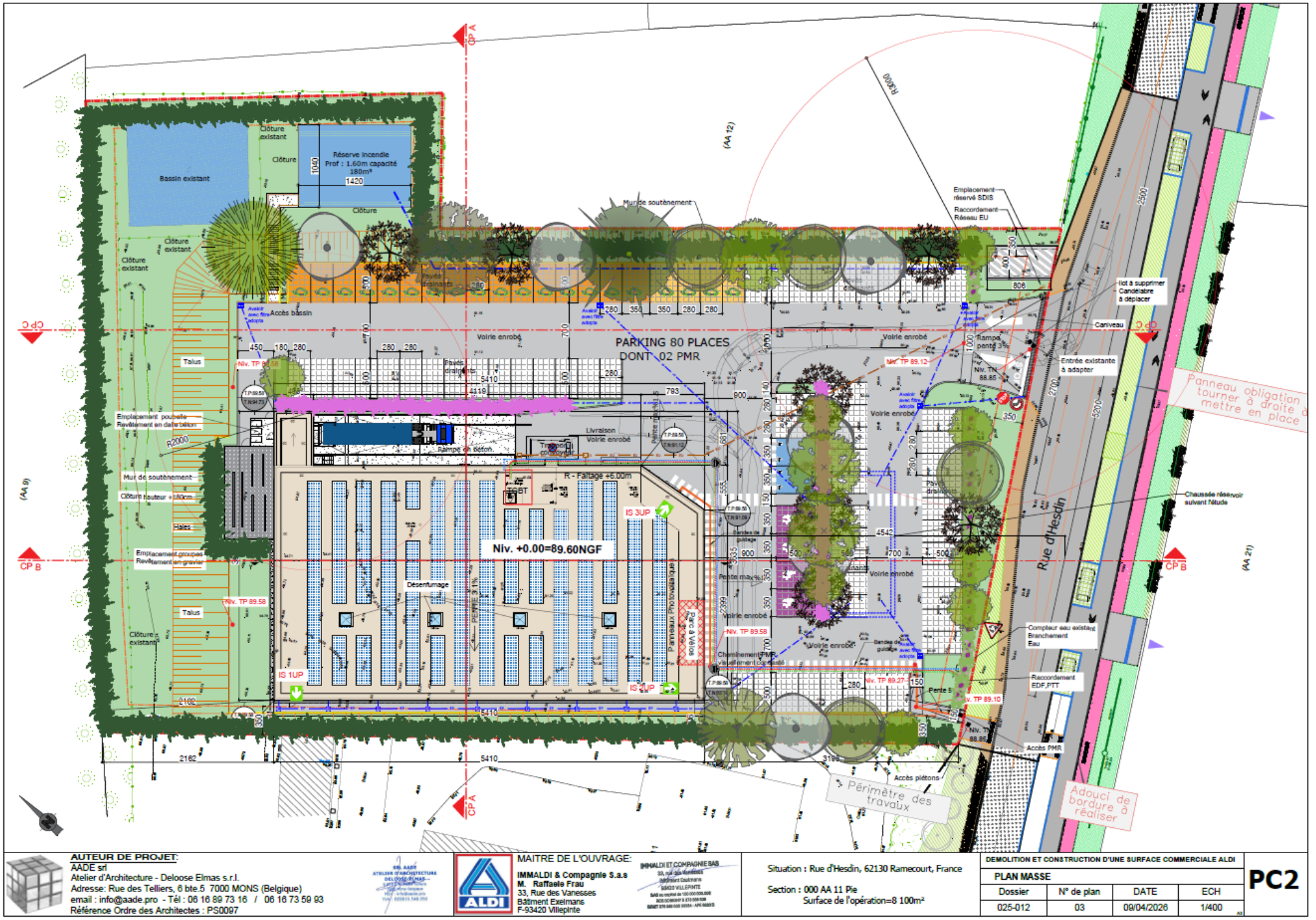
Un système de récupération de chaleur permettra de chauffer la totalité du magasin et ce, à coût d'exploitation moindre.

Électricité :

Des panneaux photovoltaïques seront installés sur le toit du bâtiment afin d'alimenter tous les postes électriques du magasin. Cette installation permet au magasin une indépendance énergétique en journée.

Performance du bâti :

Le commerce sera conforme à la Réglementation Thermique 2012.



AUTEUR DE PROJET:
AADE srl
Atelier d'Architecture - Deloose Elmas s.r.l.
Adresse: Rue des Telliers, 6 bte.5 7000 MONS (Belgique)
email : info@aade.pro - Tél : 06 16 89 73 16 / 06 16 73 59 93
Référence Ordre des Architectes : PS0097

MAITRE DE L'OUVRAGE:
IMMALDI & Compagnie S.a.s
M. Raffaele Frau
33, Rue des Vanesses
Bâtiment Exelmans
F-93420 Villepinte

Situation : Rue d'Hesdin, 62130 Ramecourt, France
Section : 000 AA 11 Pie
Surface de l'opération=8 100m²

DEMOLITION ET CONSTRUCTION D'UNE SURFACE COMMERCIALE ALDI

PLAN MASSE — **PC2**

Dossier	N° de plan	DATE	ECH
025-012	03	09/04/2026	1/400

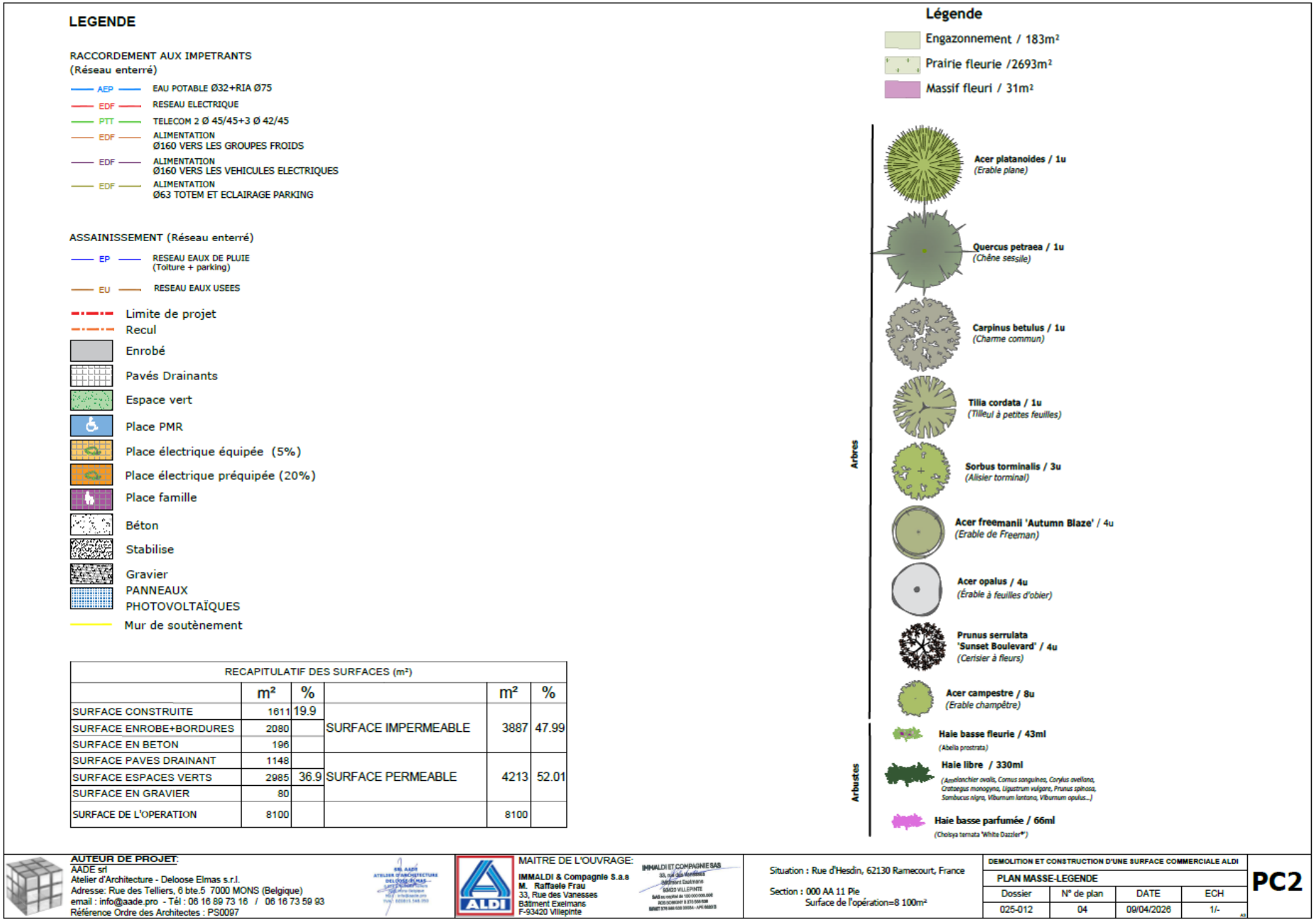


Figure 10 : Plan masse du projet – Source : Aldi et AADE sprl

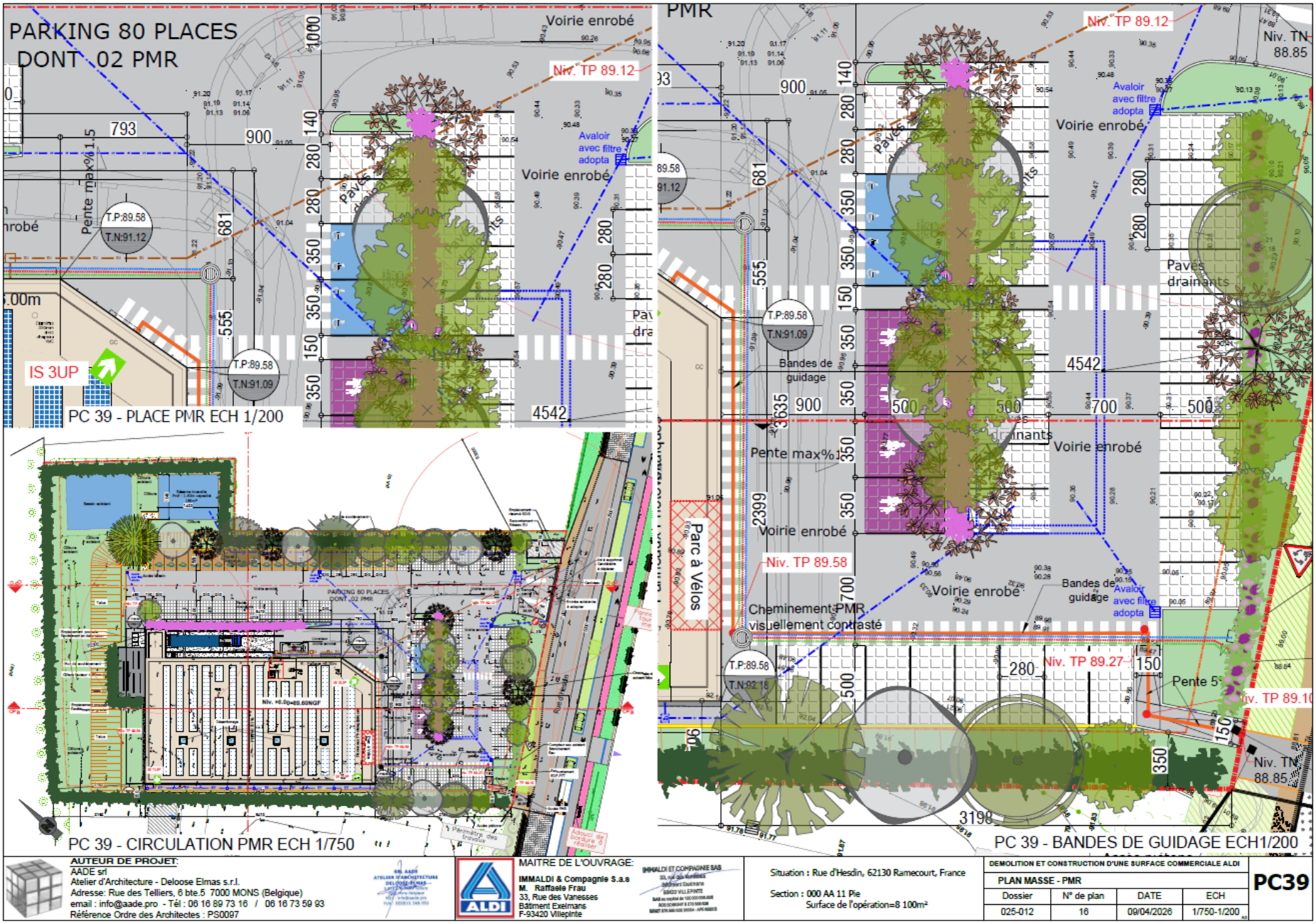
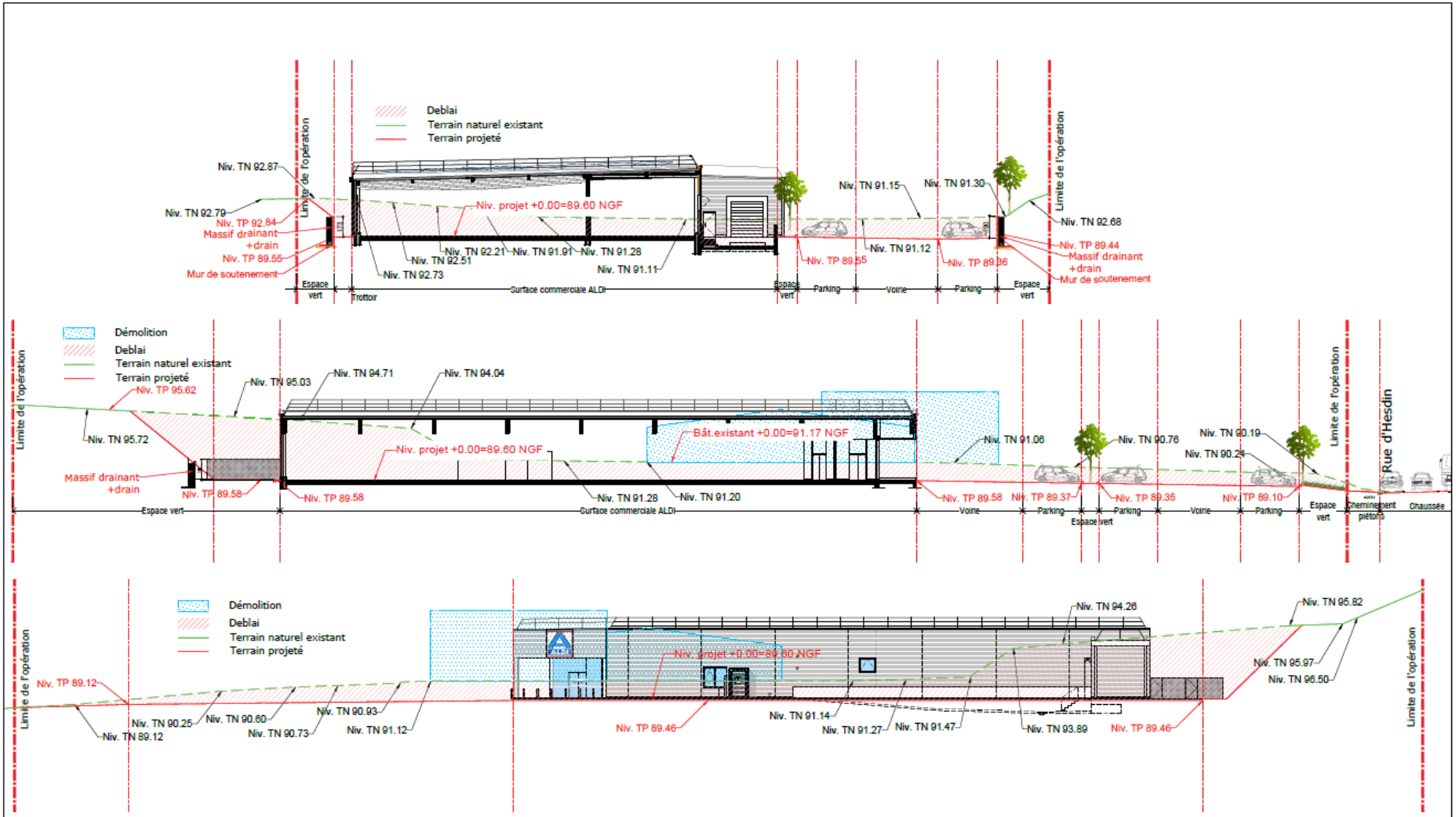


Figure 11 : Plan masse PMR du projet – Source : Aldi et AADE sprl



AUTEUR DE PROJET:
AADE srl
Atelier d'Architecture - Deloose Elmas s.r.l.
Adresse: Rue des Telliers, 6 bte.5 7000 MONS (Belgique)
email : info@aade.pro - Tél : 06 16 89 73 16 / 06 16 73 59 93
Référence Ordre des Architectes : PS0097

MAITRE DE L'OUVRAGE:
IMMALDI & Compagnie S.a.s
M. Raffaele Frau
33, Rue des Vanesses
Bâtiment Exelmans
F-93420 Villepinte

Situation : Rue d'Hesdin, 62130 Ramecourt, France

Section : 000 AA 11 Pie
Surface de l'opération=8 100m²

DEMOLITION ET CONSTRUCTION D'UNE SURFACE COMMERCIALE ALDI

COUPES PROFILS

Dossier	N° de plan	DATE	ECH
025-012	05	09/04/2026	1/300

PC3

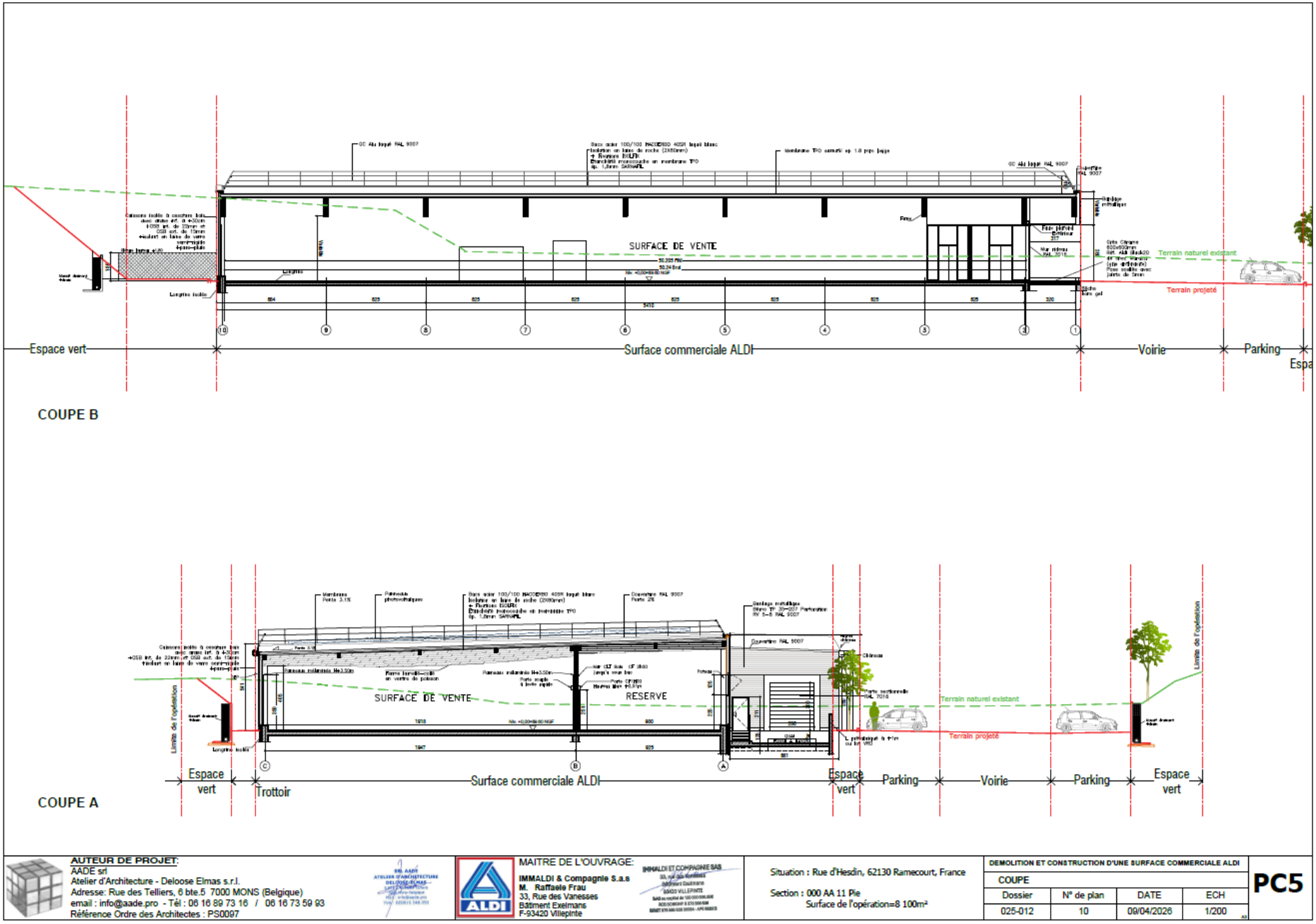


Figure 12 : Plans de coupes – Source : Aldi et AADE sprl

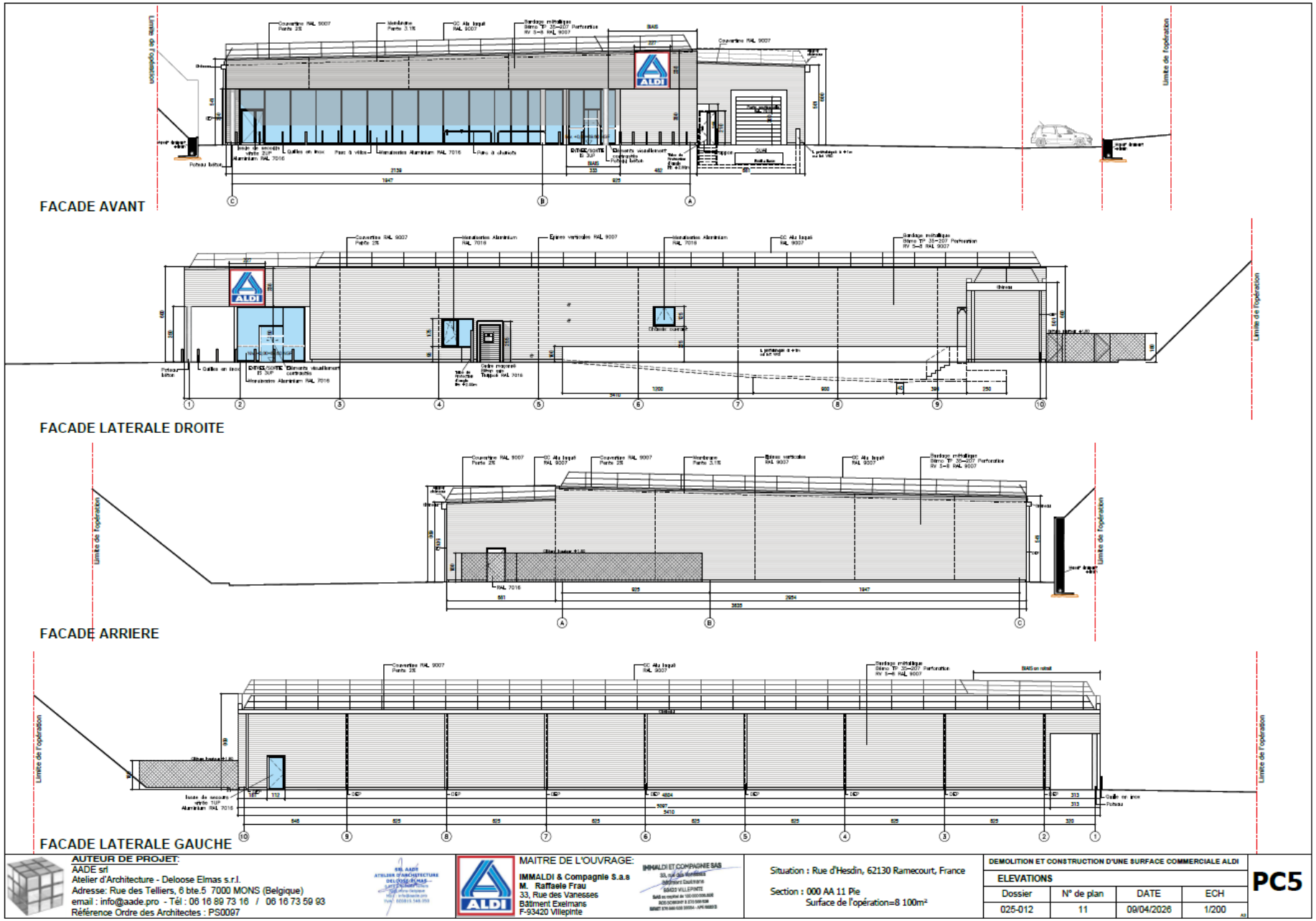


Figure 13 : Plan des élévations – Source : Aldi et AADE sprl

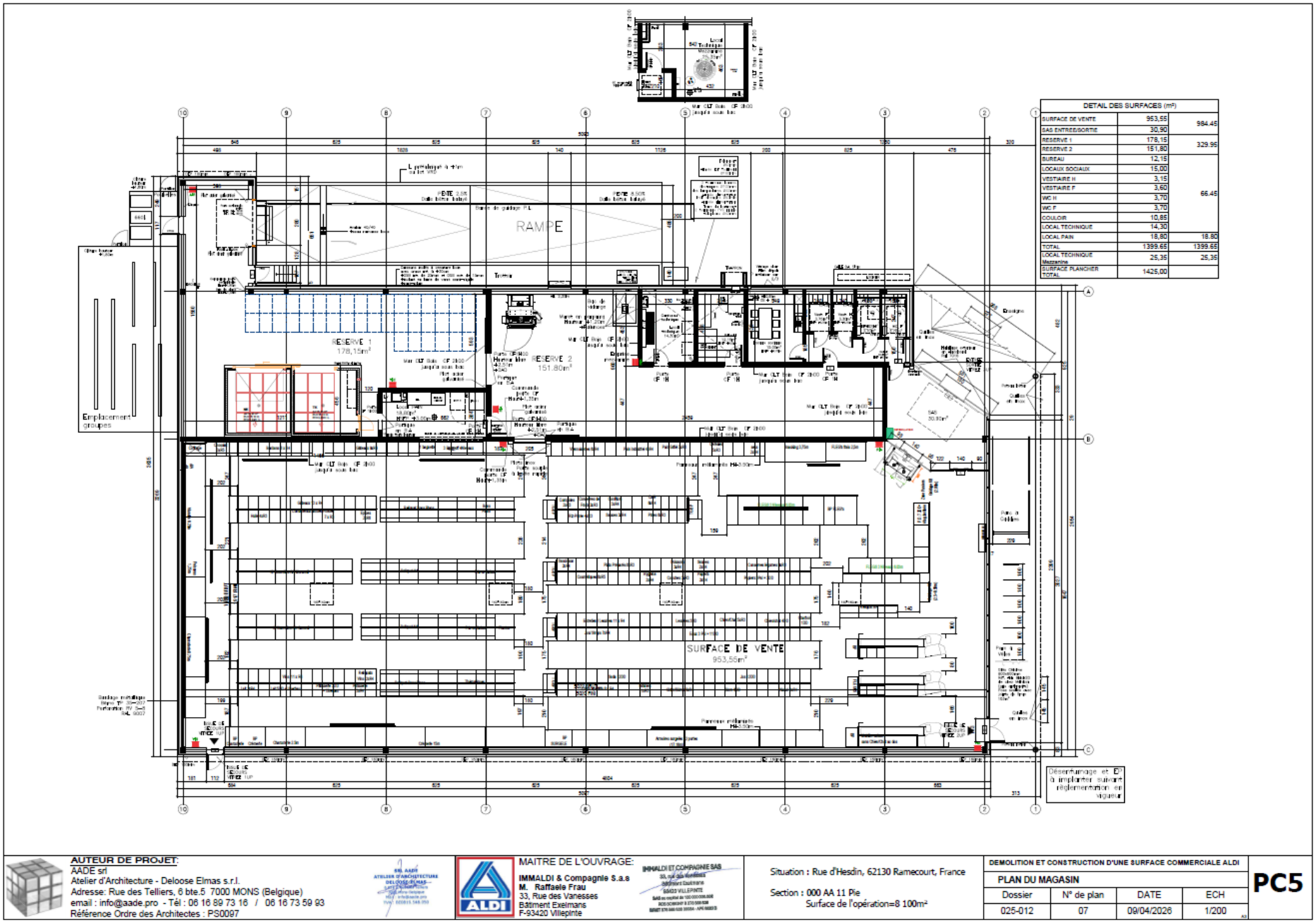


Figure 14 : Plan du magasin – Source : Aldi et AADE sprl

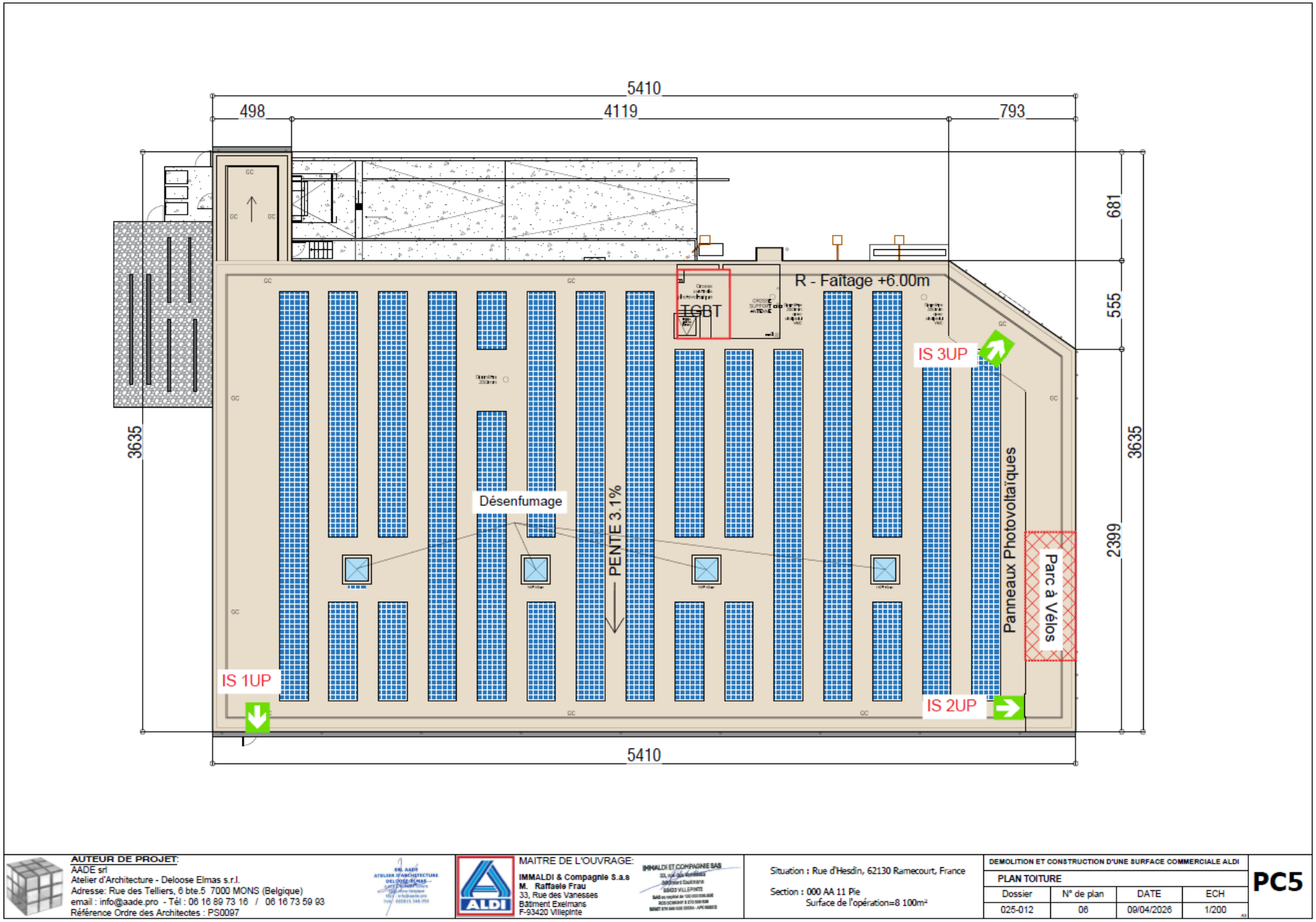


Figure 15 : Plan du toiture – Source : Aldi et AADE sprl

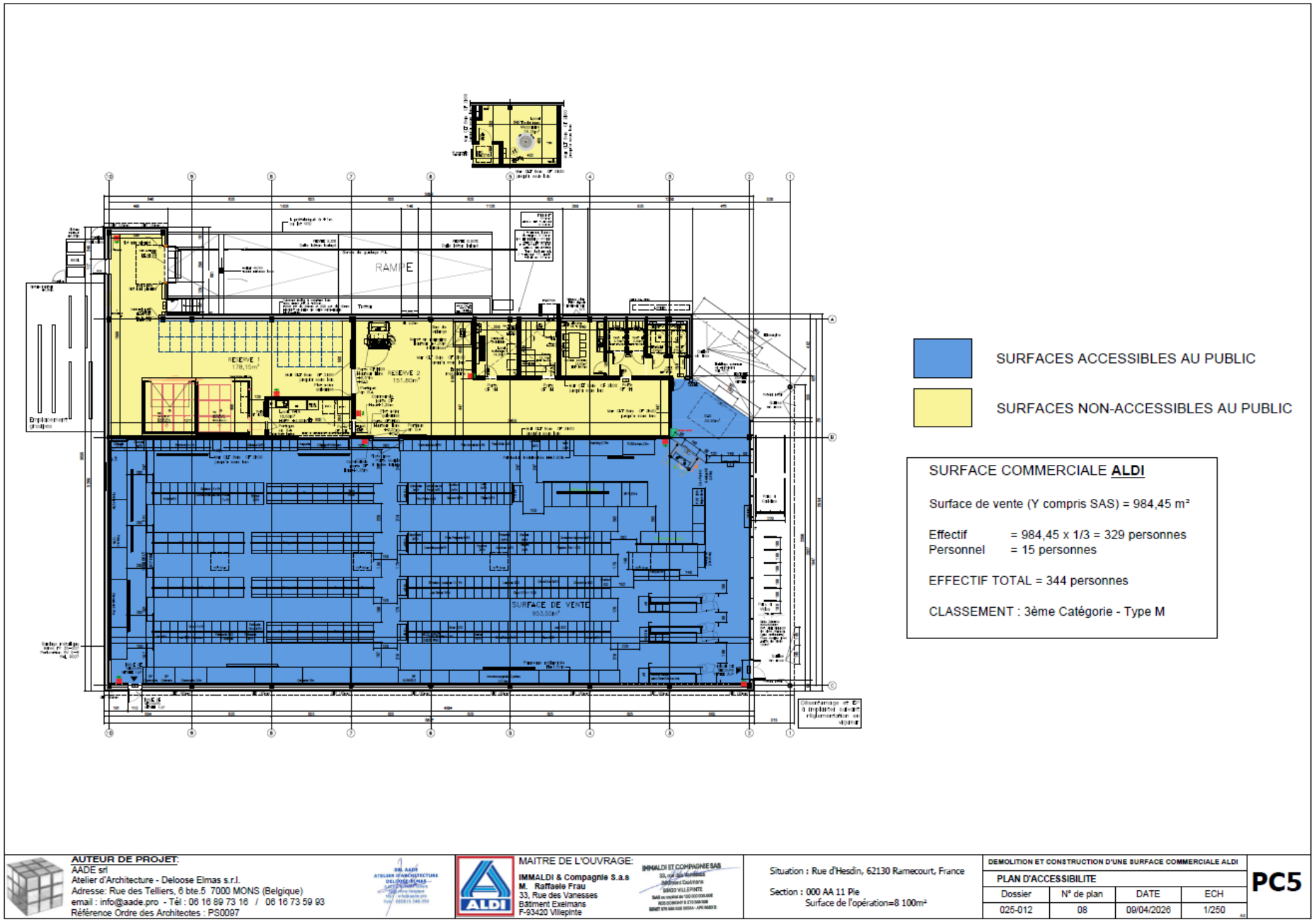


Figure 16 : Plan d'accessibilité – Source : Aldi et AADE sprl

4 ANALYSE DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT DU SITE

Ce chapitre sur l'état initial de l'environnement fait état de la situation actuelle de la zone d'implantation potentielle au regard des thématiques du **milieu physique**, du **milieu naturel**, du **milieu humain** et du **patrimoine culturel et paysager**.

Les éléments à décrire sont fixés par le 4° du II du R.122-5 du Code de l'environnement : « *population, santé humaine, biodiversité, terres, sol, eau, air, climat, biens matériels, patrimoine culturel, aspects architecturaux et archéologiques, paysage* ». Il s'agit d'identifier, d'analyser et de hiérarchiser l'ensemble des enjeux existants à l'état actuel de la zone et des milieux susceptibles d'être affectés de manière notable par le projet.

Un niveau d'enjeu est associé à chacune des composantes présentées dans ce chapitre afin de mettre en évidences les enjeux du site avant le projet. Les enjeux sont évalués sur une échelle de 5 niveaux :

Enjeu négligeable	Enjeu faible	Enjeu modéré	Enjeu fort	Enjeu très fort

4.1 Milieu physique

4.1.1 Topographie

Du nord au sud, l'altimétrie est comprise entre +95,44 m NGF et +86,26 m NGF. La pente moyenne est de 5 % en direction du sud.

D'ouest en est, la topographie varie de +94,18m NGF à +89,98 m NGF. La pente moyenne est de 6 % vers l'est.

La topographie naturelle du terrain parcellaire est d'environ 90 m NGF en forte pente vers le sud-est.

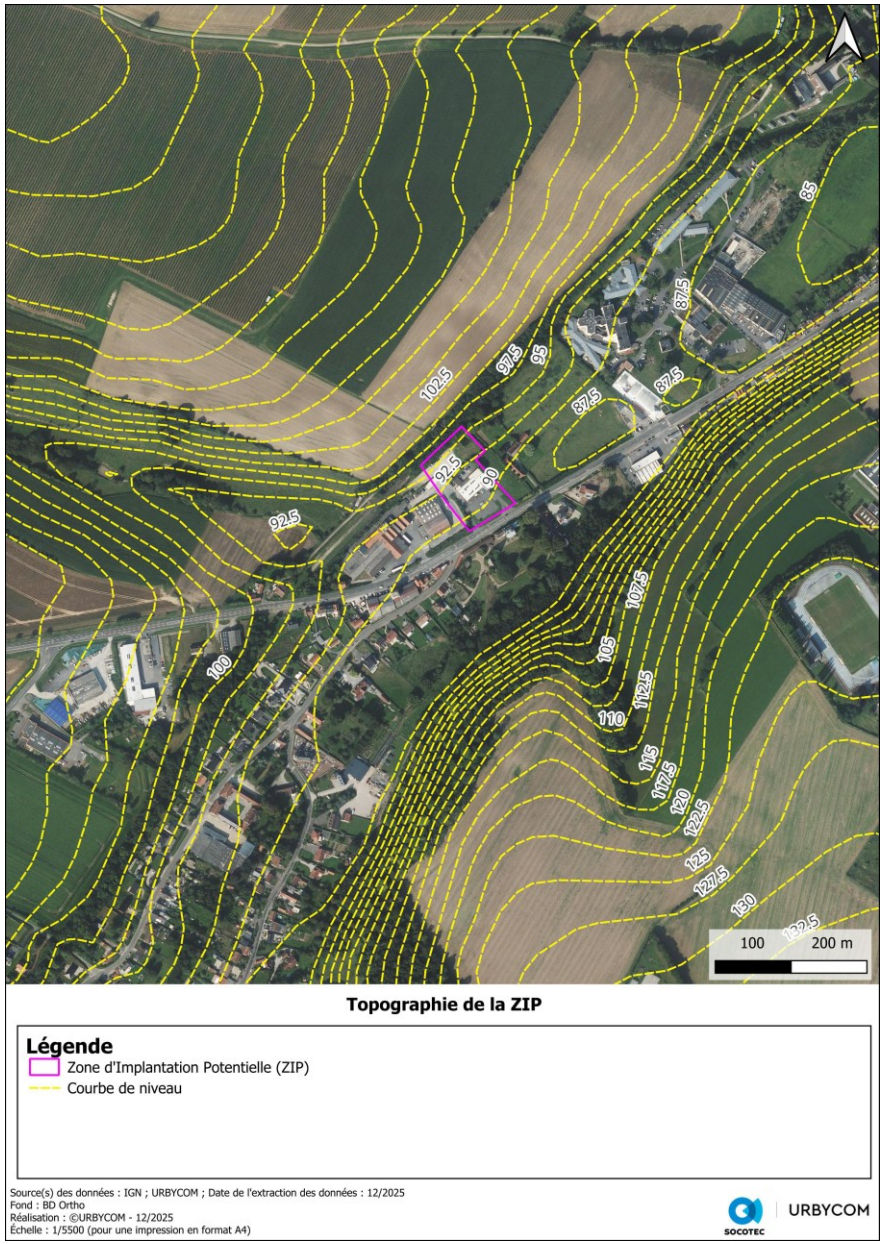
Aucun bassin versant extérieur ne semble être susceptible d'être intercepté par le projet à la vue des aménagements bâtis et routiers (bordures de trottoirs, voiries assainies, habitations, haies etc.) autour du site. Ces aménagements interdisent tout écoulement superficiel vers l'emprise du site.

RELIEF et TOPOGRAPHIE

La topographie naturelle du terrain est en pente vers le sud-est.

Le bassin versant de la parcelle du projet est isolé (pente naturelle, végétation dense et tissu urbain périphérique assaini).

Enjeu négligeable



Topographie de la ZIP

Carte 3 : Topographie de la ZIP

4.1.2 Géologie

La reconnaissance géologique du site repose sur l'analyse de la carte géologique au 1/50 000ème d'Arras et sur les différentes informations disponibles au Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM, banque de données BSS).

Un premier aperçu de la carte géologique indique que la zone d'étude est caractérisée pour des limons de lavage (LV) recouvrant la craie du Sénonien, craie à Micraster decipiens (C5-4).

Le forage d'indice BRGM BSS000CKWD, situé à 750 m au nord-est du projet, permet de dresser la coupe lithologique du sous sol suivante :

Profondeur	Lithologie	Stratigraphie
De 0 à 0,5 m	SUPERF: TERRE	QUATERNAIRE
De 0,5 à 3,4 m	SUPERF: SILT, BRUN CLAIR	QUATERNAIRE
De 3,4 à 6,8 m	SUPERF: SILT, ARGILEUX BRUN A-SILEX ABONDANT	QUATERNAIRE
De 6,8 à 8 m	CRAIE, BLANC ALTERE	SENONIEN
De 8 à 12,5 m	CRAIE, BLANC	SENONIEN

Figure 17 : Log géologique du forage BSS000CKWD – Source : BRGM

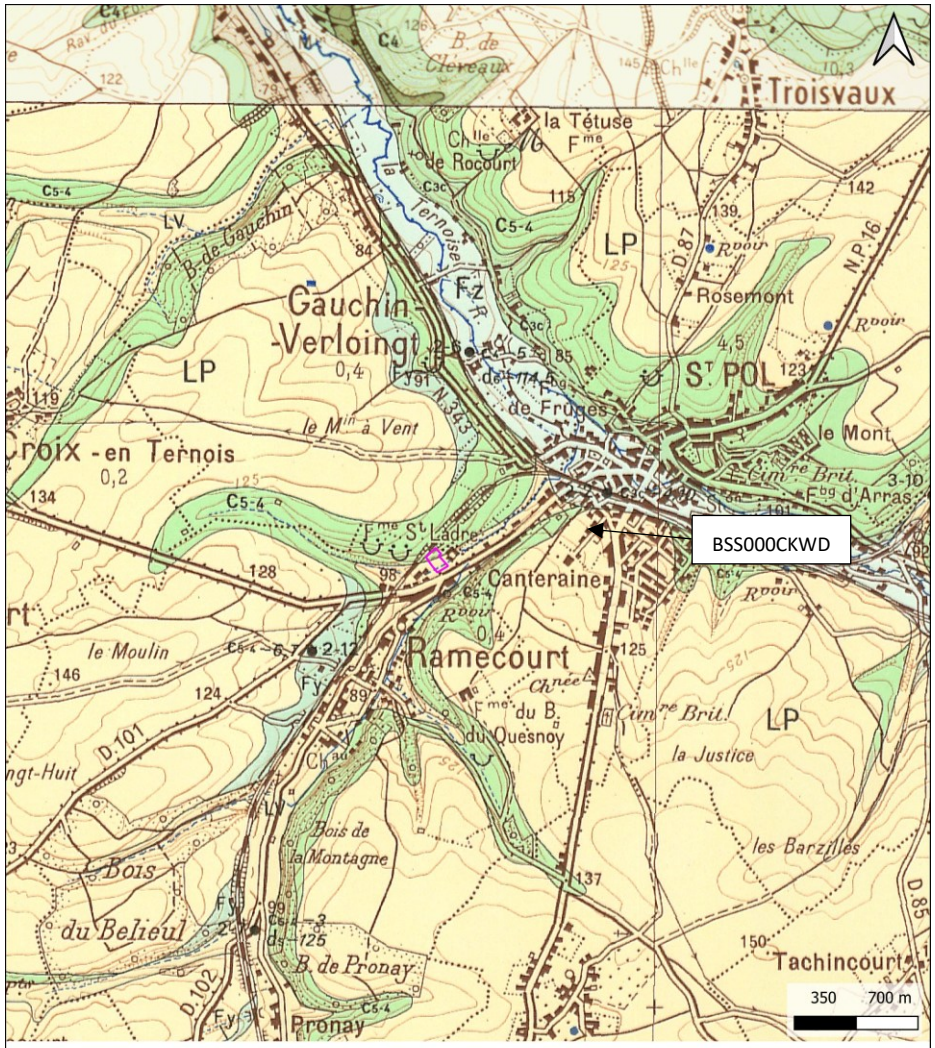
4.1.3 Pédologie

D'après le référentiel régional pédologique (démarche nationale « Inventaire, Gestion et Cartographie des SOLS » cofinancée par le Conseil Régional Nord – Pas de Calais et la Direction Régionale de l'Agriculture et de la Forêt permettant la réalisation, selon la méthodologie définie par l'INRA, d'un référentiel régional pédologique à l'échelle du 1:250 000), le site étudié se localise sur un sol de **formations des collines et plateaux limoneux** et plus précisément dans l'unité typologique de sol suivante :

- **3E. Formations de versants associés aux dépôts limoneux : 37** : Sols bruns calciques et calcaires, limono-argileux à argilo-limoneux, de craie, marnes et calcaires / Rendosols, calcosols, calcisols et brunisols leptiques issus de craie.

D'après le référentiel Régional Pédologique de Nord-Pas-de-Calais (Etude n°32153, H. FOURRIER, F. DOUAY, S. DETRICHE, 2011) le projet est localisé dans l'Unité Cartographique de Sol suivante :

- **UCS 89 : Sols limoneux éoliens, localement limoneux à silex et argileux à silex, de plateaux à l'ouest du Haut-Pays ;** *brunisol* **: 40 %.**



Carte géologique au droit du site d'étude

Légende

Zone d'Implantation Potentielle (ZIP)

Source(s) des données : IGN ; URBYCOM ; Date de l'extraction des données : 12/2025
Fond : BD Ortho
Réalisation : ©URBYCOM - 12/2025
Échelle : 1/25000 (pour une impression en format A4)

Carte 4 : Carte géologique imprimée du site d'étude (1/50 000 Saint-Pol)

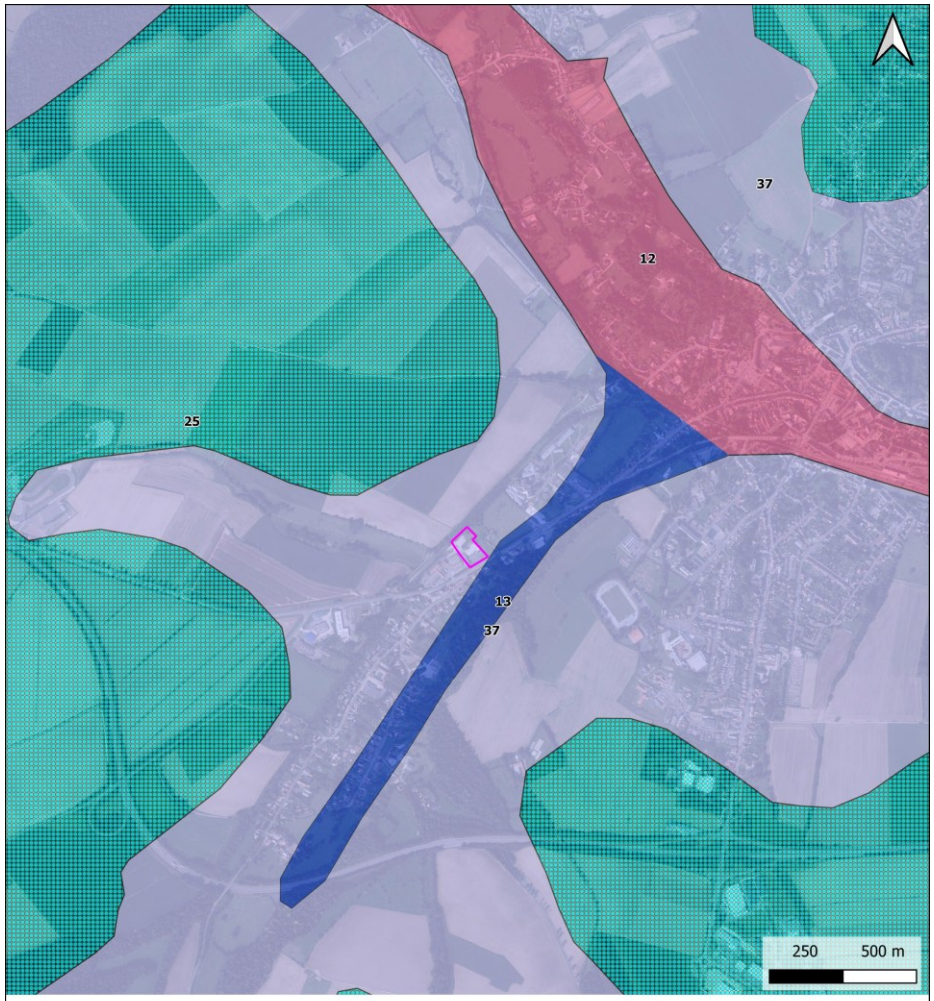
Géologie et pédologie

Selon la bibliographie, le site est caractérisé sous un recouvrement éventuel de remblais par des formations de limons de lavage (LV) qui recouvrent le substrat crayeux du Sénonien (C4).

Le site d'étude est aménagé, artificialisé et est concerné par des Anthroposols.

Enjeu faible

Des études géotechniques seront réalisées sur site afin de déterminer la nature du sol et les modes de gestion des eaux pluviales et usées selon les capacités d'infiltration du site.



Pédopaysages du secteur d'étude

Légende

Zone d'Implantation Potentielle (ZIP)

Pédopaysages du Nord-Pas-de-Calais

- 12: Sols alluviaux hydromorphes de texture variable des alluvions récentes des vallées larges (> 1 km)
- 13: Sols alluviaux et alluvio-colluviaux hydromorphes de texture variable des alluvions récentes des vallons et vallées étroits (<1 km)
- 25: Sols brun faiblement lessivés à lessivés sur marnes et argiles à silex de l'Artois
- 37: Sols bruns calciques et calcaires, limono-argileux à argilo-limoneux, de marnes et calcaires

Source(s) des données : IGN ; URBYCOM ; Date de l'extraction des données : 12/2025
Fond : BD Ortho
Réalisation : ©URBYCOM - 12/2025
Échelle : 1/15000 (pour une impression en format A4)

URBYCOM

Carte 5 : Pédopaysages du secteur

4.1.4 Le climat

4.1.4.1 Politique pour le climat, l'air et l'énergie

Le schéma régional climat, air et énergie (Article L222-1 et suivants du Code de l'environnement) SRCAE :

La France s'est engagée au niveau international à diviser par quatre ses émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050. Cet engagement est fixé par la loi dite « Grenelle 1 », du 3 août 2009, relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'Environnement. La loi dite « Grenelle 2 » du 12 juillet 2010, portant engagement national pour l'environnement, a défini la méthode pour permettre à notre pays d'atteindre cet objectif. A cette fin, le législateur a voulu que soit défini, dans chaque région, un cadre d'actions permettant de réduire les émissions de gaz à effet de serre, de diminuer la consommation énergétique et d'augmenter la part des énergies renouvelables, le schéma régional climat air énergie (SRCAE).

Co-élaboré par l'Etat et le conseil régional en association avec les autres collectivités locales, les associations de protection de l'environnement et les représentants du monde économique, ce schéma définit les orientations et les objectifs régionaux aux horizons 2020 et 2050 en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique, de développement des énergies renouvelables, de lutte contre la pollution atmosphérique et d'adaptation au changement climatique.

Les schémas des régions Nord-Pas-de-Calais et Picardie ont tous deux été approuvés en 2012.

Suite à la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRe), les enjeux associés au climat, à l'air et l'énergie, traduits dans les SRCAE, doivent désormais être intégrés dans un schéma plus large traitant des différentes politiques de développement durable - le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET).

Le SRADDET des Hauts-de-France :

Le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) des Hauts-de-France est un document stratégique, prescriptif et intégrateur pour la région. Ce document a une portée juridique. Il a été élaboré par le conseil régional et approuvé par le préfet de région, le 04 août 2020.

Le projet de modification du SRADDET portant sur les volets climat, air, énergie et déchets a été arrêté par le conseil régional le 27 novembre 2023. Le projet de modification du SRADDET portant sur les volets foncier, logistique et aéroportuaire, a été arrêté par le conseil régional le 1er février 2024.

Les plans climat-air-énergie territoriaux (PCAET) :

Depuis la loi de transition énergétique pour la croissance verte du 17 août 2015, le plan climat-air-énergie territorial :

- est obligatoirement élaboré par les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre (EPCI) de plus de 20 000 habitants au 1er janvier 2017 ;
- est établi avant le :
  - **31 décembre 2016** pour les EPCI de plus de 50 000 habitants existants au 1er janvier 2015 ;
  - **31 décembre 2018** pour les EPCI de plus de 20 000 habitants existants au 1er janvier 2017.
- doit faire l'objet d'une évaluation environnementale, en application de l'article R.122-17 du code de l'environnement ;
- fait l'objet d'une évaluation à mi-parcours après 3 ans de mise en œuvre ;
- est révisé tous les **6** ans.

A terme, la région Hauts-de-France sera couverte en grande majorité par des PCAET, qui concerneront des milliers d'acteurs socio-économiques et plus de 5 800 000 habitants.

Les PCAET ont vocation à regrouper des actions portées par toutes les parties prenantes des territoires (collectivités, entreprises, associations, etc.). L'EPCI qui pilote la démarche est le moteur du changement de son territoire et le garant des engagements pris dans la durée.

La commune de Ramecourt n'est pas concernée par un PCAET.

4.1.4.2 Loi dite « Climat et résilience »

Issue des travaux de la Convention citoyenne pour le climat, la **loi portant lutte contre le dérèglement climatique et le renforcement de la résilience face à ses effets** a été promulguée et publiée au Journal officiel le 24 août 2021. Cette loi ancre l'écologie dans notre société : dans nos services publics, dans l'éducation de nos enfants, dans

notre urbanisme, dans nos déplacements, dans nos modes de consommation, dans notre justice.

Les mesures clés de la Loi en lien avec le projet sont :

- **Extension de l'obligation de végétalisation ou d'installation de photovoltaïque sur les toits et les parkings** : L'obligation d'installation de photovoltaïque ou de toits végétalisés lors d'une construction, d'une extension ou d'une rénovation lourde sera étendue aux surfaces commerciales avec une baisse du seuil à 500 m² de création de surface. Elle est aussi étendue aux immeubles de bureaux de plus de 1 000 m² et aux parkings de plus de 500m² ;
- **Mise en place de zones à faibles émissions mobilité (ZFE-m) dans les agglomérations métropolitaines de plus de 150 000 habitants d'ici le 31 décembre 2024** : L'ensemble des agglomérations de plus de 150 000 habitants devront mettre en place une ZFE-m, soit 33 nouvelles ZFE-m. Dans les 10 métropoles qui enregistrent des dépassements réguliers des valeurs limites de qualité de l'air, des interdictions de circulation pour les véhicules Crit'air 5 en 2023, Crit'air 4 en 2024 et Crit'Air 3 en 2025 seront automatiquement prévues ;
- **Interdiction de mise en location des logements les moins bien isolés** : Dès 2025, il sera interdit de louer les passoires thermiques les moins bien isolées (classées étiquette G), et dès 2028 pour le reste des passoires (classées F). Et à partir de 2034, ce sont les logements classés E (ajout voté par les députés) qui seront interdits à la location. Ces logements seront ainsi progressivement considérés comme indécents au regard de la loi. Le locataire pourra alors exiger de son propriétaire qu'il effectue des travaux et plusieurs mécanismes d'information, d'incitation et de contrôle viendront renforcer ce droit pour le locataire ;
- **Financement du reste à charge – nouvel article voté par les députés** : Tous les ménages, même ceux dont les revenus sont les plus modestes, auront accès à un mécanisme de financement pour régler le reste à charge de leurs travaux de rénovation. Cela pourra notamment passer par des prêts garantis par l'État ;
- **Division par 2 du rythme d'artificialisation des sols** : Le rythme d'artificialisation devra être divisé par deux d'ici 2030. La zéro artificialisation nette devra être atteint d'ici 2050. Cette mesure sera appliquée par l'ensemble des collectivités territoriales ;
- **Principe général d'interdiction de création de nouvelles surfaces commerciales qui entraînerait une artificialisation des sols** : L'interdiction de construction de nouveaux centres commerciaux, qui artificialiseraient des terres sans démontrer leur nécessité selon une série de critères précis et contraignants, sera la norme. Aucune exception ne pourra être faite pour les surfaces de vente de plus de 10 000 m2 et les demandes de dérogation pour tous les projets d'une surface de vente supérieure à 3 000 m2 seront examinées par le préfet.
- **Création d'un délit de mise en danger de l'environnement** : Désormais, le fait d'avoir exposé l'environnement à un risque de dégradation durable de la faune, de la flore ou de l'eau en violant une obligation de sécurité ou de prudence pourra être sanctionné de 3 ans de prison et 250 000 € d'amende. Contrairement au délit général de pollution, les sanctions pourront s'appliquer si le comportement est dangereux et que la pollution n'a pas eu lieu.
- **Délit général de pollution des milieux (flore, faune et qualité de l'air, du sol ou de l'eau) et délit d'écocide pour les cas les plus graves** : Les atteintes les plus graves commises intentionnellement à l'environnement seront passibles d'une peine maximale de 10 ans de prison et 4,5 millions d'euros d'amende (22,5 millions d'euros pour les personnes morales), voire une amende allant jusqu'à dix fois le bénéfice obtenu par l'auteur du dommage commis à l'environnement.

4.1.4.3 Climat

En 2020, Météo-France publie une nouvelle typologie des climats de la France métropolitaine dans laquelle la commune est exposée à un **climat océanique** et est dans la région climatique **Côtes de la Manche orientale**, caractérisée par un faible ensoleillement (1 550 h/an) ; forte humidité de l'air (plus de 20 h/jour avec humidité relative > 80 % en hiver), vents forts fréquents.

4.1.4.4 Changement climatique

Le diagnostic climatique de la commune de Ramecourt provient de l'outil **Climadiag** développé par Météo France. Il s'agit d'un ensemble de projections climatiques régionales permettant de décrire le champ des possibles quant à l'évolution de chaque indicateur, en encadrant la valeur médiane attendue autour de 2050 par une fourchette correspondant à un intervalle de confiance.

Chaque indicateur est présenté sous forme d'une infographie résumant de façon synthétique son évolution : quatre valeurs de l'indicateur sont présentées.

Les indicateurs sont calculés à partir de projections climatiques de référence sur la métropole (DRIAS2020). Ils ciblent l'évolution à l'horizon du milieu du siècle dans un scénario médian d'émission de gaz à effet de serre médian (RCP4.5).

Les indicateurs climatiques sont organisés en cinq familles :

- **Climat**
- **Risques naturels**
- **Santé**
- **Agriculture**
- **Tourisme**

Selon les communes, le nombre d'indicateurs calculé peut être inférieur à cinq.

Climat :

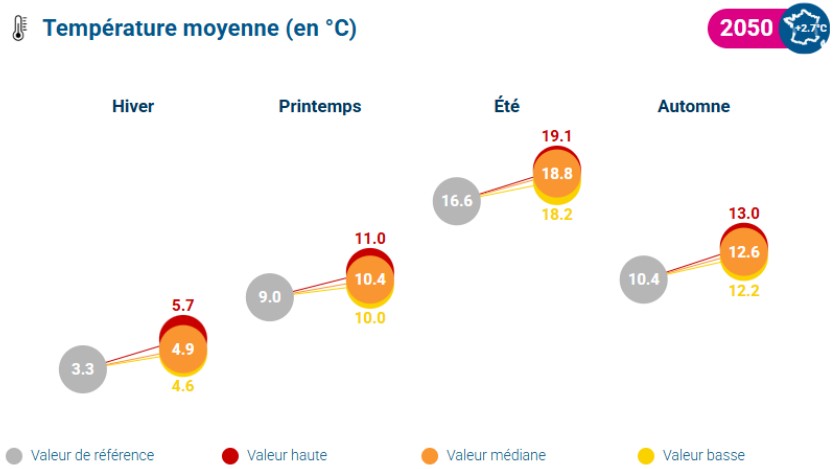


Figure 18 : Température moyenne (°C) par saison selon 3 scénarios de changement climatique à Ramecourt – Source : Météo France

A l'échelle de la France, la température moyenne annuelle pourra augmenter de plus de 2 °C d'ici le milieu du XXIe siècle par rapport au climat récent, ce réchauffement étant plus marqué l'été que l'hiver.

Les projections (valeurs médianes) mettent en évidence une augmentation des températures par rapport au climat récent dans la commune. Les différences de température seront de : +1,6°C en hiver, +1,4°C au printemps, +2,2°C en été et +2,2°C en automne.

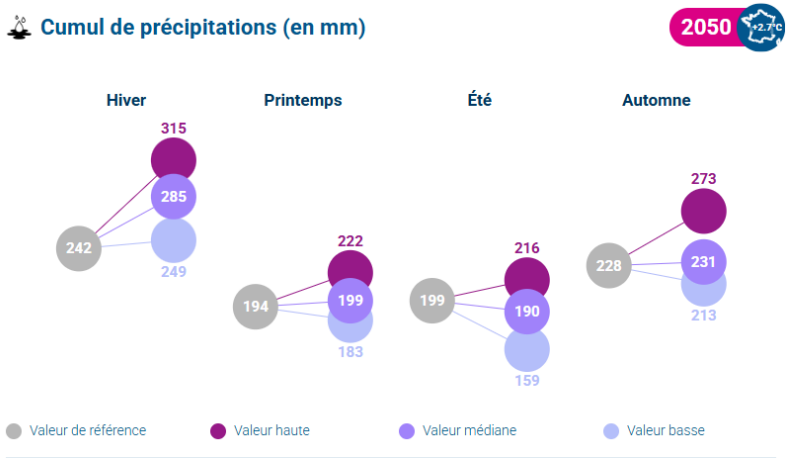


Figure 19 : Cumul de précipitations par saison (en mm) selon 3 scénarios de changement climatique à Ramecourt – Source : Météo France

A l'échelle de la France, les cumuls annuels de précipitations évoluent peu d'ici 2050, mais une légère baisse en été et une légère hausse en hiver sont cependant probables sur la majorité du pays.

Les projections (valeurs médianes) mettent en évidence une augmentation du cumul des précipitations par rapport au climat récent dans la commune. Les différences de cumul de précipitations seront de : +43 mm en hiver, +5 mm au printemps, -9 mm en été et +3 mm en automne.

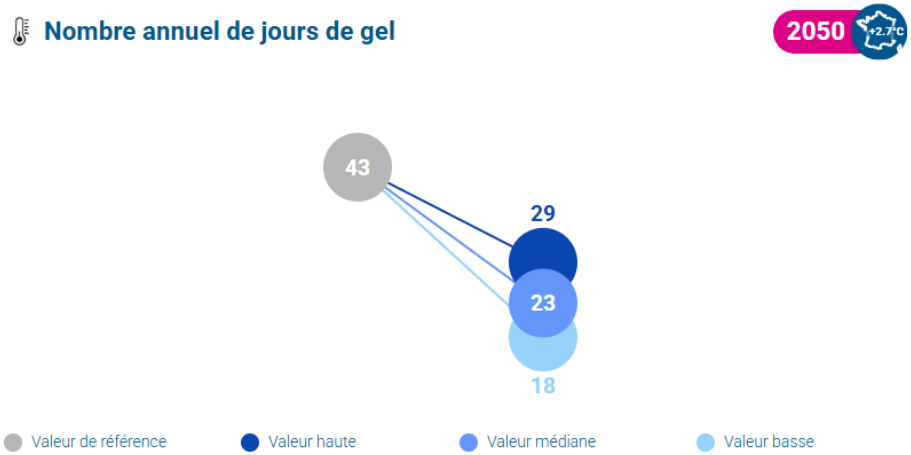


Figure 20 : Nombre annuel de jours de gel selon 3 scénarios de changement climatique à Ramecourt – Source : Météo France

A l'échelle de la France, le nombre annuel de jours de gel est prévu en forte baisse d'ici le milieu du XXIe siècle.

Les projections (valeurs médianes) mettent en évidence une diminution du nombre annuel de jours de gel par rapport au climat récent dans la commune de Ramecourt. Les différences de nombre annuel de jours de gel seront de : -20 jours.

Risques naturels :

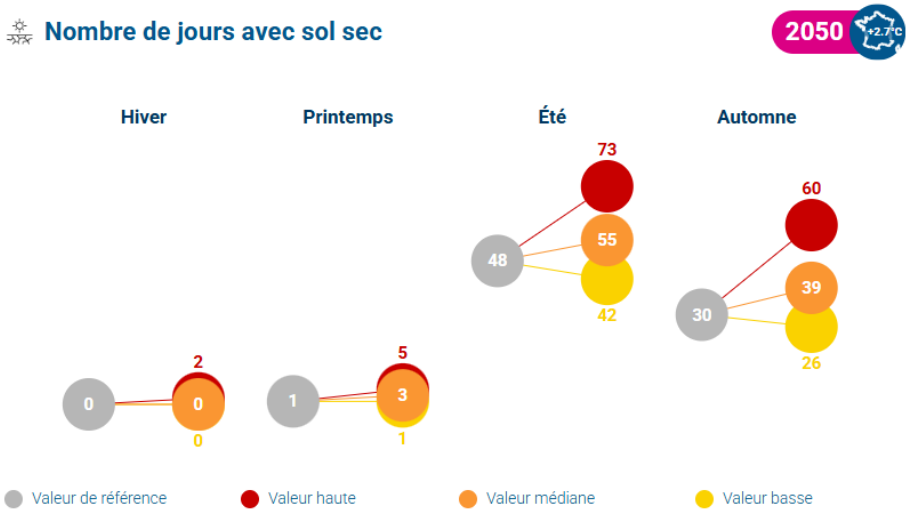


Figure 21 : Nombre de jours par saison avec sol sec selon 3 scénarios de changement climatique à Ramecourt – Source : Météo France

L'élévation de la température sur l'ensemble du territoire entraînera l'augmentation du nombre de jours avec sol sec. Une conséquence sera l'aggravation des risques de dommages sur les bâtiments, liés au retrait/gonflement des argiles.

Les projections (valeurs médianes) mettent en évidence une augmentation du nombre de jours avec sol sec par rapport au climat récent dans la commune. Les différences du nombre de jours seront de : +0 jour en hiver, +2 jours au printemps, +7 jours en été et +9 jours en automne.

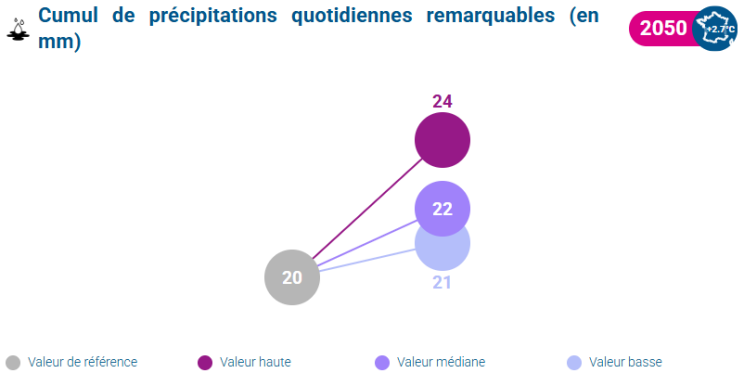


Figure 22 : Cumul de précipitations quotidiennes remarquables (en mm) selon 3 scénarios de changement climatique à Ramecourt – Source : Météo France

Le cumul de précipitations quotidiennes remarquables correspond à la valeur qui n'est dépassée en moyenne qu'un jour sur 100, soit 3 à 4 jours par an.

Sur l'ensemble du territoire, les cumuls de précipitations quotidiennes remarquables, susceptibles de provoquer des inondations par ruissellement, augmenteront légèrement d'ici 2050.

Les projections (valeurs médianes) mettent en évidence une augmentation du cumul de précipitations quotidiennes remarquables (en mm) par rapport au climat récent dans la commune de Ramecourt. Les différences en mm seront de + 2 mm.

Santé :

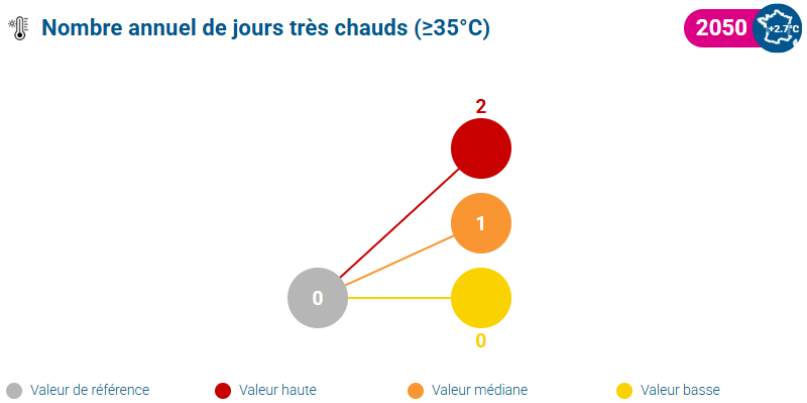


Figure 23 : Nombre annuel de jours en vague de chaleur selon 3 scénarios de changement climatique à Ramecourt – Source : Météo France

L'augmentation du nombre de journées en vagues de chaleur est déjà perceptible. Cette tendance se poursuivra d'ici le milieu du XXIe siècle sur l'ensemble du pays.

Les projections (valeurs médianes) mettent en évidence une augmentation de +1 jour très chaud.

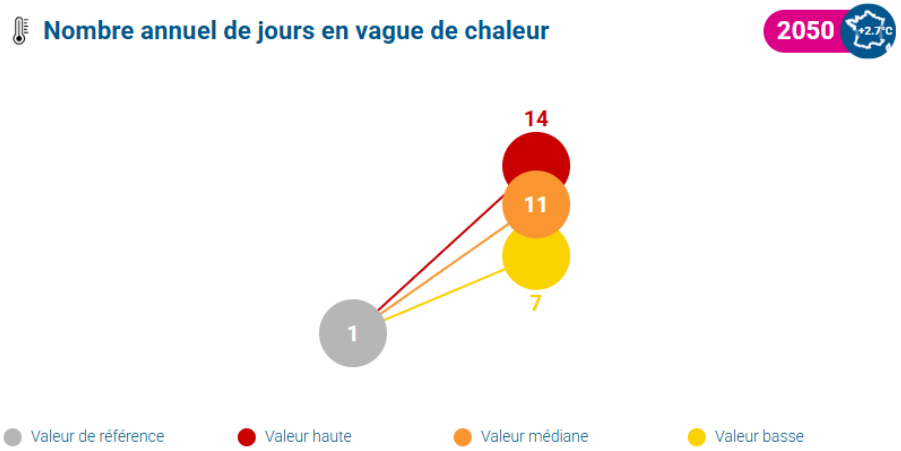


Figure 24 : Nombre annuel de jours en vague de chaleur selon 3 scénarios de changement climatique à Ramecourt – Source : Météo France

Les projections (valeurs médianes) mettent en évidence une augmentation de +10 jours en vague de chaleur.

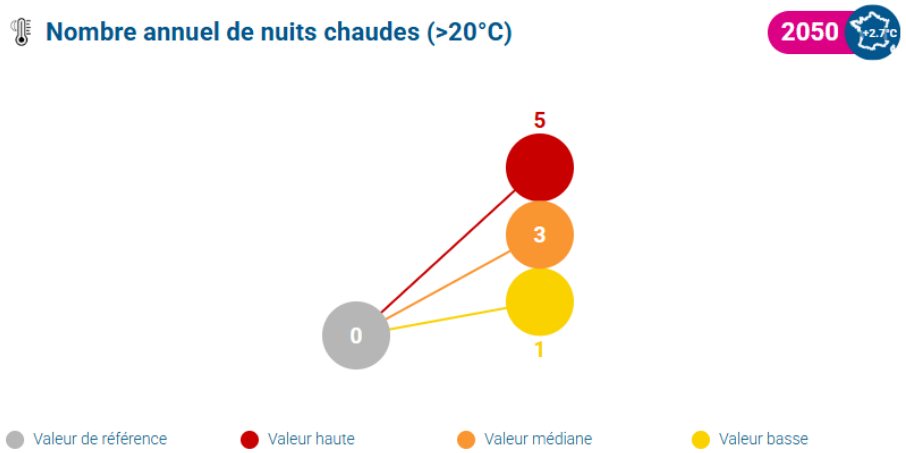


Figure 25 : Nombre annuel de jours en vague de chaleur selon 3 scénarios de changement climatique à Ramecourt – Source : Météo France

Les projections (valeurs médianes) mettent en évidence une augmentation de +3 jours de nuits chaudes (>20°C).

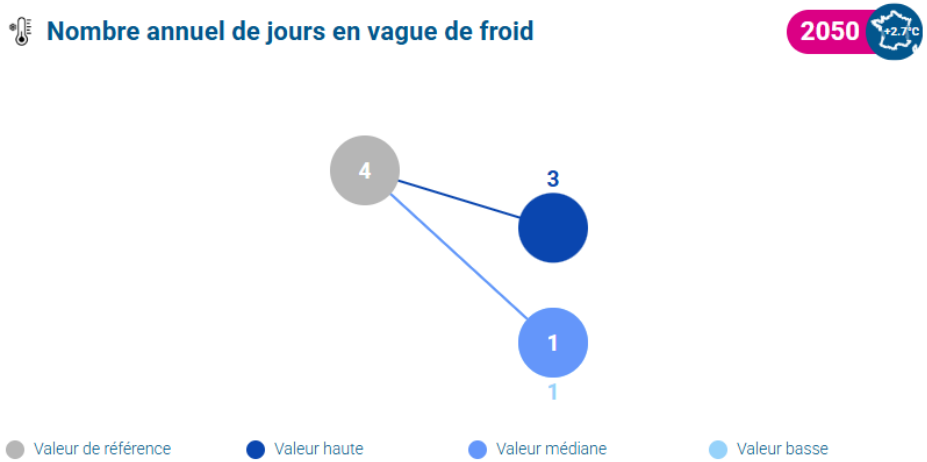


Figure 26 : Nombre annuel de jours en vague de froid selon 3 scénarios de changement climatique à Ramecourt – Source : Météo France

Les projections (valeurs médianes) mettent en évidence une diminution de -3 jours en vague de froid.

Météorologie-climat

La commune est exposée à un climat océanique et est dans la région climatique Côtes de la Manche orientale, caractérisée par un faible ensoleillement (1 550 h/an) ; forte humidité de l'air (plus de 20 h/jour avec humidité relative > 80 % en hiver), vents forts fréquents.

A l'horizon 2050, les températures, les précipitations, le nombre de jours avec sol sec et le nombre de jours en vague de chaleur augmenteront. A l'inverse, le nombre de jours en vague de froid diminuera.

Enjeu faible

4.1.5 Ressource en eau

4.1.5.1 Eaux souterraines

4.1.5.1.1 Masses d'eau souterraine

Le bassin hydrogéologique correspond à la partie souterraine du bassin hydrologique. Au niveau du sous-sol et en ce moment qui concerne dans cette étude, il est possible de mettre en évidence une nappe principale : **La nappe libre de la craie séno-turonienne** (**Craie de la vallée de la Canche amont FRAG308**).

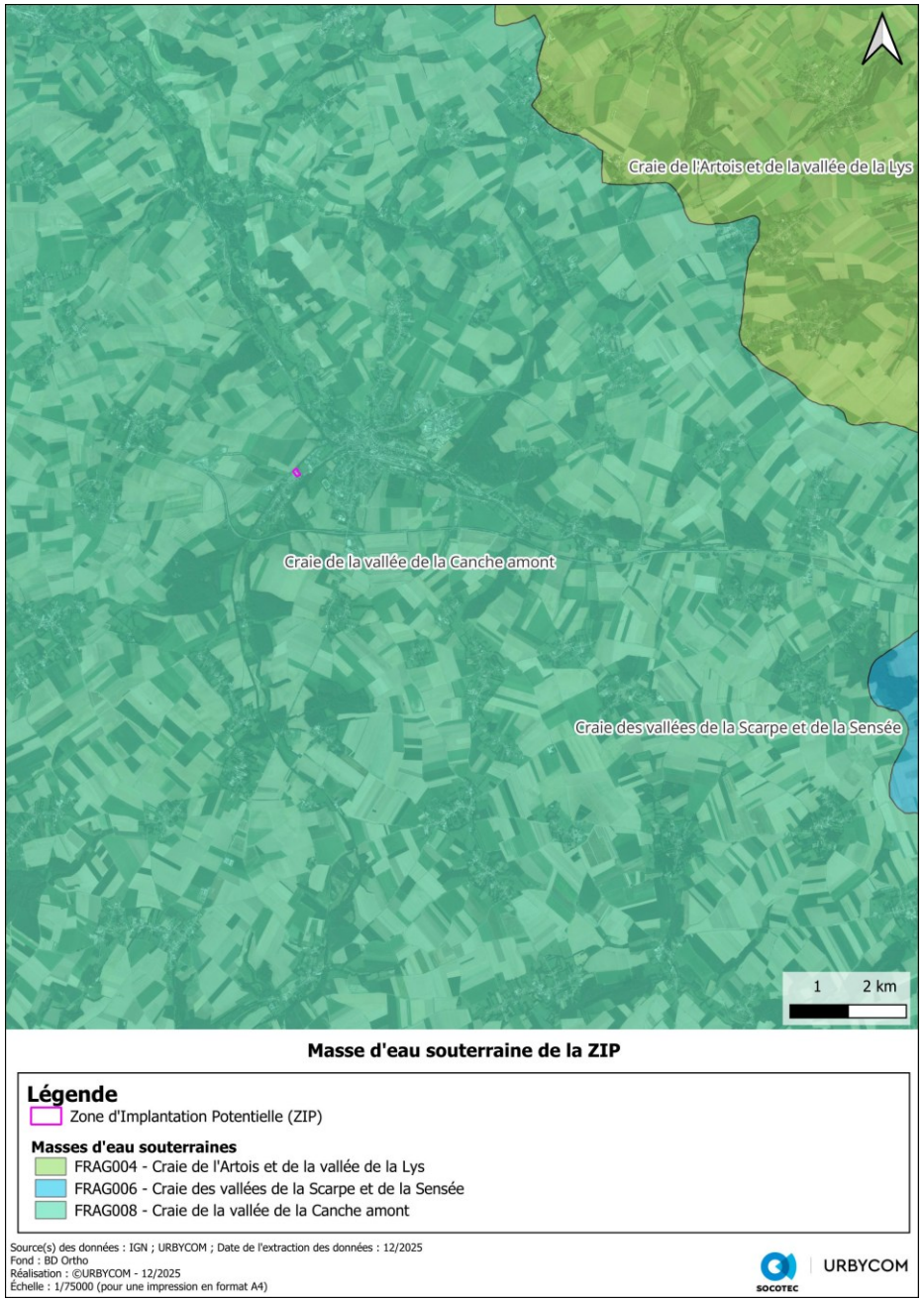
Note : il n'existe pas de niveau aquifère à la base des limons de surface recouvrant la craie, ceux-ci étant superposés à des formations perméables. Quand il existe, il est de toute façon peu important et impropre à tout usage domestique par suite d'une contamination permanente.

La nappe la plus importante et la plus exploitée pour l'alimentation en eau potable, industrielle et agricole est la nappe de la craie Séno-Turonienne. La craie est une formation très perméable qui renferme des ressources hydrauliques abondantes. Le substratum de la nappe est formé par les marnes bleues du Turonien moyen ou par la craie elle-même lorsque celle-ci devient compacte en profondeur. L'eau y circule grâce à un système de fissures, surtout bien développé sous les vallées et les vallons secs. Les débits peuvent être très importants, de l'ordre de 200m3/h.

Au droit du site, la nappe de la craie est recouverte par une mince épaisseur de limons, elle est libre, directement par les pluies efficaces (non ruisselées non évapotranspirées). Elle est donc particulièrement vulnérable face aux pollutions de surfaces.

Tableau 3 : Liste des nappes d'eau souterraines – Source : SDAGE Artois-Picardie 2022-2027

Nom	Vulnérabilité	Exploitée par l'AEP	Code masse d'eau au SDAGE
Craie de la vallée de la Canche amont	Forte	Oui	FRAG308



Carte 6 : Masses d'eau souterraines de la ZIP

4.1.5.1.2 Qualité de la masse d'eau souterraine

Le SDAGE Artois-Picardie 2022-2027 permet de faire état de l'état chimique et quantitatif des masses d'eau du site d'étude :

Tableau 4 : Synthèse de l'objectif de qualité de la masse d'eau souterraine

Masse d'eau souterraine	Etat quantitatif	Etat chimique	Objectif de bon état chimique (projet cycle 3)	Objectif quantitatif
FRAG308 « craie de la vallée de la Canche Amont »	Bon état depuis 2015	Non atteinte du bon état	Bon état en 2039	Maintien

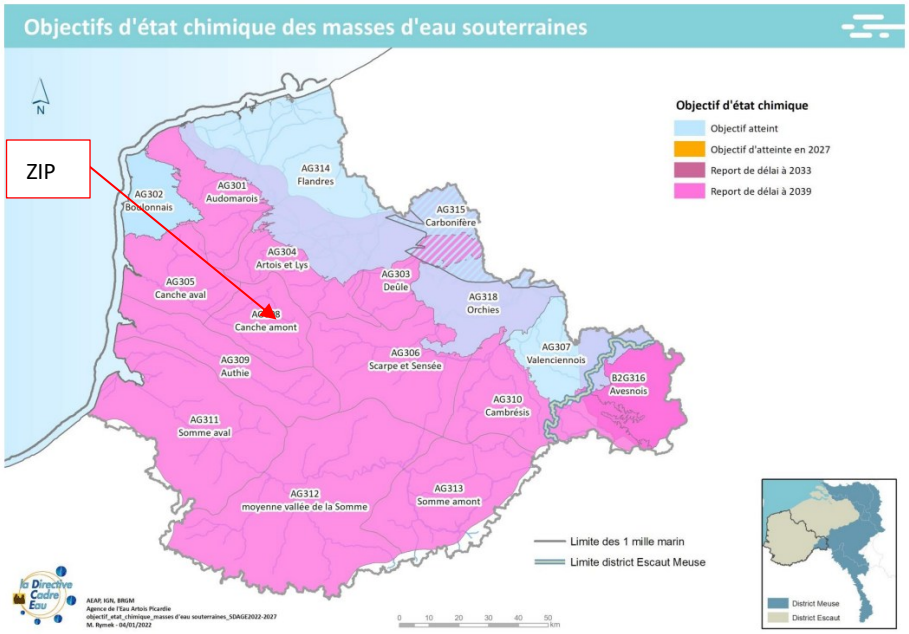


Figure 27 : État chimique des eaux souterraines – Source : SDAGE Artois-Picardie 2022-2027

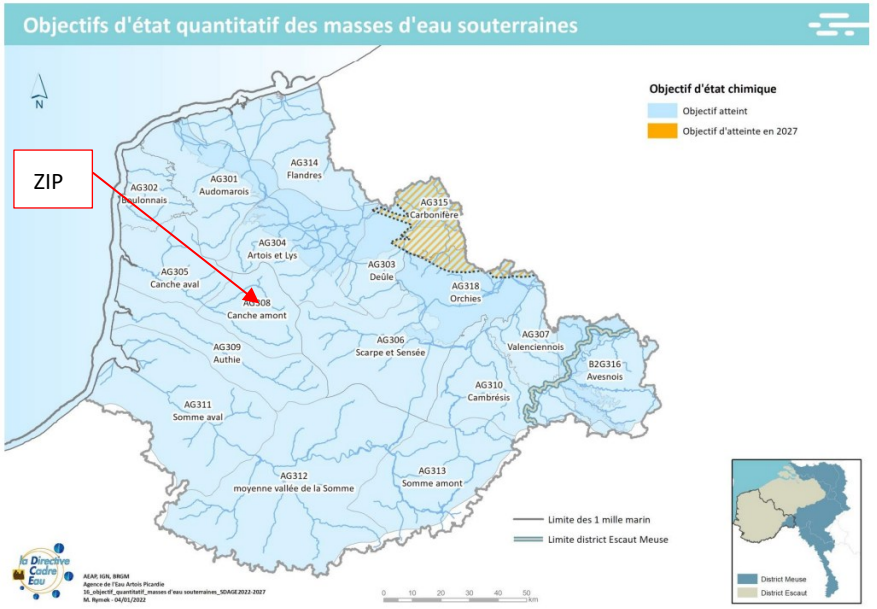


Figure 28 : État quantitatif des eaux souterraines – Source : SDAGE Artois-Picardie 2022-2027

4.1.5.1.3 Captage d'eau

Les captages d'eau souterraine à usage d'alimentation en eau potable humaine, agricole et industriel, de la commune de Ramecourt et recensés par l'Agence de l'Eau Artois Picardie sont les suivants : 980682.

Le site d'étude n'est pas concerné par un captage ou par son périmètre de protection. Le captage de la commune est localisé à 830 mètres au sud-ouest de la ZIP.

4.1.5.1.4 Aire d'Alimentation de Captage

Une Aire d'Alimentation des Captages (AAC) désigne la zone en surface sur laquelle l'eau qui s'infiltre ou ruisselle alimente le captage. L'extension de ces surfaces est généralement plus vaste que celle des Périmètres de Protection des Captages d'eau potable (PPC). Cette zone est délimitée dans le but principal de lutter contre les pollutions diffuses (ex : pollution d'origine agricole) risquant d'impacter la qualité de l'eau prélevée par le captage. Dans cette zone sera instauré un programme d'actions visant à protéger la ressource contre les pollutions diffuses.

La commune de Ramecourt n'est pas concernée par une AAC. La plus proche est l'AAC de Aire sur la Lys à 14 km au nord-ouest de la ZIP.

Ramecourt est concernée par une zone à enjeu eau potable selon la carte 20 du SDAGE Artois Picardie 2022-2027 (ZEEP11P).

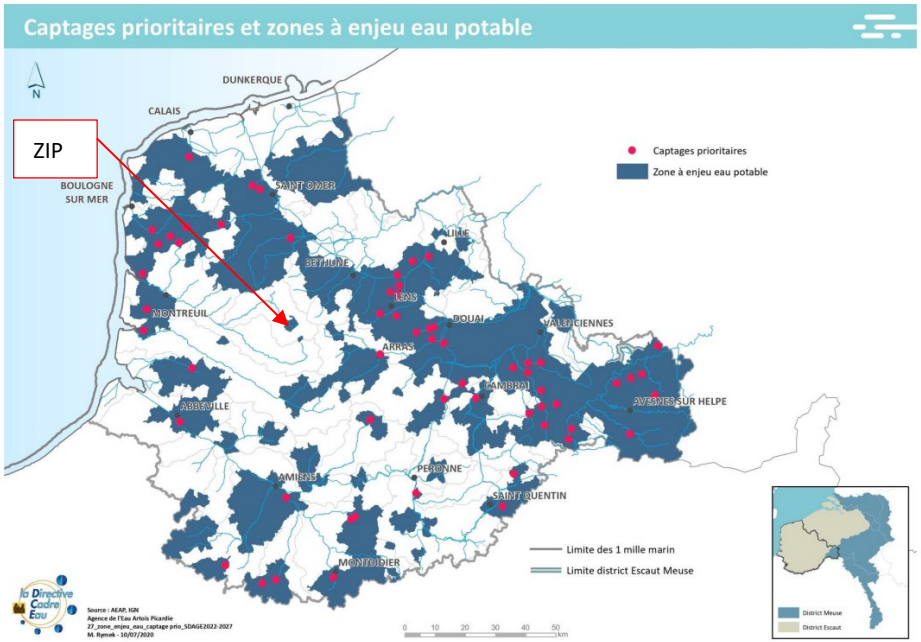


Figure 29 : Captages prioritaires et zones à enjeu eau potable – Source : SDAGE Artois-Picardie 2022-2027

4.1.5.1.5 Vulnérabilité de la nappe

La vulnérabilité est l'ensemble des caractéristiques d'un aquifère et des formations qui le recouvrent, déterminant la plus ou moins grande facilité d'accès puis de propagation d'une substance dans l'eau circulant dans les pores ou fissures du terrain. Cette vulnérabilité est liée à un certain nombre de paramètres. Les principaux sont :

- la profondeur du toit de la nappe,
- la présence de zone particulière d'infiltration rapide ou de communication hydraulique rapide (fossé, talwegs, zone de fissures, failles),
- l'épaisseur et la nature du recouvrement au-dessus de la craie.

Un aquifère est naturellement protégé par l'existence d'un sol et d'un milieu non saturé vis-à-vis des circulations essentiellement verticales. Lors de travaux ou aménagement en surface, les modifications engendrées peuvent entraîner la disparition de l'effet filtre naturel et de la microbiologie protectrice du sol végétal existante peut profondément être modifiée par minéralisation.

Seules les nappes profondes et captives sont peu vulnérables. Ces nappes sont dites « fermées » car recouvertes par un toit argileux imperméable, laissant difficilement passer l'eau infiltrée et les polluants du sol dissous au travers de cette argile.

Au droit du site d'étude, la nappe est fortement vulnérable.

Eau souterraine

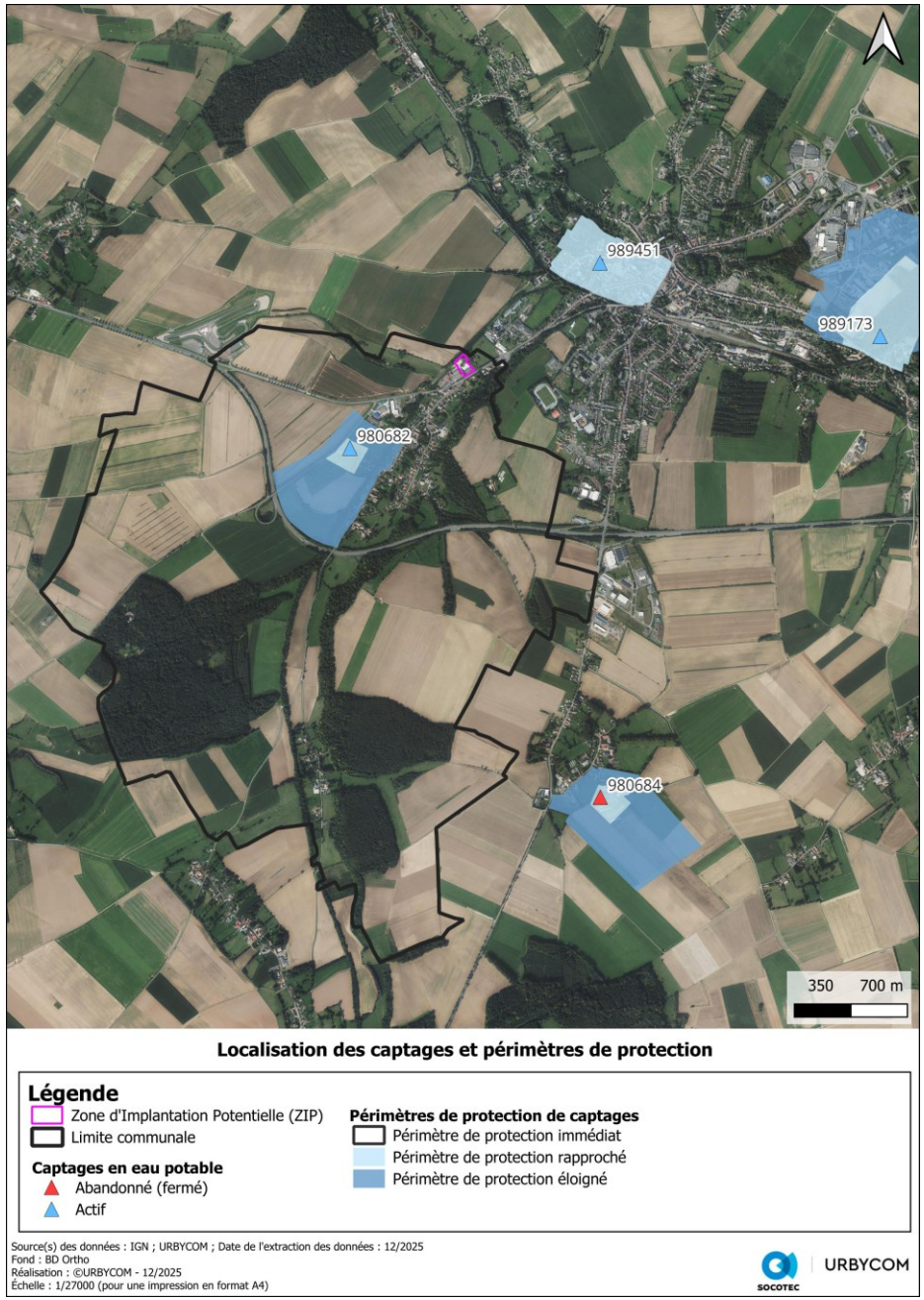
Aucun captage ou périmètre de protection et aucune Aire d'Alimentation de Captages ne concerne le site d'étude.

Bon état quantitatif de la nappe souterraine mais non atteinte du bon état chimique.

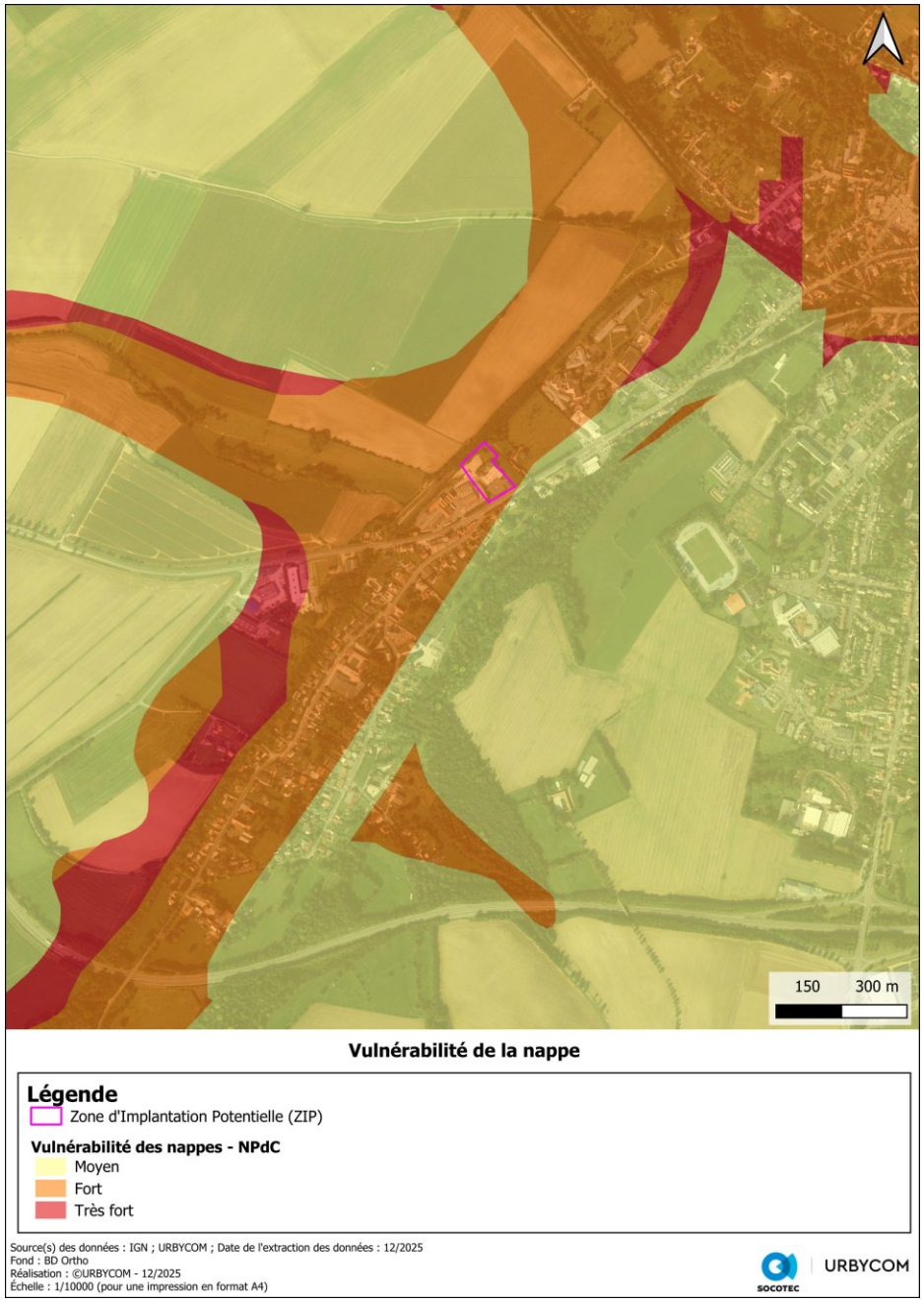
Forte vulnérabilité de la nappe dans le secteur du site d'étude.

Ramecourt est concernée par une zone à enjeu eau potable selon la carte 20 du SDAGE Artois Picardie 2022-2027 (ZEEP11P).

Enjeu faible à modéré



Carte 7 : Localisation des captages et périmètres de protection



Carte 8 : Vulnérabilité de la nappe souterraine

4.1.5.2 Eaux superficielles

4.1.5.2.1 Masse d'eau de surface

Le site d'étude est rattaché au bassin versant de la Ternoise et au sous-bassin versant du ruisseau de Ramecourt – masse d'eau superficielle FRAR66 : Ternoise.

La Ternoise s'écoule d'ailleurs à 1 km au nord-est de la ZIP.

Aucun cours d'eau n'est présent sur ou à proximité de la ZIP. Le ruisseau de Ramecourt est dévié de l'autre côté de la voirie en entrée de la commune.

4.1.5.2.2 Qualité et objectif de la masse d'eau de surface

<u>État écologique</u> :

L'état écologique des masses d'eau est évalué à partir de la biologie, de la physico-chimie, de l'hydromorphologie et des polluants spécifiques.

L'état écologique de la masse d'eau de surface du projet est bon.

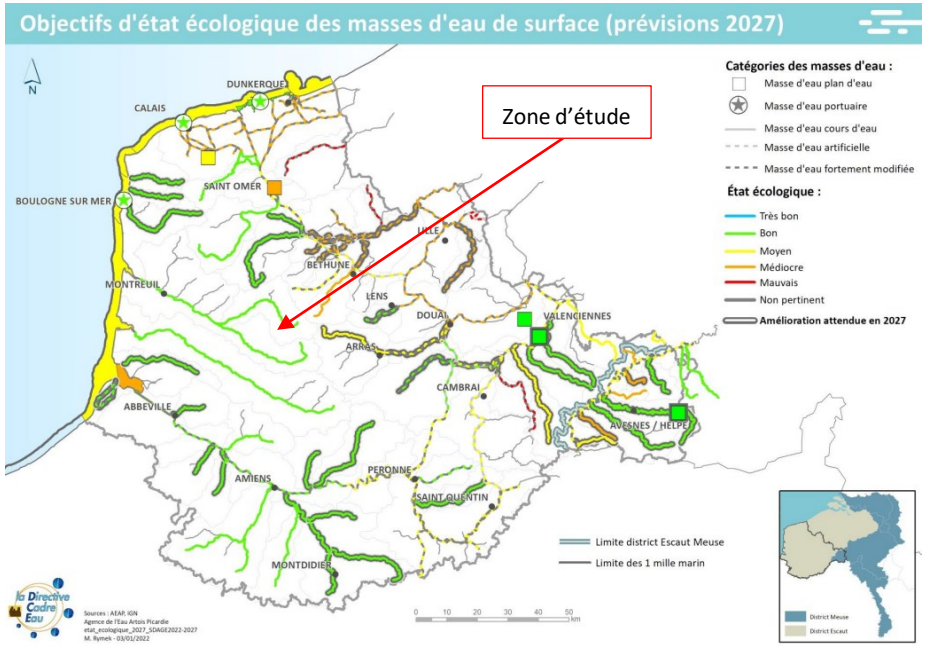
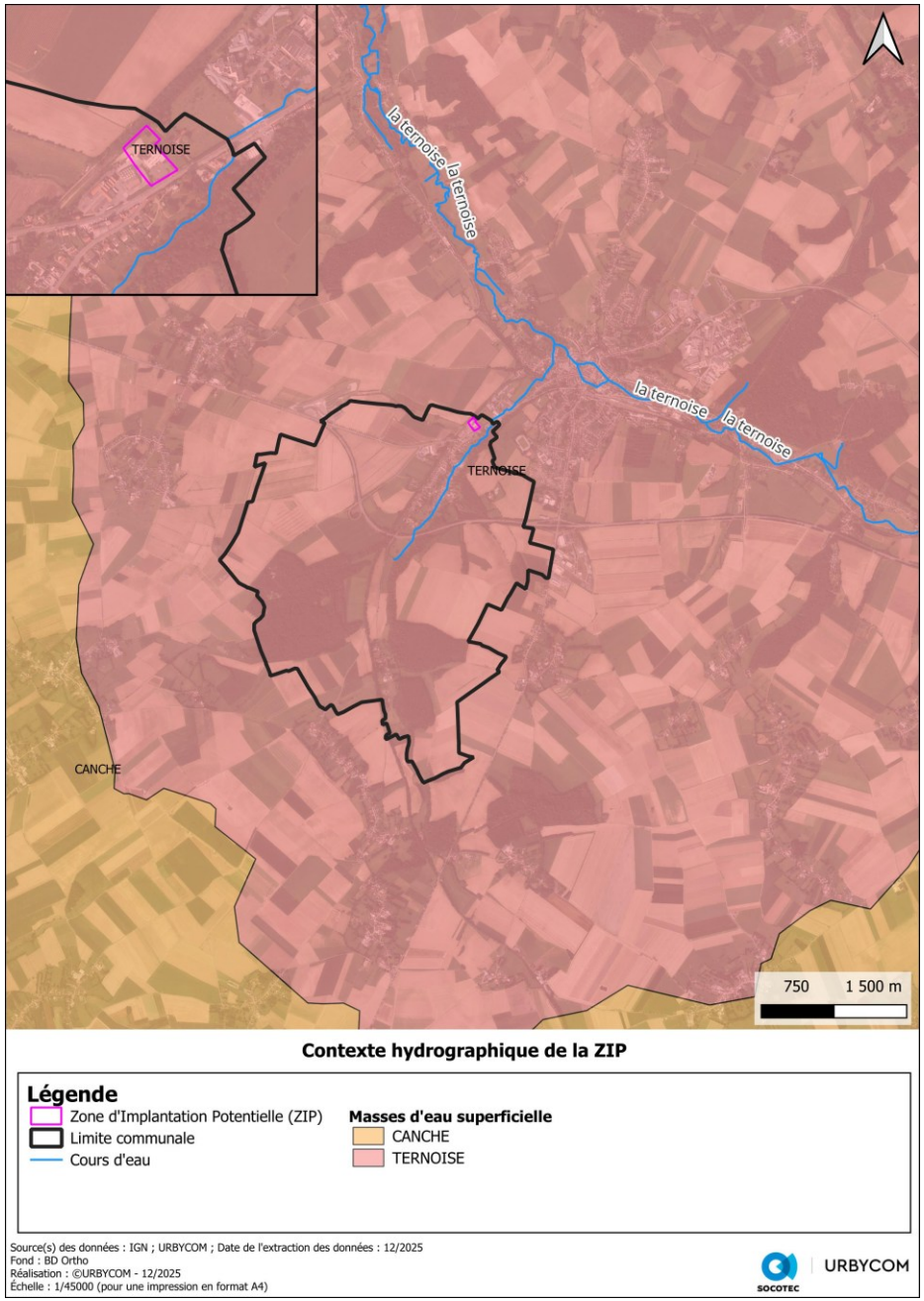


Figure 30 : Objectif d'état écologique, prévisions 2027 – Source : SDAGE Artois-Picardie



Carte 9 : Contexte hydrographique

État chimique :

L'état chimique d'une masse d'eau de surface est déterminé au regard du respect/non-respect des normes de qualité environnementale et des valeurs seuils pour 41 substances contrôlées.

L'état chimique de la masse d'eau du territoire du projet est bon depuis 2015 (hors ubiquistes et fluoranthène). La masse d'eau a un report de délai à 2033 pour l'atteinte du bon état chimique (avec substances ubiquistes).

Tableau 5 : Objectif d'état chimique et écologique de la masse d'eau superficielle

N°	Etat chimique	Objectif d'état chimique	Etat écologique	Objectif d'état écologique
FRAR66 Ternoise	Bon depuis 2015 (hors substances ubiquistes) et mauvais (avec substances ubiquistes)	Bon état en 2033 avec substances ubiquistes	Bon	Maintien

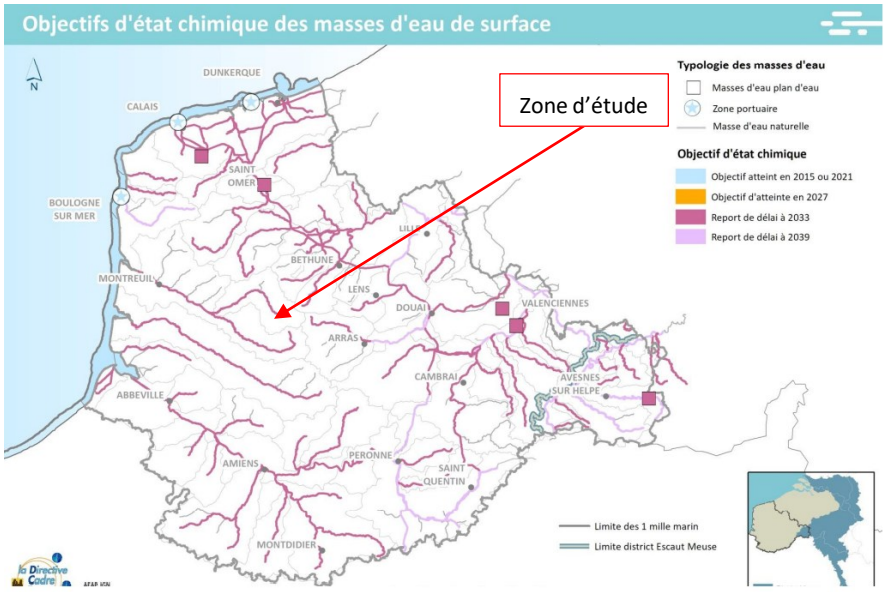


Figure 31 : Objectif d'état chimique des masses d'eau de surface – Source : SDAGE Artois-Picardie

Eau superficielle

Projet situé à distance de tout cours d'eau.

Le projet se situe au sein de la masse d'eau FRAR66 Ternoise.

Objectif de bon état chimique avec substances ubiquistes en 2033 et maintien du bon état écologique.

Enjeu négligeable

4.1.5.3 Zones à Dominante Humide et Zones Humides

Des documents permettent d'établir un diagnostic, sans phase de terrain, de la répartition des zones humides sur et à proximité de la zone d'étude. Nous rappelons que la pré-localisation des zones humides n'a pas vocation à se substituer ou à être assimilée à une démarche d'inventaires, mais donne une indication quant à la probabilité de présence d'une zone humide sur un secteur donné.

4.1.5.3.1 Zones à Dominante humide du SDAGE Artois-Picardie

Dans le cadre de sa politique de préservation et de restauration des zones humides, l'Agence de l'Eau Artois-Picardie s'est dotée d'une cartographie de localisation des zones à dominante humide (ZDH) au 1/50000ème. Cette cartographie, essentiellement réalisée par photo-interprétation et sans campagne systématique de terrain, ne permet pas de certifier que l'ensemble des zones ainsi cartographiées est à 100 % constitué de zones humides au sens de la Loi sur l'eau : c'est pourquoi il a été préféré le terme de « zones à dominante humide ».

La délimitation de ces ZDH à l'échelle du bassin Artois-Picardie a plusieurs finalités :

- Améliorer la connaissance : constitution d'un premier bilan (état de référence des ZDH du bassin) permettant de suivre l'évolution de ces espaces ;
- Être un support de planification et de connaissance pour l'Agence et ses partenaires ;
- Être un outil de communication interne et externe en termes d'information et de sensibilisation ;
- Être un outil d'aide à la décision pour les collectivités ;
- Donner un cadre pour l'élaboration d'inventaires plus précis.

Selon la cartographie du SDAGE Artois-Picardie, le site n'est pas concerné par un périmètre de Zones à Dominante Humide « ZDH ». La commune ne possède aucune ZDH sur son territoire.

Le SDAGE n'alerte donc pas sur la forte probabilité de présence d'une zone humide dans l'emprise du projet. Il faut noter que l'échelle de la cartographie présentée est de 1/50 000ème et donc que les limites définies des zones humide et Z.D.H. doivent être affinées.

4.1.5.3.2 SAGE Canche

Les Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) sont des documents de planification élaborés de manière collective, dans les sous-bassins, pour un périmètre hydrographique cohérent d'un point de vue physique et socio-économique (bassin versant, nappe d'eau souterraine, zone humide, estuaire...).

Le SAGE Canche a été approuvé par arrêté inter-préfectoral le 03 octobre 2011. Le SAGE est ensuite entré en révision le 10 mai 2021 par décision de la Commission Locale de l'Eau.

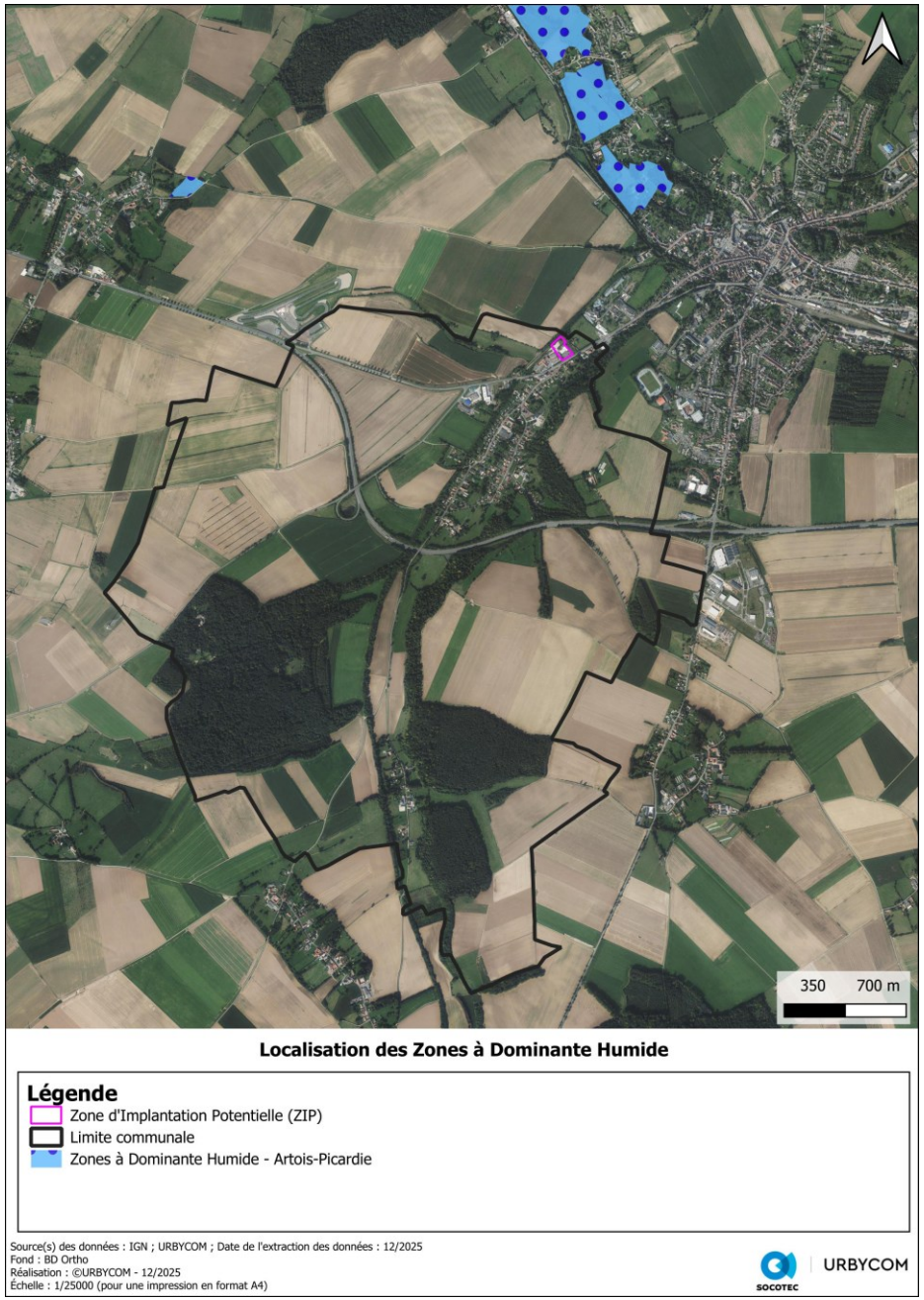
Aucune Zone Humide du SAGE ne concerne le périmètre d'étude.

Zones humides

Aucune Zone à Dominante Humide ou Zone humide du SDAGE et du SAGE.

Le site est constitué par des Anthroposols (terrains aménagés, remaniés : remblais / plate-forme technique) et la probabilité d'existence de zone humide est très peu probable.

Enjeu négligeable



Carte 10 : Zones à Dominante Humide du SDAGE Artois-Picardie



Carte 11 : Zone humide du SAGE Canche

4.1.6 Qualité de l'air

4.1.6.1 Sources de pollution

Le climat est aujourd'hui soumis à des modifications provenant de nombreuses sources en particulier des rejets atmosphériques divers : issus du trafic routier, des industries, du chauffage domestique, etc.

Ces rejets atmosphériques ont bien souvent un effet sur la santé humaine. Les effets de la pollution atmosphérique sont :

- Baisse de la photosynthèse chez les végétaux : impact sur le rendement agricole et sur les milieux naturels,
- Interactions avec les différents domaines de l'environnement : augmentation des risques d'inondation, augmentation de la température atmosphérique globale, perturbation des saisons…,
- Changements climatiques,
- Modification des mœurs de la faune sauvage : migration limitée, modification des périodes de reproduction…,
- Altération des façades et bâtiments par corrosion et noircissement,
- Effet sur la santé : altération de la fonction respiratoire en engendrant des irritations ou des maladies respiratoires chroniques.

La pollution atmosphérique est une altération de la composition normale de l'atmosphère (78 % d'azote, 21 % d'oxygène et 1 % d'autres composés). Cette altération apparaît sous deux formes : gazeuse (présence de gaz nouveaux ou augmentation de la proportion d'un gaz existant) et solide (mise en suspension de poussières).

Les sources de pollution atmosphérique sont :

- **Les transports** : La combustion des carburants dégage des oxydes d'azote, de l'oxyde de carbone, des hydrocarbures ainsi que les produits à base de plomb incorporés dans les carburants.
- **Les installations de combustion du secteur résidentiel et tertiaire ou du secteur industriel** : L'utilisation des combustibles tels que charbons, produits pétroliers... que ce soit dans les générateurs de fluides caloporteurs ou dans les installations industrielles de chauffage, est à l'origine d'une pollution atmosphérique sous les formes gazeuse et particulaire.
- **Les processus industriels** : Ils émettent des poussières et des gaz spécifiques à chaque procédé de fabrication et à chaque produit fabriqué.

4.1.6.2 Outils réglementaires

À l'échelle nationale :

Le **Plan national de réduction des émissions de polluants (PREPA)**, défini par l'arrêté du 10 mai 2017, est un plan d'action interministériel suivi par le Conseil National de l'Air (CNA). Inscrit dans l'article 64 dans la LTECV, le PREPA caractérise des mesures et leurs modalités d'application pour réduire sur la période 2017-2021 les émissions anthropiques de polluants dans l'atmosphère dans l'objectif principal de respecter les exigences européennes. Il combine les différents outils de politique publique : réglementations sectorielles, mesures fiscales, incitatives, actions de sensibilisation et de mobilisation des acteurs, action d'amélioration des connaissances… Parmi eux, les mesures visant le secteur du transport et la mobilité sont les suivantes :

- Faire converger la fiscalité entre l'essence et le gazole ;
- Aligner les régimes de déductibilité de la TVA entre essence et gazole ;
- Encourager les mobilités actives et les transports partagés ;
- Inciter l'utilisation du vélo ;
- Mettre en œuvre des zones à circulation restreinte (ZCR) ;
- Imposer les certificats qualité de l'air (Crit'Air) dans les zones à circulation restreinte (ZCR) et les zones visées par la circulation différenciée ;
- Encourager la conversion des véhicules les plus polluants et l'achat des véhicules les plus propres ;
- Développer des infrastructures pour les carburants propres au titre du cadre national pour les carburants alternatifs ;
- Renouveler le parc public par des véhicules faiblement émetteurs (selon l'article 37 de la loi de la transition énergétique ;
- Renforcer le contrôle des émissions des véhicules et engins non routiers ;
- Contrôler les émissions réelles des véhicules routiers ;
- Renforcer le contrôle technique des véhicules (article 65 de la loi de transition énergétique) ;
- Soutenir l'adoption de nouvelles normes européennes ambitieuses (normes antipollution, prise en compte des conditions réelles de conduite et amélioration de la procédure d'homologation).

Le Plan National Santé Environnement (PNSE) précise les actions à mener sur l'ensemble du territoire français pour réduire les impacts des facteurs environnementaux sur la santé. Conformément à l'article L. 1311-6 du code de la santé publique, il doit être renouvelé tous les cinq ans. Le quatrième **Plan National en Santé Environnement (PNSE4)** pour la période 2020-2024 s'articule autour de 4 grands axes :

- Mieux connaître les expositions et les effets de l'environnement sur la santé des populations ;
- Informer, communiquer et former les professionnels et les citoyens ;
- Réduire les expositions environnementales affectant notre santé ;
- Démultiplier les actions concrètes menées dans les territoires.

À travers ces différents enjeux, le PNSE4 contient différentes actions relatives à la qualité de l'air :

- L'action 13 prévoit d'améliorer la qualité de l'air intérieur au-delà des actions à la source sur les produits ménagers et les biocides ;
- L'action 15 prévoit de créer une plate-forme collaborative pour les collectivités sur les actions en santé environnement et renforcer les moyens des territoires pour réduire les inégalités territoriales en santé-environnement ;
- L'action 16 prévoit sensibiliser les urbanistes et aménageurs des territoires pour mieux prendre en compte les problématiques de santé et d'environnement dans les documents de planification territoriale et les opérations d'aménagement.

À l'échelle régionale :

Le Plan Régional Santé Environnement 3 (PRSE3) des Hauts-de-France, établi sur la période 2017-2021, est une déclinaison régionale du PNSE3, renouvelé tous les 5 ans comme ce dernier. Co-piloté par l'Agence Régionale de Santé (ARS), le préfet de Région et la Région Hauts-de-France, le PRSE3 comprend un certain nombre d'actions du PNSE3 déclinées au niveau régional, en adéquation avec les priorités locales, mais également des actions issues de problématiques spécifiques propres aux territoires normands. Au total, les objectifs du PRSE3 se déclinent autour de 5 axes transversaux qui sont :

- Axe 1 : Impulser une dynamique santé-environnement sur les territoires ;
- Axe 2 : Périnatalité et petite enfance ;
- Axe 3 : Alimentation et eau de consommation ;
- Axe 4 : Environnements intérieurs, habitat et construction ;
- Axe 5 : Environnements extérieur et sonore ;
- Axe 6 : Amélioration des connaissances.

Parmi les 28 actions retenues, les suivantes présentent un lien direct ou indirect avec la qualité de l'air :

- Favoriser la mutation des sites et sols pollués ;
- Sensibiliser les futurs et jeunes parents aux risques liés à l'exposition aux polluants environnementaux ;
- Améliorer l'environnement intérieur des piscines (air, surfaces et bruit) ;

- Expérimenter un bâtiment exemplaire à usage d'habitation avec performance énergétique, confort des occupants et qualité de l'air intérieur ;
- Former et sensibiliser les professionnels du bâtiment à la qualité de l'air intérieur (QAI) et au risque amiante ;
- Favoriser le changement de comportement pour améliorer la qualité de l'air extérieur ;
- Améliorer les connaissances sur les particules dans l'air.

Le Programme Régional de Surveillance de la Qualité de l'Air (PRSQA), réalisé par Atmo Hauts-de-France pour la période 2017-2021 définit les actions à réaliser pour s'ajuster aux exigences réglementaires en matière d'émissions de polluants. Décliné à partir du programme national (PNSQA), le PRSQA comporte 5 axes :

- Adapter l'observatoire aux nouveaux enjeux ;
- Accompagner les acteurs dans l'action en faveur de la qualité de l'air ;
- Communiquer pour agir ;
- Se donner les moyens de l'anticipation ;
- Assurer la réussite du PRSQA.

4.1.6.3 Seuils d'exposition

La pollution atmosphérique exerce des effets sur la santé mais aussi sur notre environnement global : actions sur les végétaux, interactions avec les différents domaines de l'environnement, changements climatiques et altération des façades et bâtiments par corrosion et noircissement.

Le plus souvent la pollution chimique altère la fonction respiratoire en engendrant des irritations ou des maladies respiratoires chroniques.

De manière globale, la pollution chimique sensibilise et peut rendre l'appareil respiratoire de sujets fragilisés plus vulnérables à d'autres affections.

L'exposition d'un individu à un polluant se définit comme un contact entre le polluant et un revêtement du sujet tel que la peau – les tissus de l'appareil respiratoire – l'œil ou le tube digestif.

Le niveau d'exposition d'un individu à un polluant est le produit de la concentration en polluant auquel l'individu a été exposé par le temps pendant lequel il a été exposé.

Les recommandations établies pour chacun des polluants par l'Organisation Mondiale de la Santé ont été reprises par la législation française (décret N°98-360). Elles déterminent des moyennes annuelles – journalières et horaires à ne pas dépasser.

Au sens de la loi sur l'air du 30 décembre 1996, on entend par objectifs de qualité « un niveau de concentration de substances polluantes dans l'atmosphère, fixé sur la base des connaissances scientifiques, dans le but d'éviter, de prévenir ou de réduire les effets nocifs de ces substances pour la santé humaine ou pour l'environnement, à atteindre dans une période donnée ».

On définit deux types de **seuils** :

- **De recommandation et d'information** : lorsque les niveaux de pollution atteignent le seuil défini pour le polluant cité, un message d'information est automatiquement transmis aux pouvoirs publics – médias – industriels – professionnels de la santé…
- **D'alerte** : lorsque le phénomène de pollution s'accentue, le préfet peut prendre des mesures vis-à-vis des automobilistes et des industriels : limiter la vitesse maximum sur les routes – réduire les rejets polluants des entreprises…

La Loi sur l'Air et l'Utilisation Rationnelle de l'Energie du 30 décembre 1996 définit les mesures que le préfet doit prendre lorsque les niveaux de pollution sont dépassés ou risquent de l'être. Ces niveaux ont été revus dans le décret N°2002-213 du 15 février 2002.

Le seuil d'alerte correspond à des concentrations de substances polluantes dans l'atmosphère au-delà duquel une exposition de courte durée présente un risque pour la santé humaine ou de dégradation de l'environnement à partir duquel des mesures d'urgence doivent être prises.

Les objectifs de qualité pris en compte par type de polluant sont ceux fixés par le décret du 6 mai 1998 (qui a depuis fait l'objet de plusieurs modifications). En effet, la mise en application de la loi sur l'air est à l'origine principalement formulée dans le décret du 6 mai 1998 ainsi que dans l'arrêté ministériel du 17 août 1998. Cette réglementation est amenée à évoluer régulièrement en fonction des nouvelles directives européennes ou politiques nationales.

Actuellement, la réglementation française à prendre en compte pour la surveillance de la qualité de l'air est constituée par le décret n°2010-1250 du 21 octobre 2010 portant transposition de la directive européenne n°2008/50/CE.

La valeur limite est un niveau à atteindre dans un délai donné et à ne pas dépasser. La valeur cible est un niveau à atteindre, dans la mesure du possible, dans un délai donné.

En septembre 2021, l'OMS a publié de nouvelles lignes directrices en matière de qualité de l'air. Les données accumulées par l'Organisation montrent en effet que la

pollution atmosphérique exerce des effets néfastes sur la santé à des concentrations plus faibles que ce qui était admis jusqu'alors. Pour s'adapter à ce constat, l'OMS a abaissé la quasi-totalité de ses seuils de référence.

4.1.6.4 Polluants atmosphériques

Les polluants réglementés sont les suivants :

- Dioxyde de soufre (SO2) ;
- Dioxyde d'azote (NO2) ;
- Ozone (O3) ;
- Particules suspension PM10 ;
- Particules suspension PM2.5 ;
- Monoxyde de carbone (CO) ;
- Benzène (C6H6) ;
- Métaux lourds (nickel, plomb, cadmium, arsenic) ;
- Benzo(a)pyrène (famille des hydrocarbures aromatiques polycycliques).

Les oxydes d'azote (NOx) : Le monoxyde et le dioxyde d'azote (respectivement NO et NO2) proviennent surtout des combustions émanant des véhicules et des centrales énergétiques. Le monoxyde d'azote se transforme en dioxyde d'azote au contact de l'oxygène de l'air. Les oxydes d'azote font l'objet d'une surveillance attentive dans les centres urbains où leur concentration dans l'air présente une tendance à la hausse compte tenu de l'augmentation forte du parc automobile. Les oxydes d'azote interviennent dans le processus de formation d'ozone dans la basse atmosphère. Ils contribuent également au phénomène des pluies acides.

L'ozone (O3) : Il résulte de la transformation chimique de certains polluants (oxyde d'azote et composés organovolatiles notamment) dans l'atmosphère en présence de rayonnement ultraviolet solaire. C'est un gaz irritant. Il contribue à l'effet de serre et à des actions sur les végétaux (baisse de rendement, nécrose…).

Le dioxyde de soufre (SO2) : Il provient de la combustion de combustibles fossiles contenant du soufre (fiouls lourd, charbon, gasoil…). Il s'agit également d'un gaz irritant. En présence d'humidité, il forme des composés sulfuriques.

Les poussières en suspension (Ps) : pluies acides et à la dégradation Elles constituent un complexe de substances organiques ou minérales. Elles peuvent être d'origine naturelle (volcans, érosion, pollens…) ou anthropique (combustion par les véhicules, les industries ou le chauffage, incinération…). On distingue les particules « fines » ou poussières en suspension provenant des effluents de combustion (diesels) ou de vapeurs industrielles condensées, et les « grosses » particules ou poussières sédimentaires provenant des ré-envols sur les chaussées ou d'autres industriels (stockages des minerais ou de matériaux sous forme particulaire).

Les particules les plus fines peuvent transporter des composés toxiques dans les voies respiratoires inférieures (sulfates, métaux lourds, hydrocarbures…). Elles accentuent ainsi les effets des polluants naturels (comme les pollens) et chimiques acides, comme le dioxyde de soufre et les oxydes d'azote.

Polluant	Normes en 2018				
	Valeur limite	Valeur cible	Objectif de qualité / Objectif à long terme	Seuil d'information et de recommandation	Seuil d'alerte
Dioxyde de soufre (SO_2)	125 µg/m³ en moyenne journalière à ne pas dépasser plus de 3 jours/an 350 µg/m³ en moyenne horaire à ne pas dépasser plus de 24 heures/an		50 µg/m³ en moyenne annuelle	300 µg/m³ en moyenne horaire	500 µg/m³ en moyenne horaire pendant 3 heures consécutives
Dioxyde d'azote (NO_2)	40 µg/m³ en moyenne annuelle 200 µg/m³ en moyenne horaire à ne pas dépasser plus de 18 heures/an			200 µg/m³ en moyenne horaire	400 µg/m³ en moyenne horaire pendant 3 heures consécutives ou 200 µg/m³ en moyenne horaire si déclenché la veille, le jour même et prévu pour demain
Ozone (O_3)		Protection de la santé 120 µg/m³ en moyenne sur 8 heures glissantes à ne pas dépasser plus de 25 jours/an (moyenne calculée sur 3 ans) Protection de la végétation 18 000 µg/m³.h pour l'AOT40** (moyenne calculée sur 5 ans)	Protection de la santé 120 µg/m³ en moyenne sur 8 heures glissantes Protection de la végétation 6 000 µg/m³.h pour l'AOT40**	180 µg/m³ en moyenne horaire	Seuil 1 : 240 µg/m³ en moyenne horaire pendant 3 heures consécutives Seuil 2 : 300 µg/m³ en moyenne horaire pendant 3 heures consécutives Seuil 3 : 360 µg/m³ en moyenne horaire Sur persistance : 180 µg/m³ en moyenne horaire prévu pour le jour même et le lendemain
Particules en suspension (PM10)	40 µg/m³ en moyenne anuelle 50 µg/m³ en moyenne journalière à ne pas dépasser plus de 35 jours/an		30 µg/m³ en moyenne annuelle	50 µg/m³ en moyenne journalière	80 µg/m³ en moyenne journalière Sur persistance : 50 µg/m³ en moyenne journalière prévue pour le jour même et le lendemain
Particules en suspension (PM2,5)	25 µg/m³ en moyenne annuelle	20 µg/m³ en moyenne annuelle	10 µg/m³ en moyenne annuelle		
Monoxyde de carbone (CO)	10 mg/m³ en moyenne sur 8 heures glissantes				
Benzène (C_6H_6)	5 µg/m³ en moyenne annuelle		2 µg/m³ en moyenne annuelle		
Plomb (Pb)	0,5 µg/m³ en moyenne annuelle		0,25 µg/m³ en moyenne annuelle		
Arsenic (As)		6 ng/m³ en moyenne annuelle			
Cadmium (Cd)		5 ng/m³ en moyenne annuelle			
Nickel (Ni)		20 ng/m³ en moyenne annuelle			
Benzo(a)pyrène ($C_{20}H_{12}$)		1 ng/m³ en moyenne annuelle			

Source : Décret n°2010-1250 du 21 octobre 2010 relatif à la qualité de l'air et Arrêté du 26 mars 2014 relatif au déclenchement des procédures préfectorales en cas d'épisodes de pollution de l'air ambiant

**AOT40 (exprimé en µg/m³ par heure) signifie la somme des différences entre les concentrations horaires supérieures à 80 µg/m³ (= 40 parties par milliard) et 80 µg/m³ durant une période donnée en utilisant uniquement les valeurs sur une heure, mesurées quotidiennement entre 8h00 et 20h00.

Figure 32 : Tableau des valeurs réglementaires des polluants atmosphériques – Source : Atmo Hauts de France

4.1.6.5 Station de mesure

La station de surveillance de la qualité de l'air la plus proche du site d'étude et possédant le plus de données est **la station de Saint-Laurent-Blangy qui mesure, les particules PM10, le dioxyde d'azote et l'ozone** du réseau ATMO des Hauts-de-France.

Les données ont été observées à cheval sur l'année 2024 et l'année 2025.

Particules PM10 et PM2,5 :

Les particules (Particulate Matter) sont des matières liquides ou solides en suspension dans l'air. Dans le territoire, elles peuvent être d'origines humaine en large majorité (chauffage notamment au bois, combustion de biomasse à l'air libre, combustion de combustibles fossiles dans les véhicules, et procédés industriels) ou naturelles (érosion éolienne naturelle). Leurs natures chimiques diffèrent fortement selon leurs origines. Elles sont analysées et classées selon leur taille. Ces particules, du fait de leur taille infime s'engouffrent dans le système respiratoire et peuvent provoquer des problèmes importants sur la santé humaine.

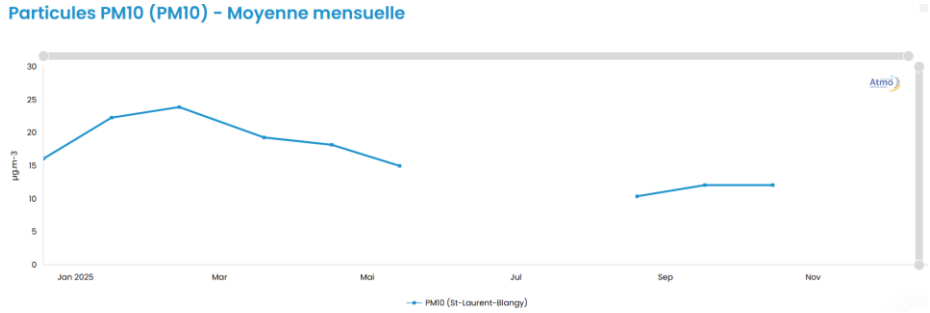
Les valeurs limites pour les particules en suspension (PM10) sont de 40 µg/m³ (moyenne annuelle) et de 50 µg/m³ (moyenne annuelle à ne pas dépasser plus de 35 jours par an).

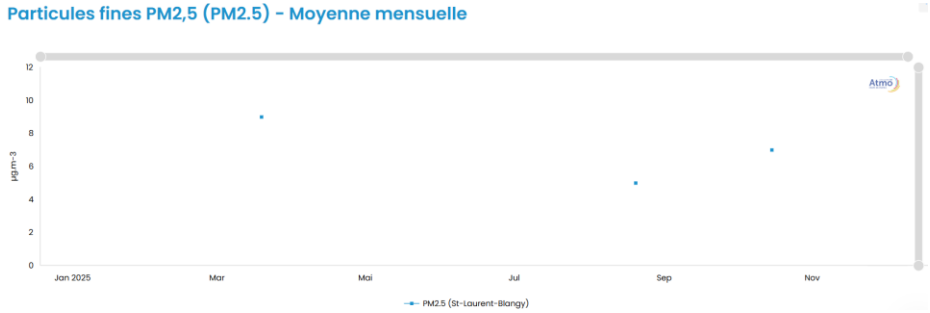
Les valeurs limites pour les particules en suspension (PM2,5) sont de 25 µg/m³ (moyenne annuelle à ne pas dépasser plus de 35 jours par an).

PARTICULES (PM_{10})		
Objectif de qualité	30 µg/m³ (FR)	en moyenne annuelle
Valeurs limites pour la protection de la santé humaine	50 µg/m³ (UE)	en moyenne journalière à ne pas dépasser plus de 35 jours par an
	40 µg/m³ (UE)	en moyenne annuelle
Seuil d'information et de recommandation	50 µg/m³ (FR)	en moyenne sur 24 heures
Seuil d'alerte	80 µg/m³ (FR)	en moyenne sur 24 heures

PARTICULES ($PM_{2,5}$)		
Objectif de qualité	10 µg/m³ (FR)	en moyenne annuelle
Valeur cible pour la protection de la santé humaine	20 µg/m³ (FR)	en moyenne annuelle
Valeur limite 2015 pour la protection de la santé humaine	25 µg/m³ (UE)	en moyenne annuelle

- **Les valeurs moyennes observées au niveau de la station Béthune Stade sont inférieures à ces valeurs limites.**





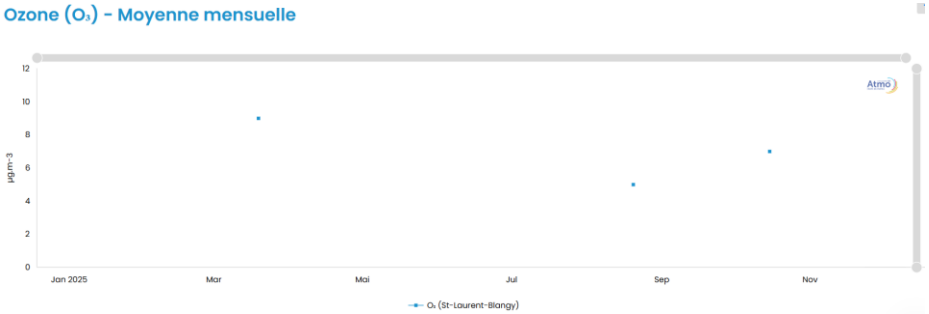
L'ozone :

L'ozone est un gaz naturellement présent dans l'atmosphère, il permet le maintien de la température de la planète. Néanmoins en grande quantité celui-ci devient néfaste, il est responsable du réchauffement climatique. Ce gaz a des effets néfastes pour la santé humaine, il irrite les muqueuses et peut provoquer des encombrements des bronches (asthme) ou des irritations des yeux. Ce gaz est produit par les activités humaines : centrales thermiques, les industries…

Il n'y a pas de valeur limite pour l'ozone. Cependant, un objectif de qualité pour la protection de la santé humaine est fixé à 120 µg/m³ en moyenne sur 8 heures glissantes.

OZONE (O_3)		
Objectif de qualité pour la protection de la santé humaine	120 µg/m³	pour le maximum journalier de la moyenne sur 8 heures par an
Objectif de qualité pour la protection de la végétation	6 000 µg/m³.h.	en AOT40, calculée à partir des valeurs sur 1 heure de mai à juillet entre 8h et 20h
Valeur cible pour la protection de la santé humaine	120 µg/m³	maximum journalier de la moyenne sur 8 heures à ne pas dépasser plus de 25 jours par an (en moyenne sur 3 ans)
Valeur cible pour la protection de la végétation	18 000 µg/m³.h. (UE)	en AOT40, calculée à partir des valeurs sur 1 heure de mai à juillet entre 8h et 20h (en moyenne sur 5 ans)
Seuil d'information et de recommandation	180 µg/m³	en moyenne horaire
Seuil d'alerte pour une protection sanitaire pour toute la population	240 µg/m³	en moyenne horaire
Seuils d'alerte nécessitant la mise en œuvre progressive de mesures d'urgence	1er seuil : 240 µg/m³	moyenne horaire pendant 3 heures consécutives
	2ème seuil : 300 µg/m³	moyenne horaire pendant 3 heures consécutives
	3ème seuil : 360 µg/m³	en moyenne horaire

- **Les valeurs observées sont inférieures à cette valeur la totalité de l'année.**



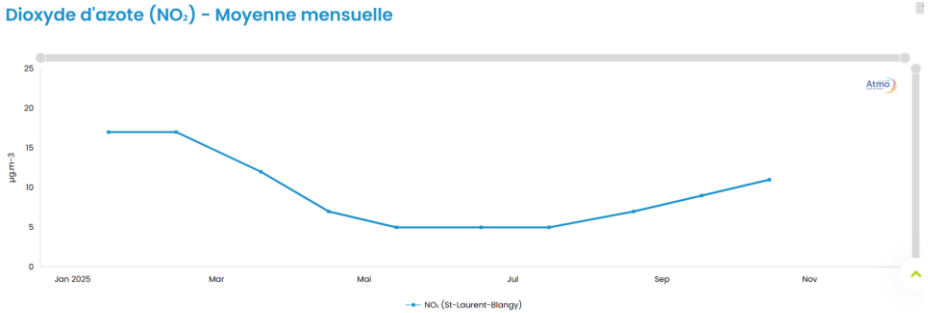
Dioxyde d'azote :

Les oxydes d'azote proviennent des émissions de véhicules diesels, de combustibles fossiles et de l'agriculture. Les seuils de pollution de dioxyde sont respectés en Zone Rurale. Les concentrations annuelles en polluant sont en baisse depuis 2000, certaines années telle que l'année 2010 voit une recrudescence des valeurs de pollution.

La valeur limite pour le dioxyde d'azote est de 40 µg/m³ (moyenne annuelle).

DIOXYDE d'AZOTE (NO_2)		
Objectif de qualité	40 µg/m³ **(FR)**	en moyenne annuelle
Valeurs limites pour la protection de la santé humaine	200 µg/m³ **(UE)**	en moyenne horaire à ne pas dépasser plus de 18 heures par an
	40 µg/m³ **(UE)**	en moyenne annuelle
Niveau critique pour la protection de la végétation (NOx)	30 µg/m³ **(UE)**	en moyenne annuelle d'oxydes d'azote
Seuil d'information et de recommandation	200 µg/m³ **(FR)**	en moyenne horaire
Seuils d'alerte	400 µg/m³ **(UE)**	moyenne horaire pendant 3 heures consécutives
	ou si 200 µg/m³ en moyenne horaire à J-1 et à J et prévision de 200 µg/m³ à J+1 **(FR)**	

- **Les valeurs observées au niveau de la station de Béthune Stade sont inférieures à cette valeur la totalité de l'année.**



Qualité de l'air
Aucun des polluants atmosphériques faisant l'objet d'une surveillance à proximité du site d'étude ne dépasse les valeurs limites ou les objectifs.
Enjeu négligeable

4.1.7 Risques naturels

Source : Géorisques consulté le 23 décembre 2025

4.1.7.1 Arrêtés de catastrophes naturelles

Une CATNAT est une Catastrophe Naturelle, liée à un phénomène ou conjonction de phénomènes dont les effets sont particulièrement dommageables. Lorsqu'une catastrophe naturelle frappe un territoire, on dit que "le territoire est en état de catastrophe naturelle". Depuis 1982, date de mise en vigueur du texte de loi, la **commune de Ramecourt a connu 9 arrêtés de reconnaissance de catastrophes naturelles CATNAT** :

Tableau 6 : Arrêtés portant reconnaissance de catastrophes naturelles sur la commune

Code NOR	Libellé	Début le	Sur le journal officiel du
IOME2308745A	Sécheresse	01/04/2022	03/05/2023
INTE1818802A	Inondations et/ou Coulées de Boue	24/05/2018	27/07/2018
INTE1525241A	Inondations et/ou Coulées de Boue	13/08/2015	29/10/2015
INTE0200571A	Inondations et/ou Coulées de Boue	26/08/2002	10/11/2002
INTE9900627A	Inondations et/ou Coulées de Boue	25/12/1999	30/12/1999
INTE9500338A	Glissement de Terrain	25/01/1995	09/09/1995
INTE9500338A	Glissement de Terrain	01/01/1995	09/09/1995
INTE9300213A	Inondations et/ou Coulées de Boue	29/05/1992	12/06/1993

L'arrêté du 25/12/1999 n'est néanmoins pas significatif, en effet, du fait de la tempête de décembre 1999, l'état de catastrophe naturelle a touché toute la France.

4.1.7.2 Inondations

L'inondation est une submersion, rapide ou lente, d'une zone habituellement hors de l'eau. Elle peut être liée à un phénomène de débordement de cours d'eau, de ruissellement, de remontées de nappes d'eau souterraines ou de submersion marine.

La directive européenne 2007/60/CE relative à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation, dite directive « inondation », transposée en droit français par la loi du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (Loi ENE, dite Grenelle 2) et complétée par le décret du 2 mars 2011 relatif à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation, vise à :

- Réduire les conséquences négatives des inondations sur la population, l'activité économique et les patrimoines environnemental et culturel ;
- Prévoir des solutions adaptées aux besoins et aux priorités identifiés pour chaque territoire exposé.

Pour ce faire, elle propose une démarche en trois étapes, basée sur une approche économique des conséquences des inondations.

Cette démarche est cyclique et doit être actualisée tous les six ans.

- **Phase 1** : la réalisation de l'Évaluation Préliminaire des Risques d'Inondation (EPRI) ;
- **Phase 2** : À partir de l'EPRI, la sélection des Territoires à Risques Importants d'inondation (TRI) ;
- **Phase 3** : L'élaboration du Plan de Gestion des Risques d'Inondation à l'échelle du bassin Artois Picardie (PGRI).

La commune de Ramecourt est soumise au risque d'inondation via la présence de la Ternoise et du ruisseau de Ramecourt.

9 inondations classées en catastrophe naturelle sont recensées sur la commune :

Code NOR	Libellé	Début le	Sur le journal officiel du
INTE2121339A	Inondations et/ou Coulées de Boue	27/06/2021	20/07/2021
INTE1817087A	Inondations et/ou Coulées de Boue	24/05/2018	05/07/2018
INTE0000391A	Inondations et/ou Coulées de Boue	03/06/2000	23/08/2000
INTE9900627A	Inondations et/ou Coulées de Boue	25/12/1999	30/12/1999
INTE9800324A	Inondations et/ou Coulées de Boue	06/06/1998	22/08/1998
INTE9500497A	Inondations Remontée Nappe	25/01/1995	15/10/1995
INTE9600137A	Inondations Remontée Nappe	01/01/1995	17/04/1996
INTE9500304A	Inondations et/ou Coulées de Boue	25/12/1994	03/08/1995
INTE8800136A	Inondations et/ou Coulées de Boue	20/01/1988	21/04/1988

4.1.7.2.1 Territoire à risques d'inondation (TRI) et Stratégie Locale de Gestion des Risques d'Inondation (SLGRI)

Créées par la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ou "Grenelle 2", les Stratégies Locales de Gestion des Risques d'Inondation (SLGRI) sont élaborées sur les Territoires à Risques importants d'Inondation (TRI). Elles s'inscrivent dans le cadre fixé par la Stratégie Nationale de Gestion des Risques d'Inondation (SNGRI) présentée le 10 juillet 2014 et les Plans de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI) élaborés à l'échelle des grands bassins hydrographiques.

La SLGRI est dédiée à un TRI. Elle fixe les objectifs de réduction des conséquences dommageables des inondations potentielles pour ce TRI, en déclinaison du PGRI et de la SNGRI. Pour atteindre ces objectifs, la stratégie locale liste des dispositions à mettre en œuvre dans un délai de 6 ans.

Sur chaque TRI, une Stratégie Locale de Gestion du Risque Inondation (SLGRI) est élaborée conjointement par une structure porteuse locale et les services de l'Etat. Elle décline, à une échelle appropriée, la Stratégie Locale de Gestion des Risques d'Inondation et le PGRI Artois-Picardie.

Ainsi, les stratégies locales de gestion des risques d'inondation (SLGRI) sont la déclinaison opérationnelle de la directive inondation à l'échelle des territoires à risque important.

La commune de Ramecourt n'est concernée par aucun TRI.

4.1.7.2.2 Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI)

Les programmes d'actions de prévention des inondations (PAPI) ont été lancés en 2002. Les PAPI ont pour objet de promouvoir une gestion intégrée des risques d'inondation en vue de réduire leurs conséquences dommageables sur la santé humaine, les biens, les activités économiques et l'environnement. Les PAPI sont portés par les collectivités territoriales ou leurs groupements. Outil de contractualisation entre l'État et les collectivités, le dispositif PAPI permet la mise en œuvre d'une politique globale, pensée à l'échelle du bassin de risque.

Le PAPI est l'outil de mise en œuvre de la stratégie (SLGRI).

La commune de Ramecourt est incluse au sein du PAPI Canche. Le site d'étude n'est pas concerné par les zones d'aléas du PAPI mais se situe à proximité d'une zone d'aléa.

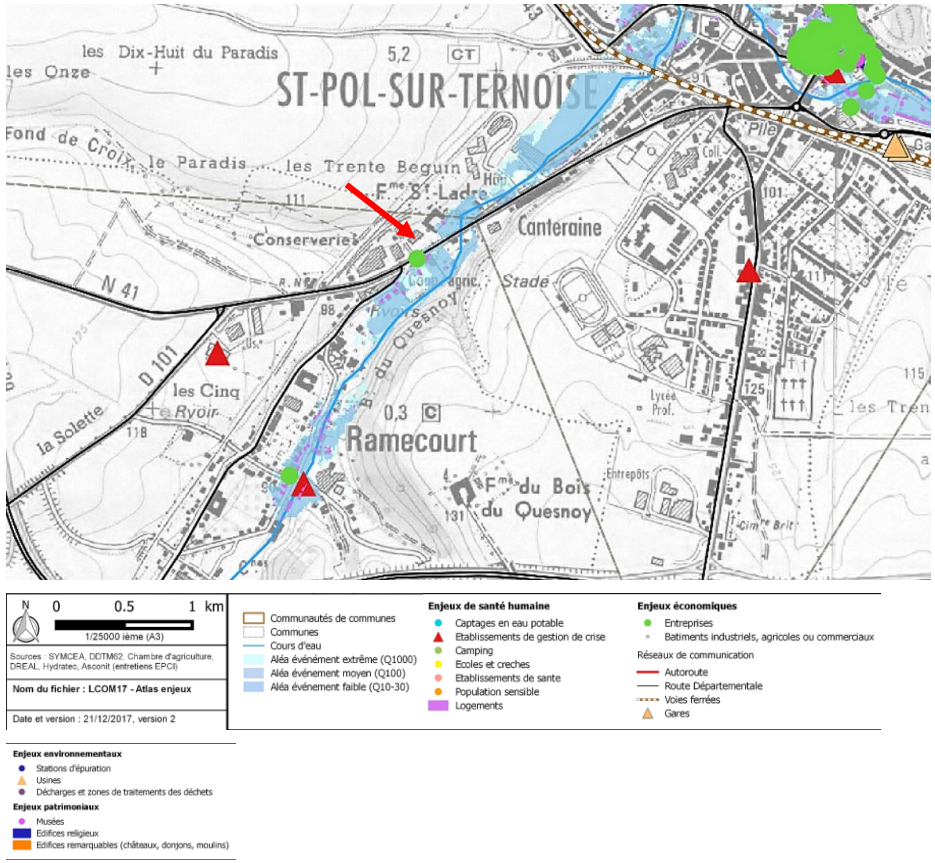


Figure 33 : Atlas des enjeux du PAPI à l'échelle de la commune – Source : PAPI Canche

4.1.7.2.3 Atlas de Zone Inondable

Élaborés par les servies de l'État au niveau de chaque bassin hydrographique, les atlas des zones inondables (AZI) ont pour objet de rappeler l'existence et les conséquences des évènements historiques et de montrer les caractéristiques des aléas pour la crue de référence choisie, qui est la plus forte crue connue, ou la crue centennale si celle-ci est supérieure. L'AZI n'a pas de caractère réglementaire. Il constitue néanmoins un élément de référence pour l'application de l'article R.111-2 du Code de l'urbanisme, l'élaboration des plans de prévention des risques naturels prévisibles et l'information préventive des citoyens sur les risques majeurs.

La commune de Ramecourt n'est pas concernée par un Atlas de Zone Inondable (AZI).

4.1.7.2.4 Plan de Prévention des Risques d'Inondation

Le plan de prévention des risques naturels (PPRN) créé par la loi du 2 février 1995 constitue aujourd'hui l'un des instruments essentiels de l'action de l'État en matière de prévention des risques naturels, afin de réduire la vulnérabilité des personnes et des biens. Il est défini par les articles L562-1 et suivants du Code de l'environnement et doit être réalisé dans un délai de 3 ans à compter de la date de prescription. Ce délai peut être prorogé une seule fois de 18 mois. Le PPRN peut être modifié ou révisé. Le PPRN est une servitude d'utilité publique associée à des sanctions pénales en cas de non-respect de ses prescriptions et à des conséquences en termes d'indemnisations pour catastrophe naturelle. On nomme PPRI les plans de prévention des risques naturels pour inondation.

La commune de Ramecourt est concernée par PPRN Inondation par remontée de nappes naturelles prescrit le 28/12/2000 mais non approuvé.

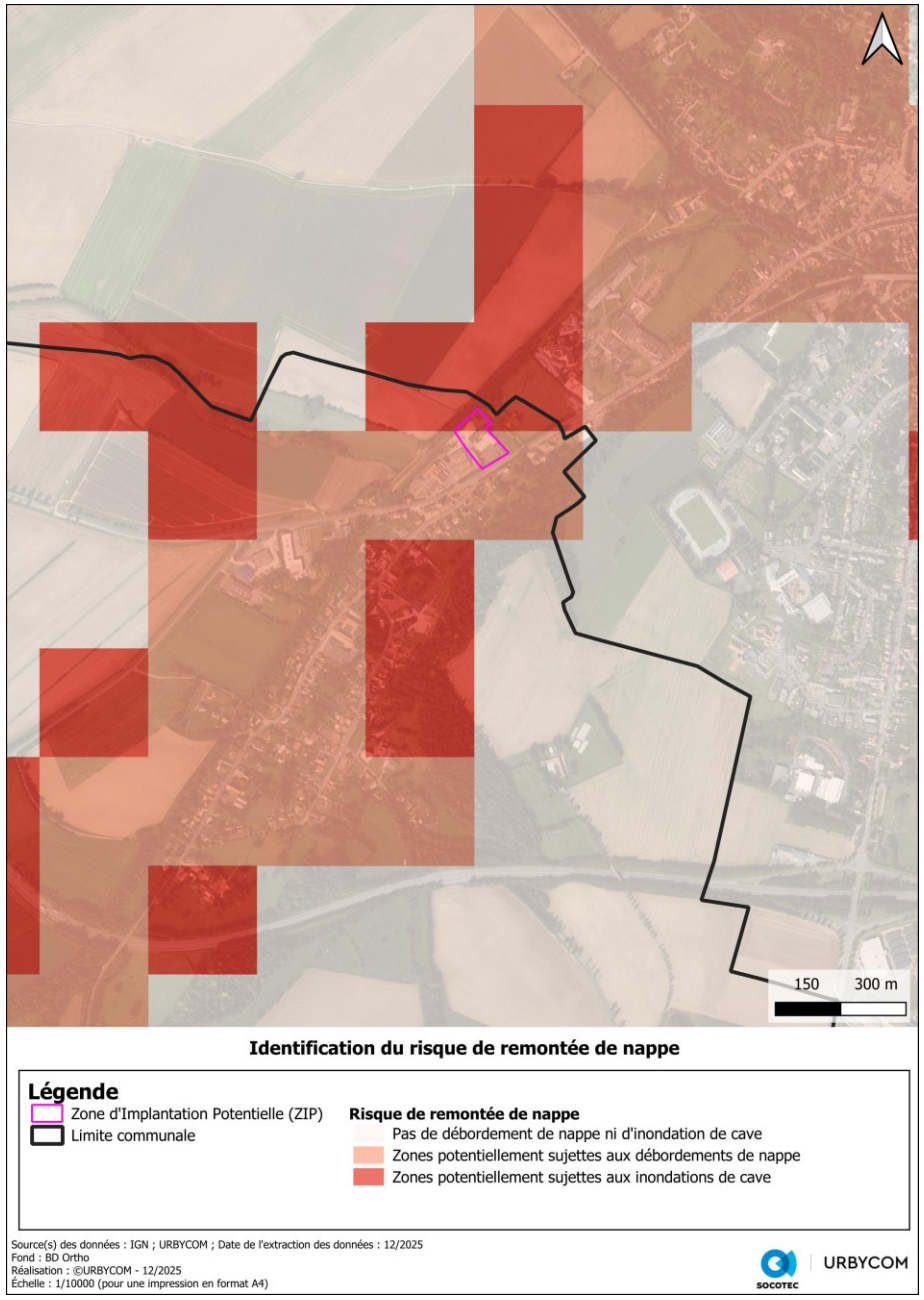
4.1.7.2.5 Risque d'inondation par remontée de nappe

On parle d'inondation par remontée de nappes lorsque l'inondation est provoquée par la montée du niveau de la nappe phréatique jusqu'à la surface du sol. Les nappes phréatiques sont alimentées (rechargées) par l'infiltration d'une partie de l'eau de pluie qui atteint le sol. Leur niveau varie de façon saisonnière :

- La recharge des nappes a principalement lieu durant la période hivernale car cette saison est propice à l'infiltration d'une plus grande quantité d'eau de pluie : les précipitations sont plus importantes, la température et l'évaporation sont plus faibles, et la végétation, peu active, prélève moins d'eau dans le sol,
- À l'inverse, durant l'été, la recharge des nappes est faible ou nulle,
- On appelle « battement de la nappe » la variation de son niveau au cours de l'année.

Si des évènements pluvieux exceptionnels surviennent et engendrent une recharge exceptionnelle, le niveau de la nappe peut alors atteindre la surface du sol et provoquer une inondation "par remontée de nappe".

Selon le BRGM, le site d'étude est localisé dans une zone hétérogène sensible vis-à-vis du risque de remontée de nappe (risque de débordement de nappe et d'inondation de cave).



Carte 12 : Identification du risque de remontée de nappes

4.1.7.3 Retrait et gonflement des argiles

La consistance et le volume des sols argileux se modifient en fonction de leur teneur en eau lorsque :

- La teneur en eau augmente, le sol devient souple et son volume augmente. On parle alors de « gonflement des argiles » ;
- Un déficit en eau provoquera un asséchement du sol, qui devient dur et cassant. On assiste alors à un phénomène inverse de rétractation ou « retrait des argiles ».

Un « aléa fort » signifie que des variations de volume ont une très forte probabilité d'avoir lieu. Ces variations peuvent entraîner des conséquences importantes sur le bâti (comme l'apparition de fissures dans les murs).

La zone d'étude est localisée sur un large secteur à aléa retrait-gonflement des argiles faible.

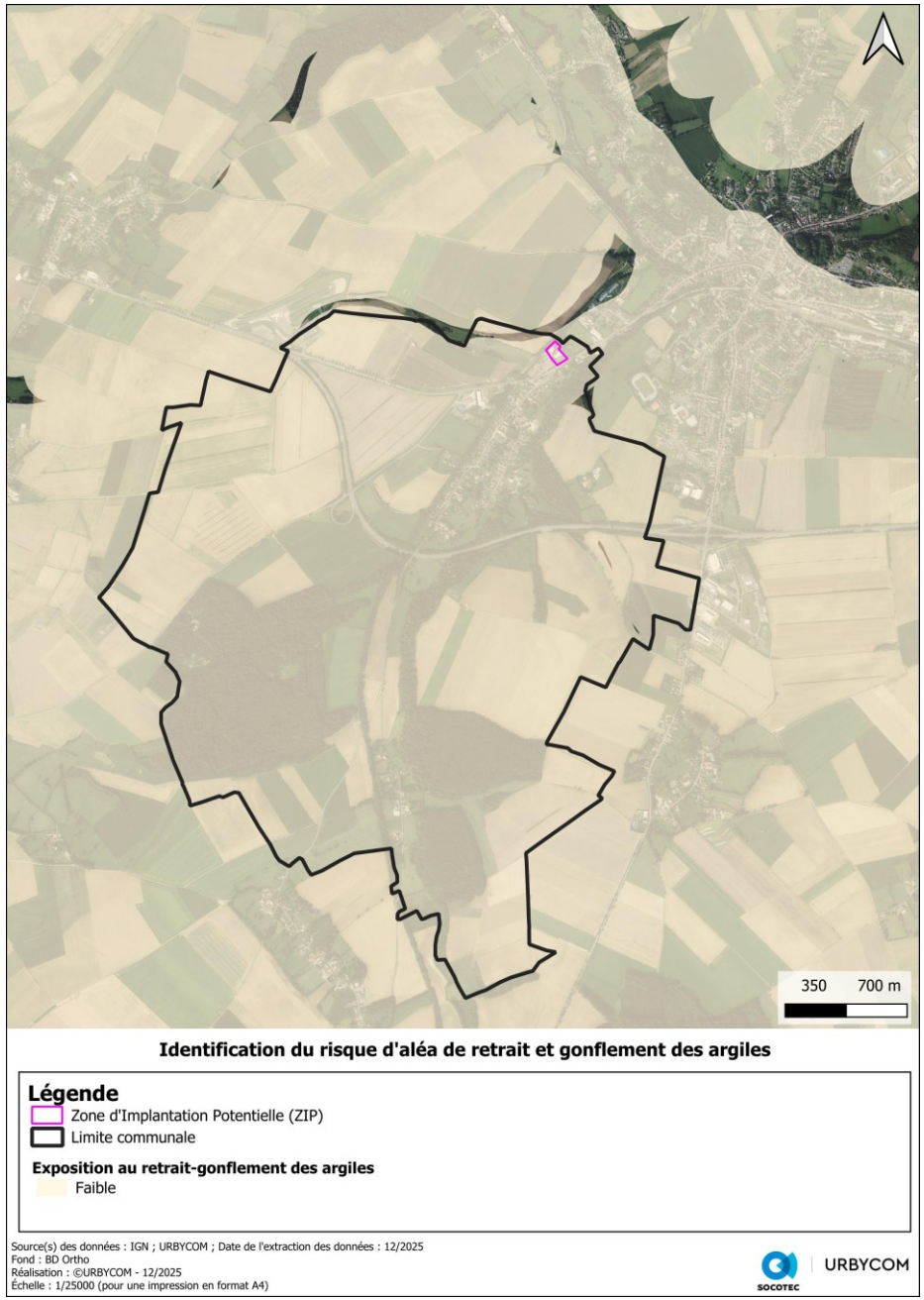
4.1.7.4 Mouvement de terrain

Les mouvements de terrain regroupent un ensemble de déplacements, plus ou moins brutaux, du sol ou du sous-sol. Les volumes en jeu peuvent aller de quelques mètres cubes à plusieurs millions de mètres cubes. Les déplacements peuvent être lents (quelques millimètres par an) à très rapides (quelques centaines de mètres par jour). Généralement, les mouvements de terrain mobilisant un volume important sont peu rapides. Ces phénomènes sont souvent très destructeurs, car les aménagements humains y sont très sensibles et les dommages aux biens sont considérables et souvent irréversibles. Il existe trois catégories de mouvement susceptibles d'impacter un territoire :

- les mouvements de terrain liés aux coulées de boue,
- liés au retrait/gonflement des argiles,
- ceux dus aux affaissements de terrain et aux cavités souterraines.

Ces phénomènes se déclinent en 5 typologies : glissements de terrain, érosions de berges, effondrements et affaissements, coulées de boue, chutes de blocs et éboulements. Un inventaire des mouvements de terrain du département de l'Oise a été réalisé en 2014 par le Bureau de Recherche Géologique et Minière (BRGM). Cette étude s'inscrit dans le cadre d'un programme pluriannuel commencé en 2001, visant à réaliser un bilan exhaustif des mouvements de terrain sur le territoire métropolitain.

La commune de Ramecourt n'est pas concernée par un PPR Mouvement de terrain et aucun mouvement de terrain n'y est recensé.



Carte 13 : Localisation des zones soumises au retrait et au gonflement des argiles

4.1.7.5 Cavités souterraines

Une cavité souterraine désigne en général un « trou » dans le sol, d'origine naturelle ou occasionné par l'homme. La dégradation de ces cavités par affaissement ou effondrement subite, peut mettre en danger les constructions et les habitants.

La base de données géo risques concernant les cavités souterraines (source : BRGM) recense 36 cavités souterraines sur le territoire du Grand Douaisis dont la majorité n'est pas caractérisée. Par ailleurs, certaines cavités ne sont pas localisées précisément pour des raisons confidentielles ou de manque de connaissance.

Une seule cavité souterraine est identifiée sur la commune de Ramecourt mais est localisée à distance du site d'étude.

4.1.7.6 Aléa minier

A l'arrêt de l'exploitation des mines souterraines, et en dépit des travaux de mise en sécurité, peuvent se produire plusieurs types de risques.
Il y a généralement des mouvements résiduels de terrain : effondrements localisés ou généralisés, affaissements. Les dommages peuvent être importants et affecter les bâtiments, la voirie ainsi que les réseaux notamment de gaz et d'eau.
Selon leur nature, les anciennes exploitations minières peuvent générer d'autres risques : pollution de l'eau, inondation par remontée des eaux en zones affaissées, explosions gazeuses (grisou), émissions de gaz asphyxiants, toxiques ou de radioactivité (uranium ou radon).

La commune n'est pas concernée par le risque minier.

4.1.7.7 Radon

Le radon est un gaz radioactif issu de la désintégration de l'uranium et du radium présents naturellement dans le sol et les roches. En se désintégrant, il forme des descendants solides, eux-mêmes radioactifs. Ces descendants peuvent se fixer sur les aérosols de l'air et, une fois inhalés, se déposer le long des voies respiratoires en provoquant leur irradiation. Dans des lieux confinés tels que les grottes, les mines souterraines mais aussi les bâtiments en général, et les habitations en particulier, il peut s'accumuler et atteindre des concentrations élevées atteignant parfois plusieurs milliers de Bq/m³ (becquerels par mètre-cube) (Source : IRSN).

La commune et la zone d'étude sont en potentiel de catégorie 1 d'exposition au radon (risque faible).

4.1.7.8 Risques sismiques

Un séisme ou tremblement de terre se traduit en surface par des vibrations du sol. Ce phénomène résulte de la libération brusque d'énergie accumulée par les contraintes exercées sur les roches.

La France dispose d'un nouveau zonage sismique réglementaire divisant le territoire national en cinq zones de sismicité croissante basées sur un découpage communal et sur la probabilité d'occurrence des séismes.

La zone 5, regroupant les îles antillaises, correspond au niveau d'aléa le plus élevé du territoire national.

La métropole et les autres DOM présentent quatre zones sismiques, de la zone 1 de très faible sismicité (Bassin aquitain, Bassin parisien,) à la zone 4 de sismicité moyenne (fossé rhénan, massifs alpin et pyrénéen).

Deux décrets du 22 octobre 2010 donnent les nouvelles dénominations de zones sismiques et de catégories de bâtiments et le nouveau découpage géographique des 5 zones sismiques :

- Le décret n°2010-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français, fixe le périmètre d'application de la réglementation parasismique applicable aux bâtiments.
- Le décret n°2010-1254 du 22 octobre 2010 relatif à la prévention du risque sismique, permet la classification des ouvrages et des bâtiments et de nommer et hiérarchiser les zones de sismicité du territoire.

Comme le montre le tableau suivant, les bâtiments de catégorie 3 et 4 qui pourraient être édifiés sur la commune ou agrandis, surélevés, transformés, devront respecter un certain nombre de règles de construction parasismiques selon une classification définie par l'arrêté du 22 octobre 2010 (NOR : DEVP1015475A), relatif à la classification et aux règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la classe dite « à risque normal ».

Les éléments non structuraux du bâti (cloisons, cheminées, faux-plafonds etc.) peuvent se révéler dangereux pour la sécurité des personnes, même sous un séisme d'intensité modérée. Pour limiter cette vulnérabilité, l'ajout ou le remplacement d'éléments non structuraux dans le bâtiment doit s'effectuer conformément aux prescriptions de l'Eurocode 8 partie 1 :

- Pour les bâtiments de catégories III et IV en zone de sismicité 2,
- Pour l'ensemble des bâtiments de catégories II, III et IV dans les zones 3, 4 et 5.

La commune de Ramecourt est située dans une zone de sismicité de niveau 2 (faible).

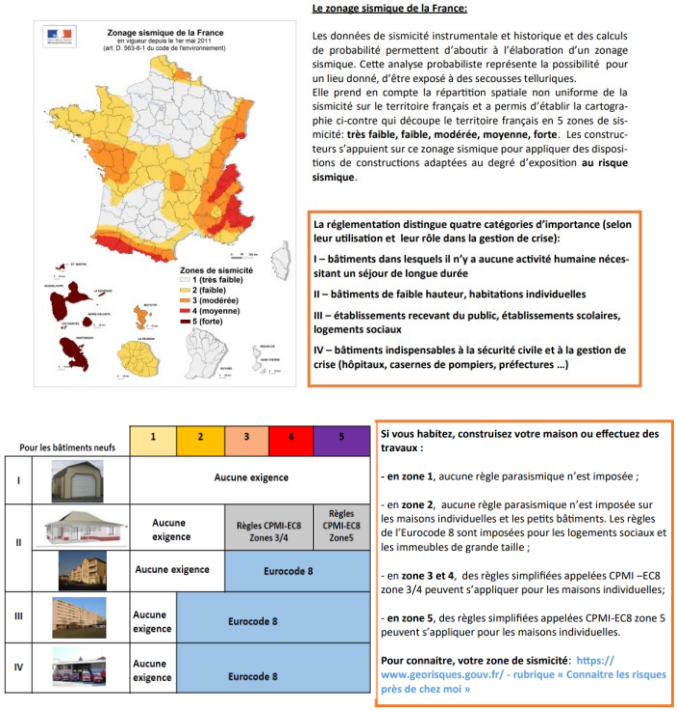


Figure 34 : Risque sismique – Source : Géorisques

Risques naturels

Commune soumise au risque d'inondation (Ternoise et ruisseau de Ramecourt).

Aucun TRI, AZI ou PPRI approuvé (PPR inondation par remontée de nappe prescrit le 28/12/2000 mais non approuvé).

Commune incluse au sein du PAPI Canche. Le site d'étude n'est pas concerné par les zones d'aléas du PAPI.

La zone d'étude est localisée sur un large secteur à aléa retrait-gonflement des argiles faible.

Le site d'étude est localisé dans une zone hétérogène sensible vis-à-vis du risque de remontée de nappe (risque de débordement de nappe et d'inondation de cave).

Aucun mouvement de terrain sur la commune et une seule cavité souterraine à distance du site.

La commune de Ramecourt est située dans une zone de sismicité de niveau 2 (faible) et dans une zone d'exposition au radon de catégorie 1 (faible).

Enjeu faible

4.2 Milieu naturel

4.2.1 Zonages écologiques

4.2.1.1 ZNIEFF

Une Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) se définit par l'identification d'un secteur du territoire particulièrement intéressant sur le plan écologique, où ont été identifiés des éléments rares, remarquables, protégés ou menacés du patrimoine naturel.

L'inventaire ZNIEFF commencé en 1982 par le secrétariat de la faune et de la flore du Muséum National d'Histoire Naturelle pour le ministère de l'Environnement permet d'identifier, de localiser et de décrire la plupart des sites d'intérêt patrimonial pour les espèces végétales, animales et les habitats.

On distingue deux types de ZNIEFF :

- Les **ZNIEFF de type I** correspondent à des **petits secteurs d'intérêt biologique remarquables par la présence d'espèces et de milieux rares**. Ces zones définissent des secteurs à haute valeur patrimoniale et abritent au moins une espèce ou un habitat remarquable, rare ou protégé, justifiant d'une valeur patrimoniale plus élevée que le milieu environnant,
- Les **ZNIEFF de type II**, de superficie plus importante, correspondent aux **grands ensembles écologiques ou paysagers et expriment une cohérence fonctionnelle globale**. Elles se distinguent de la moyenne du territoire régional par leur contenu patrimonial plus riche et leur degré d'artificialisation moindre. Ces zones peuvent inclure des ZNIEFF de type I.

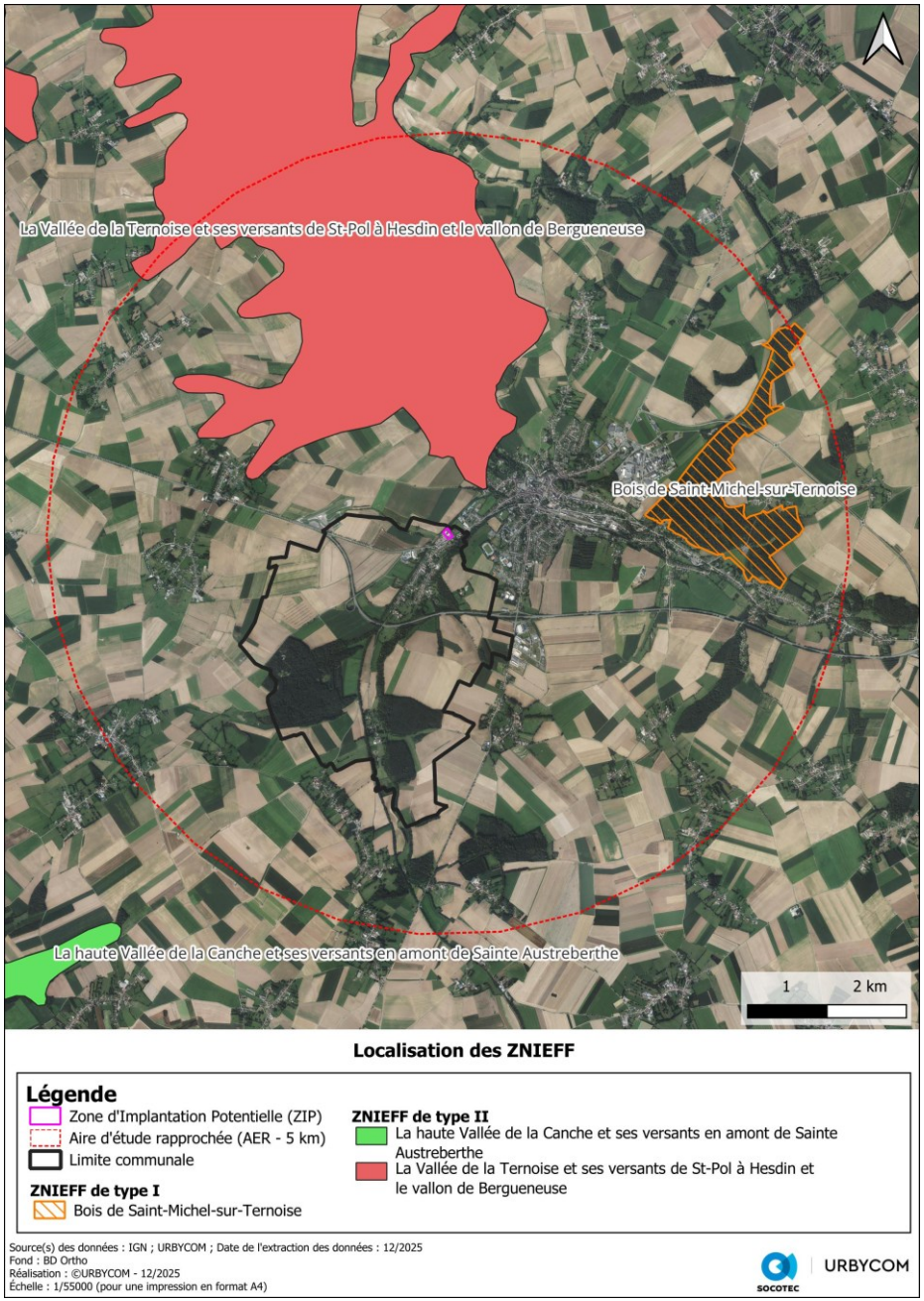
La présence d'une zone répertoriée à l'inventaire ZNIEFF, ne constitue pas en soi une protection réglementaire du terrain concerné, mais l'état s'est engagé à ce que tous les services publics prêtent une attention particulière au devenir de ces milieux. Il s'agit d'un outil d'évaluation de la valeur patrimoniale des sites servant de base à la protection des richesses. Cet inventaire est devenu aujourd'hui un des éléments majeurs de la politique de protection de la nature.

Il n'existe aucune ZNIEFF à proximité immédiate du site d'étude.

2 ZNIEFF sont situées dans l'aire d'étude rapprochée de 5 kilomètres du site d'étude.

La ZNIEFF la plus proche est localisée à 710 m de la ZIP. Il s'agit de la vallée de la Ternoise et ses versants de St-Pol à Hesdin et le vallon de Bergueneuse – ZNIEFF de type II n° 310007268.

Considérant la nature du site d'étude (aménagé, en activité au sein du tissu urbain) et de la distance, les potentialités d'accueil d'espèces d'intérêt patrimonial issues des ZNIEFF sont négligeables.



Carte 14 : Localisation des ZNIEFF dans l'aire d'étude rapprochée (5 km)

4.2.1.2

4.2.1.2 Zones NATURA 2000

La directive 92/43 du 21 mai 1992 dite « Directive Habitats » prévoit la création d'un réseau écologique européen, dénommé « Réseau Natura 2000 », et constitué de **Zones Spéciales de Conservation (ZSC)**, et de **Zones de Protection Spéciale (ZPS)**, classées respectivement au titre de la **Directive « Habitats-Faune-Flore »** et de la **Directive « Oiseaux »**.

Les ZPS sont désignées sur la base des Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux (ZICO), alors que les ZSC concernent les habitats naturels et les espèces animales et végétales d'intérêt communautaires (hors avifaune). Elles sont désignées sur la base des Sites d'Importance Communautaire (SIC) proposés par les États membres et adoptés par la Commission européenne.

Il n'existe aucune ZPS ou ZSC à proximité immédiate du site d'étude et une seule dans l'aire d'étude éloigné – 15 km.

Tableau 7 : Zone Natura 2000 dans un rayon de 30 km

Type	Code	Nom	Distance (km)
ZSC	FR3102001	Marais de la grenouillère (62)	14,9 km

Les zones Natura 2000 sont trop éloignées de la ZIP pour que des connexions écologiques notables existent avec le site d'étude. Aucune espèce d'intérêt majeur inscrites aux directives européennes n'est attendue sur site. Les enjeux relatifs aux zones Natura 2000 sont négligeables.



Carte 15 : Localisation des zones Natura 2000

4.2.1.3 Réserves Naturelles Régionales

Anciennement créée sous le nom de Réserve Naturelle Volontaire grâce à la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976, les Réserves Naturelles Régionales ont été reclassées à la suite de la loi relative à la démocratie de proximité du 27 février 2002. Avec les réserves naturelles régionales, les Régions disposent d'un outil réglementaire équivalent à ceux de l'État pour protéger des espaces naturels remarquables. Le **Conseil régional peut ainsi, de sa propre initiative ou à la demande des propriétaires concernés, classer comme réserve naturelle régionale les propriétés présentant un intérêt pour la faune, la flore, le patrimoine géologique ou paléontologique ou, d'une manière générale, pour la protection des milieux naturels**. Elles visent principalement à préserver des sites riches en biodiversité. À ce titre, elles constituent des pièces maîtresses dans les schémas régionaux de protection de la nature, et font partie des « réservoirs de biodiversité » de la trame verte et bleue nationale. Les réserves naturelles régionales sont des outils très proches des réserves naturelles nationales. Elles sont placées sous la responsabilité exclusive des Conseils régionaux, qui ont en charge leur création et leur gestion administrative (pour toute décision de classement, d'agrandissement ou pour des modifications réglementaires).

Les réserves naturelles régionales sont gérées prioritairement à des fins de conservation de la nature, selon une réglementation « sur mesure » et des modalités de gestion planifiées sur le long terme, validées et évaluées par des experts.

En janvier 2022, les 181 RNR couvrent au total 41 390 hectares.

Aucune Réserve Naturelle Régionale n'est recensée à proximité du site d'étude.

La plus proche est située à 14,9 km au nord-ouest. Il s'agit du Marais de la Grenouillère (RNR147). Aucune connexion n'existe entre la RNR la plus proche et la ZIP.

4.2.1.4 Réserves Naturelles Nationales

Une réserve naturelle nationale est un outil de protection à long terme d'espaces, d'espèces et d'objets géologiques rares ou caractéristiques, ainsi que de milieux naturels fonctionnels et représentatifs de la diversité biologique en France. Les sites sont gérés par un organisme local en concertation avec les acteurs du territoire. Ils sont soustraits à toute intervention artificielle susceptible de les dégrader mais peuvent faire l'objet de mesures de réhabilitation écologique ou de gestion en fonction des objectifs de conservation. En janvier 2023, le réseau des réserves naturelles compte 169 réserves naturelles nationales sur une superficie totale de 171 070 268 hectares réparties sur l'ensemble du territoire français métropolitain (178 000 hectares) et en outre-mer (67 500 000 hectares). **Les RNN sont situées à distance de la ZIP.**

4.2.1.5 Réserves biologiques

Dans chaque forêt gérée par l'Office national des forêts (ONF), les forestiers concilient protection de la biodiversité, production de bois, accueil du public et prévention des risques naturels. C'est ce qu'ils appellent : "la gestion multifonctionnelle" des forêts publiques.

Dans certains cas, la richesse naturelle très élevée d'un site justifie le besoin d'une protection réglementaire renforcée et d'une gestion spécifique. C'est là que peut intervenir la création de réserves biologiques.

Spécifique aux forêts publiques, le statut de réserve biologique existe depuis les années 1950. A début novembre 2021, le réseau national comptait 246 réserves, couvrant plus de 54 000 hectares dans les forêts de métropole.

Les réserves biologiques sont un statut de **protection spécifique aux espaces relevant du régime forestier**. C'est-à-dire, les forêts de l'État (domaniales), les forêts des collectivités ou d'établissements publics (communes, départements, Conservatoire du littoral…). Ces réserves sont créées par arrêté conjoint des ministères de l'Agriculture et de l'Écologie. Les plus anciennes réserves biologiques datent des années 1950.

Aucune réserve biologique n'est présente à proximité de la ZIP ou dans son aire d'étude éloignée.

4.2.1.6 Les Parcs Naturels Régionaux (PNR)

Un PNR est un **territoire rural habité présentant un patrimoine naturel, paysager et culturel remarquable** qu'il est souhaitable de préserver. Au sein de ce dernier, les collectivités s'organisent pour élaborer et mettre en place un projet local de développement durable, fondé sur la préservation et la valorisation de ce patrimoine. Les missions des PNR sont cadrées par l'article R 333-1 du Code de l'environnement.

Il y a aujourd'hui 56 Parcs naturels régionaux en France, qui représentent 16,5 % du territoire français, plus de 4700 communes, plus de 9 millions d'hectares et plus de 4,4 millions d'habitants.

La commune est située à distance des PNR de la région. Le plus proche est le PNR Baie de Somme Picardie Maritime à plus de 20 km.

4.2.1.7 Arrêtés de Protection de Biotope

Les arrêtés de protection de biotope (APB ou APPB) sont des actes administratifs pris en vue de préserver les habitats des espèces protégées, l'équilibre biologique ou la fonctionnalité des milieux.

Aucun APB n'est recensé à proximité de la ZIP. Le plus proche est situé à environ 35 kilomètres au nord-est et se nomme « Terril de Pinchonvalles » FR3800093.

4.2.1.8 Site RAMSAR

Un site Ramsar est la désignation d'une « zone humide d'importance internationale » inscrite sur la liste établie par la Convention de Ramsar par un État partie. Un site Ramsar doit répondre à un ensemble de critères, tels que la présence d'espèces vulnérables de poissons et d'oiseaux d'eau.

L'inscription d'un site Ramsar n'impose pas de protection réglementaire particulière, celui-ci devant être préalablement protégé selon la législation nationale. Ainsi, un site Ramsar correspond à une **reconnaissance internationale de l'importance de la zone humide désignée. En outre, cette désignation peut se superposer à un site du réseau Natura 2000,** un site inscrit sur la liste du patrimoine mondial ou bien sur une zone appartenant à une réserve de biosphère de l'Unesco.

Le périmètre d'étude n'est pas situé à proximité immédiate d'un site RAMSAR – les plus proches sont présents à plus de 39 km.

4.2.1.9 ZICO

Créé en 1989 par l'Union Européenne, le répertoire ZICO vise à établir une liste de sites important pour les oiseaux. Pour cela, les sites doivent remplir les conditions suivantes :

- Pouvoir être l'habitat d'une population d'une espèce reconnue internationalement comme étant en danger d'extinction,
- Être l'habitat d'un grand nombre ou d'une forte concentration d'oiseaux migrateurs, d'oiseaux côtiers ou d'oiseaux de mer,
- Être l'habitat d'un grand nombre d'espèces au biotope restreint.

Ces critères doivent être chiffrés en nombre de couples pour les oiseaux nicheurs et en nombre d'individus pour les oiseaux migrateurs et hivernants.

Ces Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux avaient pour but, en France, de servir de base à l'inventaire des Zones de Protection Spéciale (ZPS) du réseau Natura 2000.

Aucune ZICO n'est recensée à proximité de la ZIP. La plus proche est la ZICO MARAIS ARRIERES LITTORAUX PICARDS localisée à plus de 38 km à l'ouest du site.

4.2.1.10 Sites d'Importance Communautaire

Un site d'importance communautaire, appelé aussi site d'intérêt communautaire (SIC), est un site Natura 20002 désigné au titre de la directive habitats (92/43/CEE)3 visant à maintenir ou à rétablir le bon état de conservation de certains habitats et espèces (animales et végétales), considérés comme menacés, vulnérables ou rares dans la ou les régions biogéographiques concernées.

Aucun SIC n'est recensé à proximité de la ZIP. La SIC la plus proche est le Marais de la Grenouillère à 14,9 km au nord-ouest (il s'agit également d'une RNR et d'une ZSC).

4.2.1.11 Espaces Naturels Sensibles (ENS)

Institués par la loi du 31 décembre 1976, les ENS sont régies par le Code de l'Urbanisme. L'Espace Naturel Sensible (ENS) est un site naturel qui présente un fort intérêt biologique et paysager.

Il est fragile et souvent menacé et de ce fait doit être préservé : « *Afin de préserver la qualité des sites, des paysages, des milieux naturels et des champs naturels d'expansion des crues et d'assurer la sauvegarde des habitats naturels selon les principes posés à l'article L.110, le département est compétent pour élaborer et mettre en œuvre une politique de protection, de gestion et d'ouverture au public des espaces naturels sensibles, boisés ou non. (...)* ».

Aucun ENS n'est présent sur la commune de Ramecourt. Le plus proche est l'ENS Bois Louis Et D'epenin FR4701401 à 14 km au nord-est de la ZIP.

4.2.2 Schéma Régional de Cohérence Ecologique

La Trame verte et bleue est une mesure phare du Grenelle Environnement qui porte **l'ambition d'enrayer le déclin de la biodiversité** au travers de la **préservation et de la restauration des continuités écologiques**. C'est un outil d'aménagement durable du territoire qui vise à (re)constituer un réseau écologique cohérent, à l'échelle du territoire national, pour permettre aux espèces animales et végétales, de circuler, de s'alimenter, de se reproduire, de se reposer... En d'autres termes, d'assurer leur survie, et permettre aux écosystèmes de continuer à rendre à l'Homme leurs services.

En complément des outils essentiellement fondés sur la connaissance et la protection d'espèces et d'espaces remarquables encadrés par la **stratégie nationale de**

biodiversité 2011-2020, la Trame verte et bleue permet de franchir un nouveau pas en prenant en compte le fonctionnement écologique des espaces et des espèces dans l'aménagement du territoire et en s'appuyant sur la biodiversité ordinaire. Elle consiste en un réseau formé de continuités écologiques terrestres et aquatiques existants ou à recréer. Le SRCE présente ainsi trois types de données :

- **Les réservoirs de biodiversité** : zones vitales riches en biodiversité où les espèces peuvent réaliser tout ou partie de leur cycle de vie. Ils comprennent tout ou partie des espaces protégés et les espaces naturels importants pour la préservation de la biodiversité (article L. 371-1 II et R. 371-19 II du code de l'environnement).
- **Les corridors écologiques** : ils assurent des connexions entre des réservoirs de biodiversité, offrant aux espèces des conditions favorables à leur déplacement et à l'accomplissement de leur cycle de vie. Les corridors écologiques peuvent être linéaires, discontinus ou paysagers.
- **Les « espaces à renaturer »** qui correspondent à des espaces actuellement peu favorables à la faune et la flore locale. Il s'agit d'intégrer des éléments naturels à ces espaces en maintenant les activités humaines existantes, en s'appuyant notamment sur des projets volontaires pour faire revenir certaines espèces.

Objectif de la trame verte et bleue :

Le maillage de ces différents espaces, dans une logique de conservation dynamique de la biodiversité, constituera à terme, la Trame verte et bleue dont les objectifs sont de :

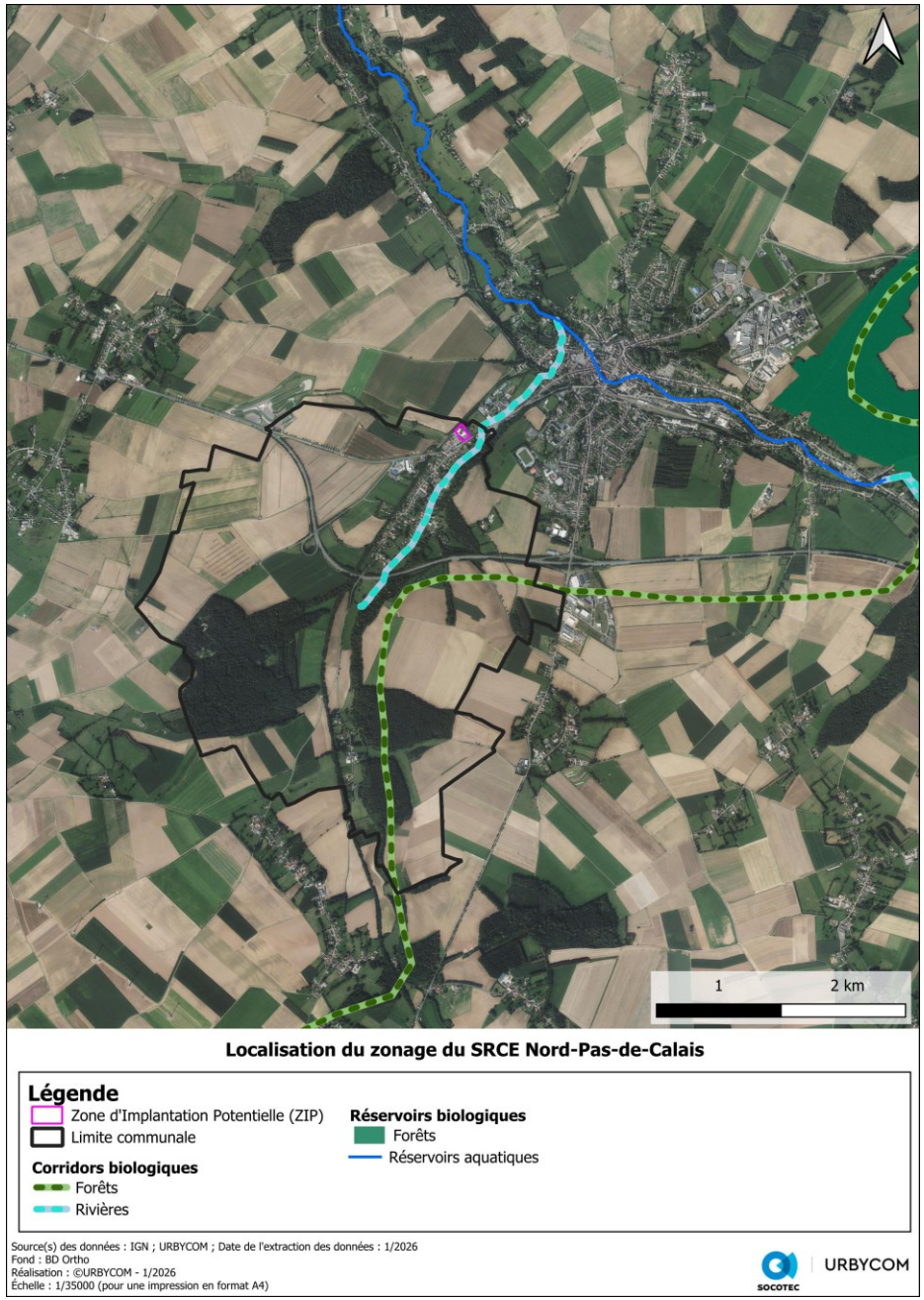
- Diminuer la fragmentation et la vulnérabilité des habitats naturels et habitats d'espèces ;
- Identifier et relier les espaces importants pour la préservation de la biodiversité par des corridors écologiques ;
- Atteindre ou conserver le bon état écologique ou le bon potentiel des eaux de surface ;
- Prendre en compte la biologie des espèces migratrices ;
- Faciliter les échanges génétiques nécessaires à la survie des espèces de la faune et de la flore sauvage ;
- Améliorer la qualité et la diversité des paysages ;
- Permettre le déplacement des aires de répartition des espèces sauvages et des habitats naturels dans le contexte du changement climatique.

À la suite de la loi de programmation du 3 août 2009, dite « loi Grenelle 1 », qui fixe l'objectif de constituer d'ici 2012 une trame verte et bleue nationale, la loi du 12 juillet 2010, portant engagement national pour l'environnement dite « loi Grenelle 2 » précise ce projet au travers un ensemble de mesures destinées à préserver la diversité du vivant.

Elle dispose que dans chaque région, un **Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE)** doit être élaboré conjointement par l'Etat et le Conseil Régional. Elle prévoit par ailleurs l'élaboration d'orientations nationales pour la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques, qui doivent être prises en compte par les SRCE pour assurer une cohérence nationale à la trame verte et bleue.

Le SRCE doit identifier, maintenir et remettre en bon état les réservoirs de biodiversité qui concentrent l'essentiel du patrimoine naturel de la région, ainsi que les corridors écologiques qui sont indispensables à la survie et au développement de la biodiversité.

La commune de Ramecourt est concernée par le SRCE Nord-Pas-de-Calais. Le site d'étude n'est concerné par aucun élément du SRCE. Il est néanmoins proche du corridor rivière relatif au ruisseau de Ramecourt.



Carte 16 : Identification du zonage du SRCE Nord-Pas-de-Calais

4.2.3 Le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires

En France, le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) est un schéma régional de planification qui fusionne plusieurs documents sectoriels ou schémas existants : schéma régional d'aménagement et de développement durable du territoire (SRADDT), plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD), schéma régional de l'intermodalité (SRI), schéma régional climat air énergie (SRCAE) et le schéma régional de cohérence écologique (SRCE). Le SRADDET - qui remplace le SRADDT, créé en 1995 et modifié en 1999 - a été institué par la loi NOTRe dans le contexte de la mise en place des nouvelles Régions (en 2016).

Le SRADDET en tant que document d'aménagement du territoire - contrairement aux documents d'urbanisme - ne détermine pas de règles d'affectation et d'utilisation des sols ; c'est un document stratégique, prospectif et intégrateur, qui est cependant opposable à certains niveaux de collectivité (« sa portée juridique se traduit par la prise en compte de ses objectifs et par la compatibilité aux règles de son fascicule ; les schémas de cohérence territoriale (SCOT) et, à défaut, des plans locaux d'urbanisme (PLU), des cartes communales ou des documents en tenant lieu, ainsi que des plans de déplacements urbain (PDU), des plans climat-air-énergie territoriaux (PCAET) et des chartes des parcs naturels régionaux (PNR), doivent prendre en compte les objectifs du SRADDET et être compatibles avec les règles de son fascicule »).

Lors de la séance plénière du 30 juin 2020, la Région Hauts-de-France a adopté son projet de Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET). Il est le fruit d'un grand travail de concertation avec les acteurs régionaux de l'aménagement du territoire et les territoires des Hauts-de-France. Le SRADDET recense les réservoirs de la trame verte et bleue, les continuités écologiques d'importance nationale et les corridors biologiques.

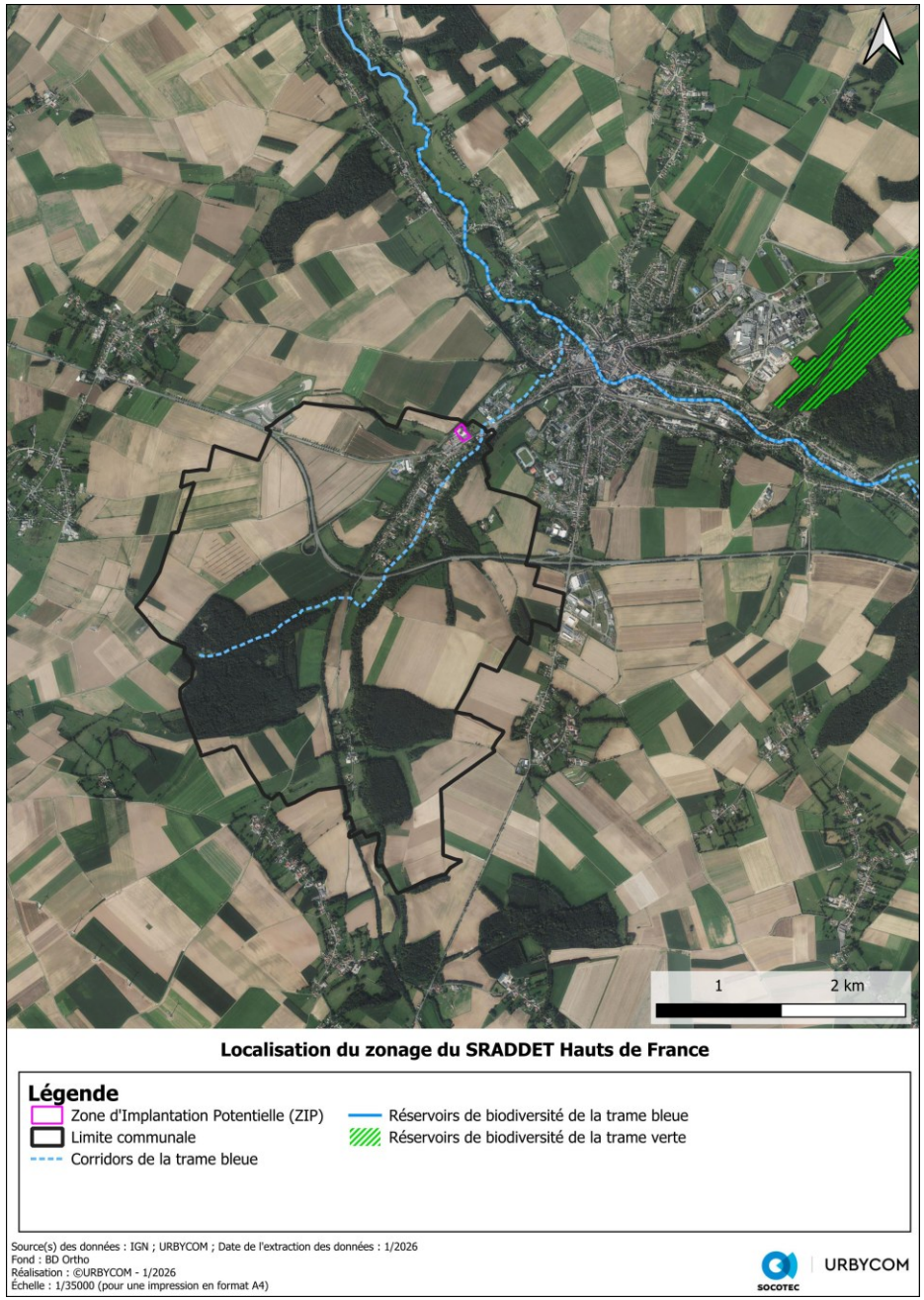
La ZIP est intégrée dans le SRADDET Hauts de France mais n'est concernée par aucun éléments de zonage.

Zonages écologiques

Absence de zonages écologiques réglementaires ou d'intérêt sur le site d'étude.

Aucun élément du SRCE ou du SRADDET ne concerne la ZIP.

Enjeu négligeable



Carte 17 : Enjeux écologiques du SRADDET Hauts de France

4.2.4 Occupations des sols

4.2.4.1 A l'échelle de la commune

L'occupation des sols de la commune, telle qu'elle ressort de la base de données européenne d'occupation biophysique des sols Corine Land Cover (CLC), est marquée par l'importance des territoires agricoles (70,6 % en 2018), en diminution par rapport à 1990 (71,7 %). La répartition détaillée en 2018 est la suivante : terres arables (68,1 %), forêts (24 %), zones urbanisées (3,3 %), prairies (2,5 %), zones industrielles ou commerciales et réseaux de communication (2,2 %).

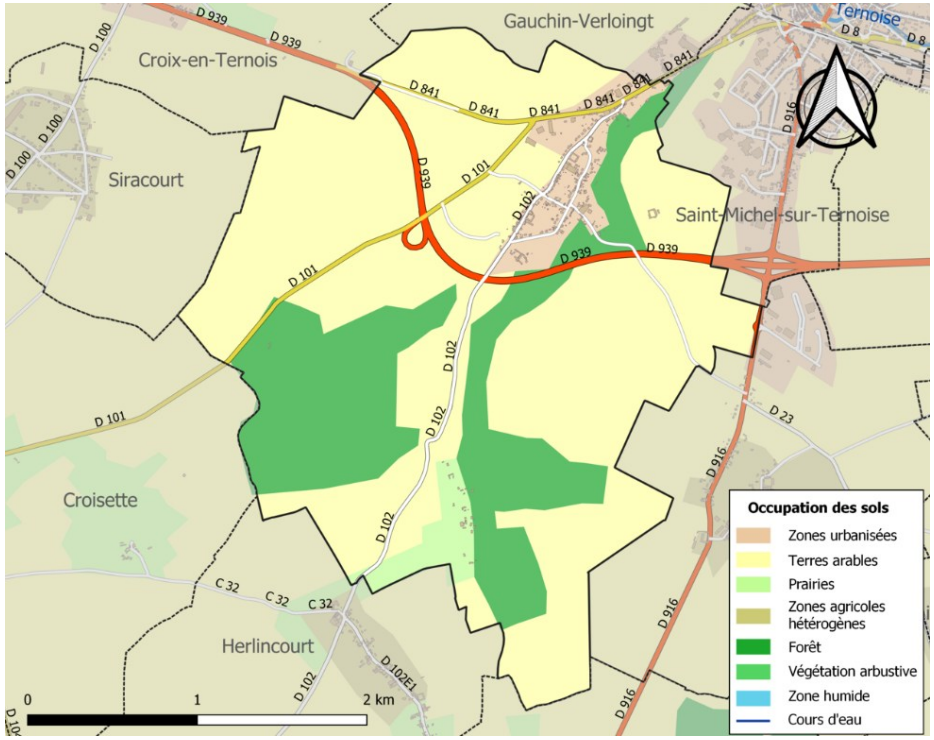


Figure 35 : Occupation des sols sur la commune selon CLC

La commune est largement dominée par les terres agricoles de monocultures. Des forêts sont également bien présentes sur le territoire communal.

4.2.4.2 A l'échelle de la ZIP

Le site d'étude est localisé au sein du tissu bâti urbain de la commune de Ramecourt, le long de la départementale (axe principal de la commune) permettant de relier cette commune peu peuplée à Saint-Pol-sur-Ternoise.

Des espaces prairiaux, des jardins, des monocultures et massifs arborés sont observés autour du site.

Il est artificialisé, aménagé et est en activité : site Unéal, magasin Gamm vert et zone de stationnement. Les rares espaces verts du site sont composés d'une pelouse rase semée sur des anthroposols – site surélevé par rapport à la voirie.

Le site présente donc un enjeu écologique négligeable à faible. De la biodiversité pouvant être retrouvée en fond de la parcelle au sein d'un massif linéaire arboré et arbustif.

Occupation des sols et biodiversité du site

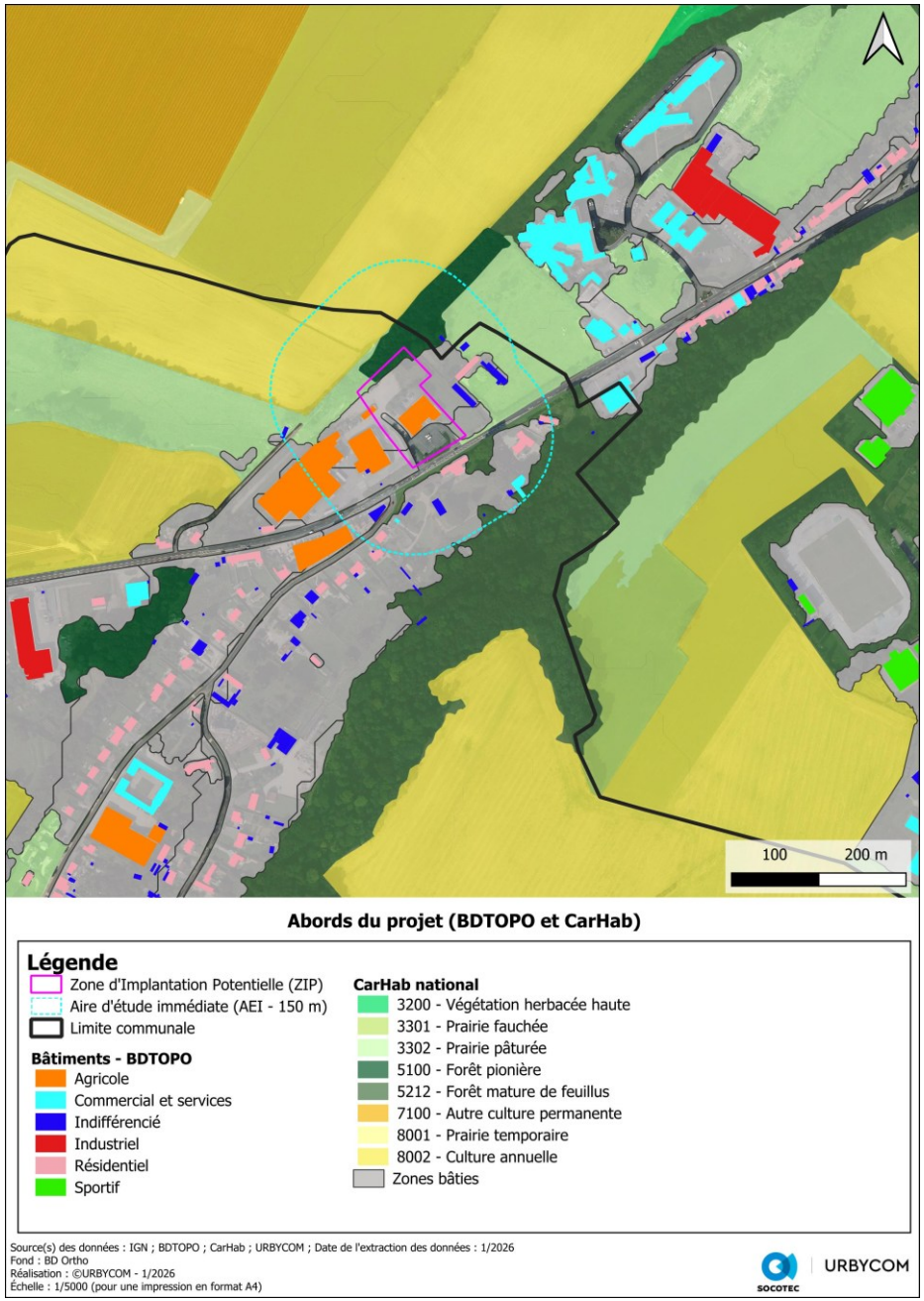
Le site d'étude est localisé au sein du tissu bâti urbain de la commune de Ramecourt, le long de la départementale (axe principal de la commune) permettant de relier cette commune peu peuplée à Saint-Pol-sur-Ternoise.

Des espaces prairiaux, des jardins, des monocultures et massifs arborés sont observés autour du site.

Il est artificialisé, aménagé et est en activité : site Unéal, magasin Gamm vert et zone de stationnement. Les rares espaces verts du site sont composés d'une pelouse rase semée sur des anthroposols – site surélevé par rapport à la voirie.

Le site présente donc un enjeu écologique négligeable à faible. De la biodiversité pouvant être retrouvée en fond de la parcelle au sein d'un massif linéaire arboré et arbustif.

Enjeu négligeable à faible



Carte 18 : Occupation du sol des abords du site – Source : BDTOPO et ARCH

4.3 Milieu humain

Source : données INSEE 2022, dossier complet commune de Ramecourt paru le 06/11/2025.

4.3.1 Évolution démographique

La commune de Ramecourt possède une population de 351 habitants selon les données INSEE en 2022. La densité moyenne est élevée, elle est de 43,4 hab/km².

Nous observons une augmentation globale de la population communale depuis 1968, avec néanmoins plusieurs diminutions entre 1975 et 1982, 1999 et 2011 et 2016 et 2022.

Population et densité	1968(*)	1975(*)	1982	1990	1999	2006	2011	2016	2022
Population	303	313	298	324	341	331	313	374	351
Densité moyenne (hab/km²)	37,5	38,7	36,8	40,0	42,2	40,9	38,7	46,2	43,4

Figure 36 : Population en historique depuis 1968 – Source : INSEE

4.3.1.1 Variation de population

Solde naturel : différence entre le nombre de naissance et le nombre de décès

Solde migratoire : différence entre les arrivées et les départs de la commune

Le solde migratoire est le principal artisan de la croissance démographique : la population augmente quand la commune accueille de nouveaux habitants.

Les jeunes ménages sont les moteurs du renouvellement démographique par le solde naturel. Il peut également y avoir un renouvellement régulier de la population si le solde naturel reste positif.

La décroissance de la population communale sur ces périodes s'explique par un solde migratoire négatif.

Le solde naturel reste quant à lui toujours très proche de 0.

Notons que depuis 1968, le taux de natalité et le taux de mortalité se sont inversés. En 1968, le taux de natalité était de 14,9 et celui de mortalité de 11,2. Il y avait donc plus de naissances que de décès. En 2022, le taux de natalité n'est que de 5 % et le taux de mortalité est resté relativement stable a 10,5%. Il y a donc plus de décès que de naissances sur la commune.

Indicateurs démographiques	1968 à 1975	1975 à 1982	1982 à 1990	1990 à 1999	1999 à 2006	2006 à 2011	2011 à 2016	2016 à 2022
Variation annuelle moyenne de la population en %	**0,5**	**-0,7**	**1,1**	**0,6**	**-0,4**	**-1,1**	**3,6**	**-1,1**
due au solde naturel en %	0,4	-0,1	0,3	0,1	0,4	-0,2	0,4	-0,5
due au solde apparent des entrées sorties en %	0,1	-0,6	0,8	0,4	-0,8	-0,9	3,2	-0,5
Taux de natalité (‰)	**14,9**	**11,6**	**14,5**	**11,0**	**11,0**	**6,8**	**11,9**	**5,0**
Taux de mortalité (‰)	**11,2**	**13,0**	**11,7**	**9,7**	**6,8**	**8,6**	**7,7**	**10,5**

Figure 37 : Solde naturel et migratoire – Source : INSEE

4.3.1.2 La structure par âge

L'analyse de la structure des âges affiche une tendance sur l'augmentation du nombre de 60 à 74 ans et de 75 ans ou + entre 2011 et 2022. A l'inverse, les classes d'âges plus jeunes ont tendance à voir leur % diminuer.

Le vieillissement de la population est donc exprimé dans la commune et se traduit par une diminution du ratio « moins de 15 ans / plus de 60 ans ».

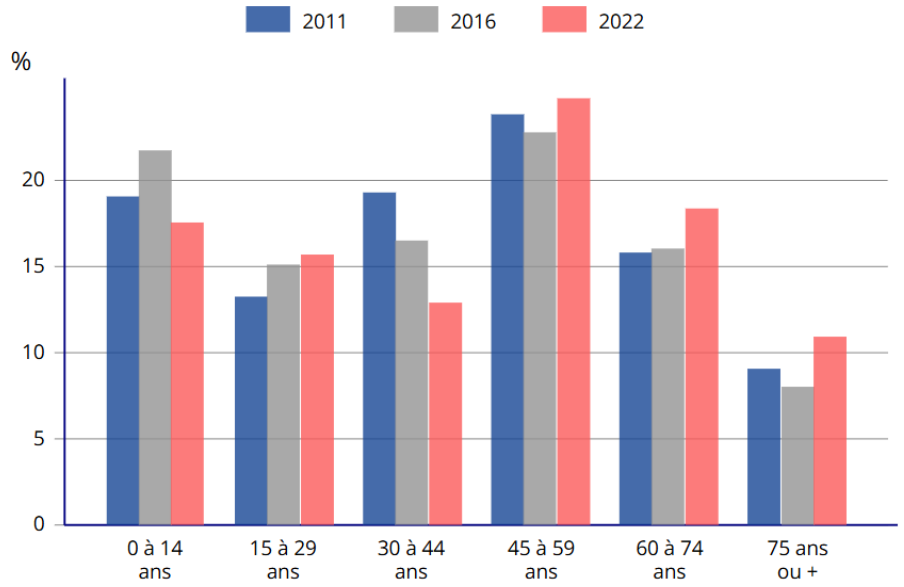


Figure 38 : Population par grandes tranches d'âges – Source : INSEE

4.3.1.3 Ménages

Depuis 1968, le nombre moyen d'occupants par résidence principale diminue. Ce phénomène s'appelle le desserrement des ménages (vieillissement de la population, éclatement des structures familiales traditionnelles, augmentation du nombre de célibataires etc.).

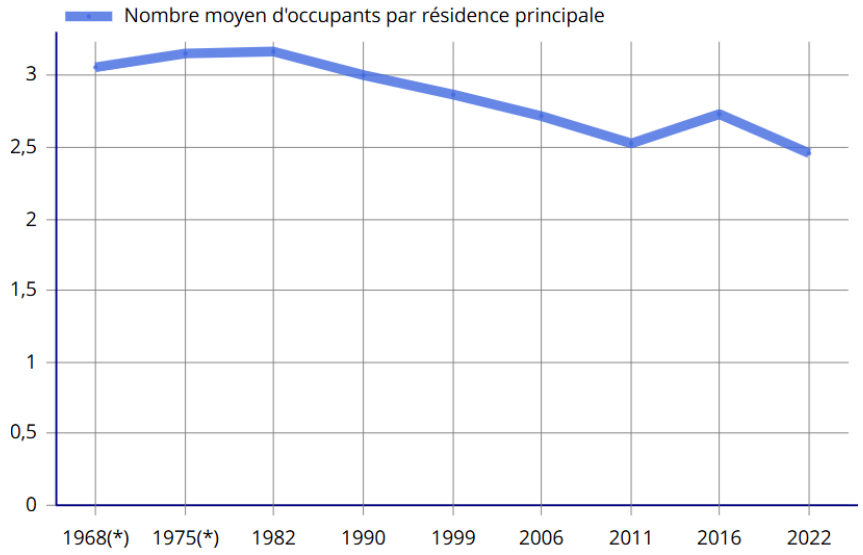


Figure 39 : Evolution de la taille des ménages depuis 1968 – Source : INSEE

4.3.2 Logements

Le parc de logements enregistre une progression constante depuis 1968 qui profite aux résidences principales.

La part des logements vacants est également en augmentation depuis 1968.

Catégorie de logement	1968(*)	1975(*)	1982	1990	1999	2006	2011	2016	2022
Ensemble	**102**	**110**	**107**	**118**	**129**	**131**	**135**	**149**	**157**
Résidences principales	99	99	94	108	119	122	124	137	143
Résidences secondaires et logements occasionnels	0	5	7	4	4	2	2	4	4
Logements vacants	3	6	6	6	6	7	9	8	10

Figure 40 : Évolution du nombre de logements par catégorie en historique depuis 1968 – Source : INSEE

La fluctuation de logements vacants sur la commune est un indicateur de l'offre immobilière existante. On considère qu'un taux situé aux alentours de 6 % de logements vacants permet d'assurer une bonne rotation de la population au sein du parc sauf si celui-ci comporte un trop grand nombre de logements vétustes.

Le taux de logements vacants de 6,6 % en 2022 est suffisant pour permettre de répondre à la demande communale et assurer la rotation de la population.

Catégorie de logement	2011	2016	2022
Résidences principales	91,7	91,9	90,8
Résidences secondaires et logements occasionnels	1,5	2,7	2,6
Logements vacants	6,8	5,4	6,6

Figure 41 : % des catégories de logements – Source : INSEE

4.3.3 Analyse socio-économique

4.3.3.1 La population active

Définition : La population active correspond à la population des plus de 15 ans ayant un emploi, à la recherche d'un emploi ou aux militaires du contingent.

Le nombre d'actifs sur la commune a augmenté entre 2011 et 2022 (73,4 % contre 75,6 %). Les inactifs eux ont vu leur pourcentage diminuer (26,6 % contre 24,4 %).

La population active ayant un emploi de 15 à 64 ans sur la commune de Ramecourt reste assez faible puisqu'elle est de 70,3 %.

Type d'activité	2011	2016	2022
Ensemble	**200**	**224**	**207**
Actifs en %	**73,4**	**78,6**	**75,6**
Actifs ayant un emploi en %	69,8	69,4	70,3
Chômeurs en %	3,5	9,2	5,3
Inactifs en %	**26,6**	**21,4**	**24,4**
Élèves, étudiants et stagiaires non rémunérés en %	10,1	9,7	9,7
Retraités ou préretraités en %	12,6	7,1	7,6
Autres inactifs en %	4,0	4,6	7,2

Figure 42 : Population de 15 à 64 ans par type d'activité – Source : INSEE

4.3.3.2 Déplacement domicile-travail

La migration pendulaire, ou migration alternante ou commuting représente les allers-retours quotidiens des gens entre leur travail et leur domicile, à des heures régulières (généralement le matin et le soir).

92,5 % des habitants de Ramecourt travaillent dans une autre commune que la commune de résidence. Cela se traduit par un % élevé d'actifs qui utilisent soit la voiture, le camion ou la fourgonnette pour se rendre au travail : 89,8 %.

Zone du lieu de travail	2011	%	2016	%	2022	%
Ensemble	**141**	**100**	**158**	**100**	**147**	**100**
Travaillent dans la commune de résidence	24	17,1	19	12,2	11	7,5
Travaillent dans une commune autre que la commune de résidence	117	82,9	138	87,8	136	92,5

Figure 43 : Lieu de travail des actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi qui résident dans la zone – Source : INSEE

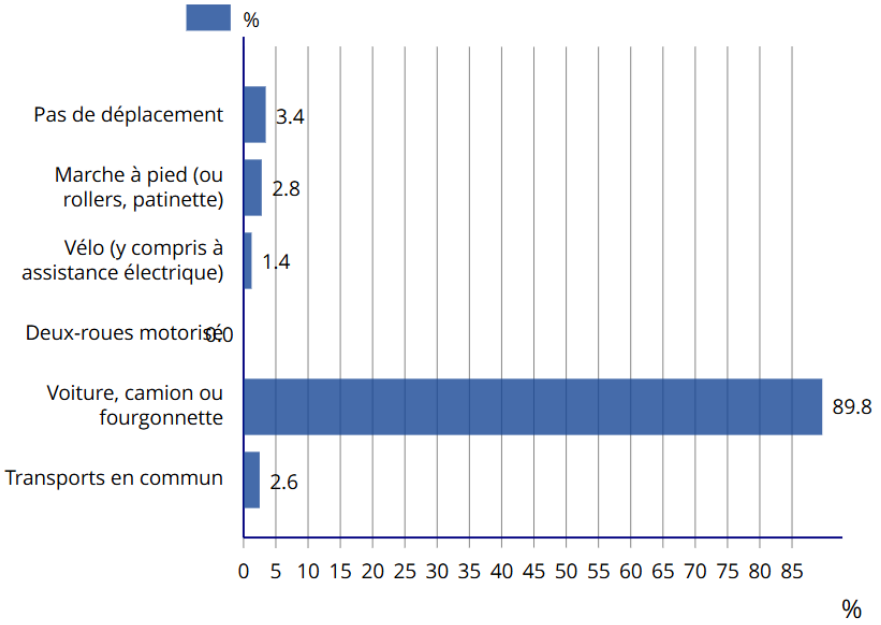


Figure 44 : Moyen de transport pour se rendre au travail en 2022 – Source : INSEE

4.3.4 Les équipements et services

Les équipements, commerces et services peuvent être répartis en trois gammes.

- La **gamme de proximité** réunit les plus courants, tels que l'école primaire, la boulangerie ou le médecin généraliste.
- La **gamme intermédiaire** regroupe des équipements moins fréquents, comme le collège, le supermarché ou le laboratoire d'analyses médicales.
- Enfin, la **gamme supérieure** est plutôt l'apanage des pôles urbains où l'on trouve, par exemple, le lycée, l'hypermarché ou l'hôpital. Les équipements les plus rares se trouvent généralement dans les communes les plus importantes en termes d'habitants.

Il n'y a pas de pôle d'équipement supérieur ou intermédiaire à Ramecourt. La commune profite de l'ensemble des équipements de Saint-Pol-sur-Ternoise, sa commune voisine.

Aucun équipement sportif ou de santé n'est observé sur le territoire communal.

La commune présente une mairie, une école primaire, une chambre d'hôtes, une caserne de pompiers, ainsi qu'un espace événementiel et une agence d'intérim.

Quelques sociétés sont également implantées sur la commune, telles que des garages automobiles, une société de transport routier et deux magasins de bricolage.

4.3.5 L'activité commerciale

L'offre commerciale est concentrée sur la commune de Saint-Pol-sur-Ternoise.

La commune de Ramecourt possède le magasin Gamm vert et le magasin BigMat.

Population, équipements et commerces

Nous observons une augmentation globale de la population communale depuis 2006.

Le vieillissement de la population est exprimé dans la commune et se traduit par une diminution du ratio « moins de 15 ans / plus de 60 ans ».

Desserrement des ménages.

Augmentation des logements sur la commune depuis 1968.

Le nombre d'actifs sur la commune a augmenté entre 2011 et 2022. Les inactifs eux ont vu leur pourcentage diminuer.

Ramecourt est une commune peu pourvue en équipements, services et activités de proximité mais profite de sa proximité avec Saint-Pol-sur-Ternoise (commune limitrophe).

La commune de Ramecourt ne possède pas de commerces mais quelques sociétés, garages et deux magasins de bricolage.

Enjeu faible

4.3.6 Gestion des déchets

La communauté de Communes du Ternois assure le service de collecte tri et traitement des déchets ménagers des communes de son territoire, dont Ramecourt.

La commune de Ramecourt est rattachée à la déchèterie de Saint-Pol-sur-Ternoise.

4.3.7 Assainissement

Il y a 3 services publics d'eau et d'assainissement dont la commune est adhérente en 2022. Les services assurent diverses missions pour les compétences Eau potable, Assainissement collectif et Assainissement non collectif.

La commune de Ramecourt assure le service eau potable. La Communauté de Communes du Ternois assure l'assainissement collectif et non collectif.

La commune de Ramecourt ne dispose pas d'une station de traitement des eaux usées, elle dépend de celle de Saint-Pol-sur-Ternoise de capacité nominale de 9 000 EH en 2023 mais avec une charge maximale en entrée de 6 017 EH.

4.3.8 Santé, risques et pollutions

Source : Géorisques, ATMO et PLU de Ramecourt consultés le 06 janvier 2026

4.3.8.1 Plan de Prévention des Risques Technologiques

La loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages prévoit l'élaboration de plans de prévention des risques technologiques (PPRT) dans une démarche de concertation locale.

Les PPRT permettent d'agir sur les coexistences entre les sites à haut risque et leur environnement, en résorbant les situations difficiles héritées du passé et en limitant l'urbanisation future.

Le PPRT s'élabore en association avec les acteurs locaux et en concertation avec le public. Pour chaque PPRT, un arrêté de prescription définit ces modalités d'élaboration, de concertation ainsi que le périmètre géographique concerné.

La commune de Ramecourt n'est concernée par aucun PPRT.

4.3.8.2 Installations classées pour la Protection de l'Environnement

Les installations industrielles ayant des effets sur l'environnement sont réglementées sous l'appellation Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE). L'exploitation de ces installations est soumise à autorisation de l'État.

Aucune ICPE soumise à Enregistrement ou Autorisation n'est recensée sur la commune par le site géorisques.

Néanmoins, on observe une installation classée « autres régimes » sur la ZIP qui correspond au site Unéal et une installation non ICPE qui correspond au garage Lefebvre au 548 rue d'Hesdin.

Les ICPE de la commune de Saint-Pol-sur-Ternoise sont localisées à distance de la ZIP.

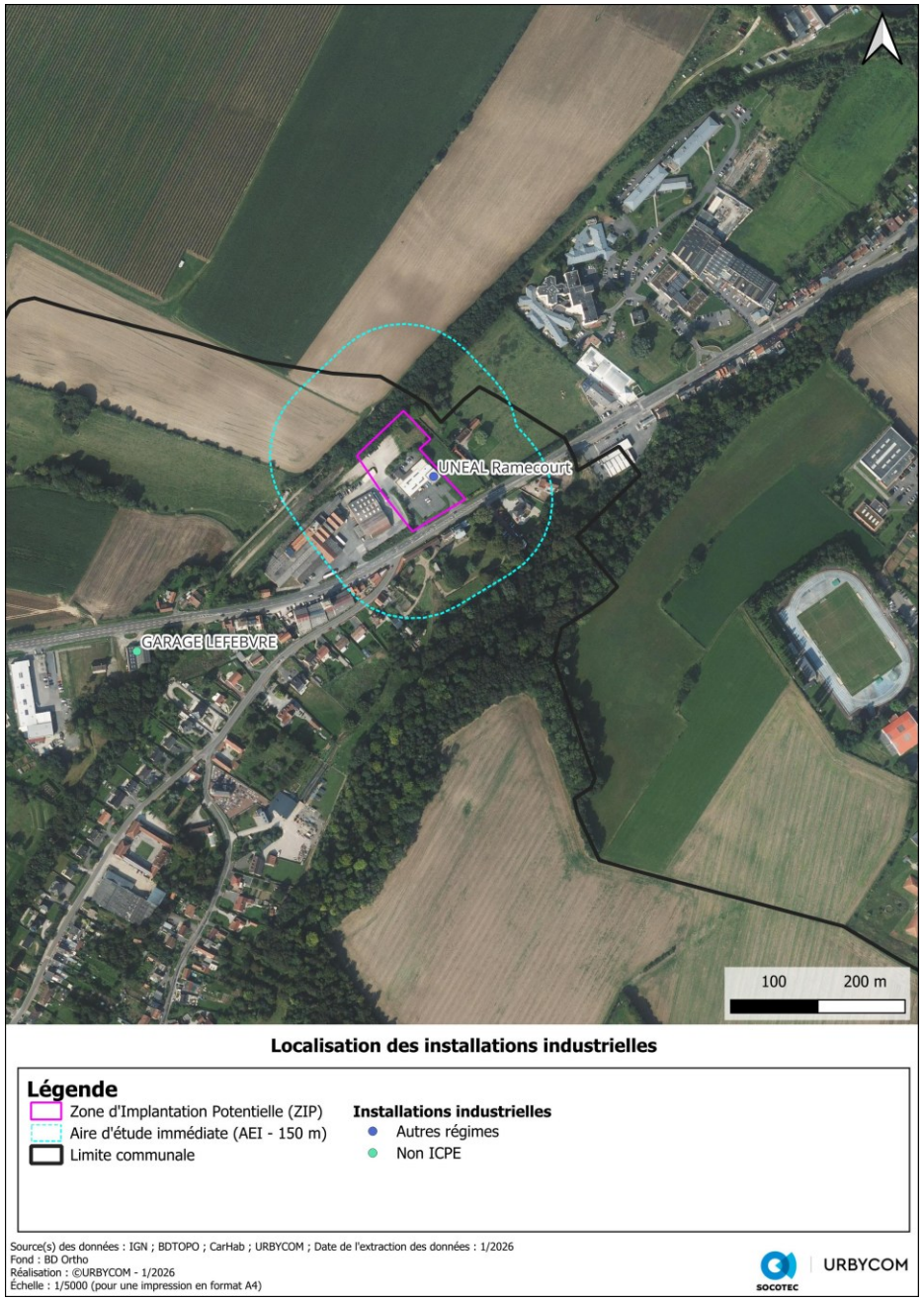
4.3.8.3 Établissements polluants

La Direction Générale de la Prévention des Risques du ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires recense les principaux rejets et transferts de polluants dans l'eau, l'air déclarés par certains établissements à savoir :

- Les principales installations industrielles,
- Les stations d'épuration urbaines de plus de 100 000 équivalents habitants,
- Certains élevages.

Aucun établissement manipulant des substances et mélanges dangereux n'est présent sur la commune de Ramecourt.

Deux ICPE manipulant des substances et mélanges dangereux sont recensées sur la commune voisine de Saint-Pol-sur-Ternoise. Ces ICPE sont localisées à distance de la ZIP (INGREDIA et HERTA).



Carte 19 : Localisation des installations industrielles

4.3.8.4 SEVESO

Le statut SEVESO des ICPE est introduit par la directive n° 2012/18/UE du 04/07/12 dite "SEVESO 3" entrée en vigueur en France le 1er juin 2015. Cette directive, dont l'application relève de l'Inspection des installations classées, impose de nouvelles exigences aux établissements afin de prévenir et de mieux gérer les accidents majeurs impliquant des produits chimiques dangereux.

Le statut SEVESO distingue deux types d'établissements, selon la quantité totale de matières dangereuses susceptible d'être présente dans l'installation :

- Les établissements Seveso seuil haut ;
- Les établissements Seveso seuil bas.

A chacun de ces statuts correspondent des mesures de sécurité et des procédures particulières définies dans la directive Seveso III.

Aucune ICPE n'a le statut SEVESO sur la commune de Ramecourt.

4.3.8.5 Sites et sols pollués

La pollution du sol présente un risque direct pour les personnes et un risque indirect par pollution de la nappe phréatique. Les sites pour lesquels une pollution des sols ou des eaux est avérée, faisant appel à une action des pouvoirs publics à titre préventif ou curatif, sont inventoriés dans la base de données BASOL, réalisée par le Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable. La carte de données BASIAS, accessible au public, répertorie les anciens sites industriels et activités de services potentiellement pollués. Il s'agit d'un inventaire historique régional, réalisé par le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM).

4.3.8.5.1 Sites CASIAS

BASIAS est l'acronyme de « Base de données des anciens sites industriels et activités de services ». C'est une base de données française diffusée publiquement depuis 1999. Elle rassemble les données issues des inventaires historiques régionaux (IHR) qui recensaient des sites ayant pu mettre en œuvre des substances polluantes pour les sols et les nappes en France. L'inscription d'un site dans BASIAS ne préjuge pas de la présence ou non d'une pollution des sols : les sites inscrits ne sont pas nécessairement pollués, mais les activités s'y étant déroulées ont pu donner lieu à la présence de polluants dans le sol et les eaux souterraines. L'acronyme BASIAS a été remplacé par l'acronyme CASIAS pour « Carte des anciens sites industriels et activités de services ».

La commune de Ramecourt accueille 3 sites CASIAS. Aucun site CASIAS n'est répertorié sur le site d'étude mais la station-service Total SSP3975843 est localisée dans l'aire d'étude immédiate du site.

Tableau 8 : Liste des sites CASIAS sur la commune

Identifiant	Nom établissement	État	Activité principale
SSP3976079	Dépôt d'NH4 anhydre	En arrêt	
SSP3975843	Station service TOTAL	En arrêt	
SSP3975584	Récupération de sous produits chimiques, usine de récupération d'azote	Indéterminé	

4.3.8.5.2 Sites BASOL

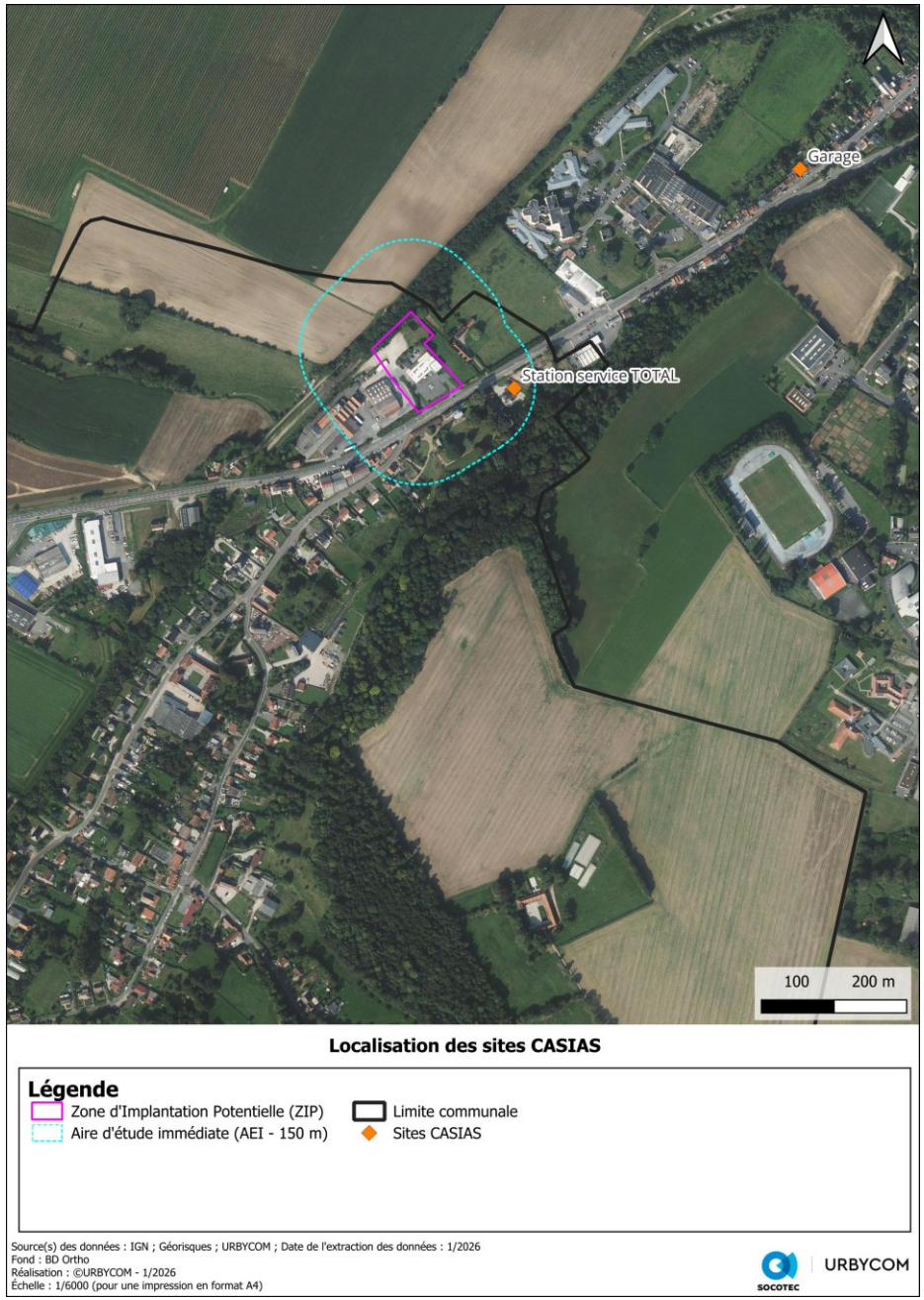
BASOL est une base constituée par le MTES, recensant les sites et sols pollués (potentiellement) nécessitant une intervention des pouvoirs publics à titre préventif ou curatif. Voici la définition d'un site pollué disponible sur le site de BASOL :

Un site pollué est un site qui, du fait d'anciens dépôts de déchets ou d'infiltration de substances polluantes, présente une pollution susceptible de provoquer une nuisance ou un risque pérenne pour les personnes ou l'environnement.

Ces situations sont souvent dues à d'anciennes pratiques sommaires d'élimination des déchets, mais aussi à des fuites ou à des épandages de produits chimiques, accidentels ou pas. Il existe également autour de certains sites des contaminations dues à des retombées de rejets atmosphériques accumulés au cours des années voire des décennies. La pollution présente un caractère concentré, à savoir des teneurs souvent élevées et sur une surface réduite (quelques dizaines d'hectares au maximum). Elle se différencie des pollutions diffuses, comme celles dues à certaines pratiques agricoles ou aux retombées de la pollution automobile près des grands axes routiers.

Par l'origine industrielle de la pollution, la législation relative aux installations classées est la réglementation la plus souvent utilisée pour traiter les situations correspondantes.

Aucun site BASOL n'est présent sur la commune de Ramecourt ou sur les communes voisines.



Carte 20 : Localisation des sites CASIAS

4.3.8.5.3

4.3.8.5.3 Secteurs d'information sur les sols

L'article L.125-6 du code de l'Environnement prévoit que l'État élabore, au regard des informations dont il dispose, des Secteurs d'Information sur les Sols (SIS). Ceux-ci comprennent les terrains où la connaissance de la pollution des sols justifie, **notamment en cas de changement d'usage, la réalisation d'études de sols et la mise en place de mesures de gestion de la pollution pour préserver la sécurité, la santé ou la salubrité publique et l'environnement.**

Le décret n° 2015-1353 du 26 octobre 2015 relatif aux secteurs d'information sur les sols prévus par l'article L.125-6 du code de l'environnement et portant diverses dispositions sur la pollution des sols et les risques miniers précise les modalités d'application, notamment les modalités de création et de diffusion des SIS. L'arrêté du 19/12/2018 fixant les modalités de la certification prévue aux articles L. 556-1 et L. 556-2 du code de l'environnement et le modèle d'attestation mentionné à l'article R. 556-3 du code de l'environnement fixe la norme de référence pour la certification des bureaux d'études délivrant les attestations garantissant la prise en compte des mesures de gestion de la pollution dans la conception du projet de construction ou d'aménagement. Il définit également le contenu du modèle d'attestation.

Les dispositions juridiques détaillées ci-dessus permettent d'améliorer l'information du public sur les sites et sols pollués par la création de ces SIS, et notamment via leur mise en ligne sur le Géoportail du ministère en charge de l'environnement sur les risques naturels et technologique, et de garantir l'absence de risque sanitaire et environnemental par l'encadrement des constructions sur de tels sites. En effet, sur un terrain répertorié sur un SIS, le maître d'ouvrage fournit dans le dossier de demande de permis de construire ou d'aménager une attestation, réalisée par un bureau d'étude certifié dans le domaine des sites et sols pollués ou équivalent, garantissant la réalisation d'une étude des sols et de sa prise en compte dans la conception du projet de construction ou de lotissement (cf. L.556-2 du code de l'environnement). Le principe général d'intégration d'un terrain dans le dispositif des SIS est "qu'en l'état des connaissances à disposition de l'administration, l'état des sols apparait comme dégradés par la présence de déchets ou de substances polluantes" (rapport BRGM RP-64025-FR). Ne peuvent être considérés comme SIS que les terrains où une pollution des sols est avérée par un ou plusieurs diagnostics.

Aucun SIS n'est référencé sur la commune ou sur les communes voisines.

4.3.8.6 Canalisations de matières dangereuses

Une canalisation de matières dangereuses achemine du gaz naturel, des produits pétroliers ou chimiques à destination de réseaux de distribution, d'autres ouvrages de transport, d'entreprises industrielles ou commerciales de sites de stockage ou de

Le site d'étude et la commune ne sont pas concernés par le passage d'une canalisation de matières dangereuses.

4.3.8.7 Transport de matières dangereuses

Ce risque est consécutif à un accident se produisant lors du transport de matières dangereuses par voie routière, ferroviaire, aérienne, voie d'eau ou canalisation. Il peut entraîner des conséquences graves pour la population, les biens et/ou l'environnement. Les accidents peuvent se produire pratiquement n'importe où dans le département. Le Transport de Matières Dangereuses regroupe aussi bien le transport par route, voie ferrée, avion, voie fluviale et maritime que par canalisation. Comme chaque moyen de transport est très différent des autres, il existe une réglementation propre à chacun. C'est pourquoi la législation existant dans ce domaine est très abondante.

4.3.8.8 Ligne à haute tension

Des infrastructures de transport d'électricité sont présentes sur la commune. Certains des ouvrages identifiés dans le SDRIF, sont considérés comme des ouvrages stratégiques du réseau de transport d'électricité très haute tension. Elles sont indispensables à la garantie de l'alimentation électrique de la région parisienne, il est donc nécessaire de pérenniser un voisinage compatible avec leur bon fonctionnement.

Aucune ligne électrique à haute tension n'est présente sur la commune de Ramecourt.

Risques technologiques

Aucun PPRT sur la commune.

Site d'étude non concerné par le risque BASOL, SIS et canalisations de matières dangereuses et lignes électriques. Aucun site CASIAS n'est répertorié sur le site d'étude mais la station-service Total SSP3975843 est localisée dans l'aire d'étude immédiate du site. On observe une installation industrielle classée « autres régimes » (non ICPE) sur la ZIP qui correspond au site Unéal.

Enjeu négligeable

4.3.9 Bruit

4.3.9.1 Contexte

Afin de limiter l'impact des nuisances sonores sur la santé, la directive européenne n°2002/49/CE du 25 juin 2002 impose aux gestionnaires de grandes infrastructures de transport d'élaborer des Plans de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE).

Dans le cadre de l'application de la Directive Européenne 2002/49/CE relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement et de ses applications dans le droit français, les métropoles de plus de 100 000 habitants ont pour obligation d'établir et de mettre à jour tous les 5 ans les Cartes de Bruit Stratégiques (CBS) et Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE) sur leur territoire. L'objectif de la Directive Européenne est triple :

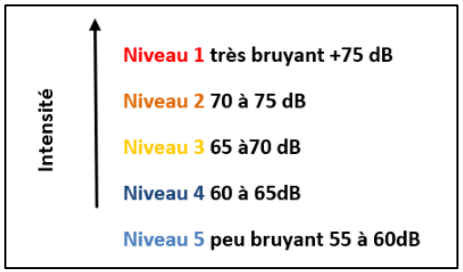
- Evaluer l'exposition au bruit de la population,
- Informer les populations sur leur niveau d'exposition,
- Mettre en œuvre des Plans de Prévention du Bruit dans l'Environnement.

Le préfet, par arrêté, procède au classement sonore des infrastructures, après avoir pris l'avis des communes concernées.

Les infrastructures concernées sont :

- Les routes et rues écoulant plus de 5000 véhicules par jour ;
- Les voies de chemin de fer interurbaines de plus de 50 trains par jour ; les voies de chemin de fer urbaines de plus de 100 trains par jour ;
- Les voies de transports en commun en site propre de plus de 100 autobus ou rames par jour ;
- Les infrastructures en projet sont également concernées (dès publication de l'acte d'ouverture d'enquête publique ou inscription en emplacement réservé dans le PLUi ou institution d'un projet d'intérêt général).

Le classement a pour effet de définir des secteurs affectés par le bruit et d'y affecter des normes d'isolement acoustique de façade à toute construction érigée.



Le classement aboutit à la détermination du secteur de part et d'autre de la voir, où une isolation acoustique renforcée des bâtiments est nécessaire.

Les secteurs affectés par le bruit par catégorie sont les suivants :

	Catégorie 1	Catégorie 2	Catégorie 3	Catégorie 4	Catégorie 5
Largeur affectée par le bruit	300 m	250 m	100 m	30 m	10 m

NIVEAU SONORE DE RÉFÉRENCE LAeq (6 heures-22 heures) en dB(A)	NIVEAU SONORE DE RÉFÉRENCE LAeq (22 heures-6 heures) en dB(A)	CATÉGORIE de l'infrastructure	LARGEUR MAXIMALE DES SECTEURS affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure (1)
L > 81	L > 76	1	d = 300 m
76 < L ≤ 81	71 < L ≤ 76	2	d = 250 m
70 < L ≤ 76	65 < L ≤ 71	3	d = 100 m
65 < L ≤ 70	60 < L ≤ 65	4	d = 30 m
60 < L ≤ 65	55 < L ≤ 60	5	d = 10 m
(1) Cette largeur correspond à la distance définie à l'article 2, comptée de part et d'autre de l'infrastructure.			

Les cartes stratégiques du bruit permettent d'obtenir une vision globale de la situation sonore sur l'ensemble du territoire, avec pour objectifs principaux d'informer et sensibiliser la population sur les niveaux d'exposition, d'inciter à la mise en place de politiques de prévention ou de réduction du bruit et de préserver des zones de calme. L'élaboration, à la suite de ces cartes, de Plans de Prévention du Bruit dans l'Environnement, visant à prévenir et réduire les niveaux de bruit, notamment dans les zones bruyantes, à préserver les zones dites « calmes » et à recenser les mesures proposées par les autorités compétentes sur le territoire en question. Cette directive ne concerne, en revanche ni le bruit des activités militaires, artisanales, commerciales ou de loisirs, ni les bruits domestiques.

Le département du Pas-de-Calais est couvert par le PPBE 4ème échéance 2024-2029 approuvé le 18 juillet 2024. La commune de Ramecourt n'est pas concernée par les autoroutes, routes nationales et voies ferrées répertoriées dans le PPBE.

4.3.9.2 Nuisances sonores

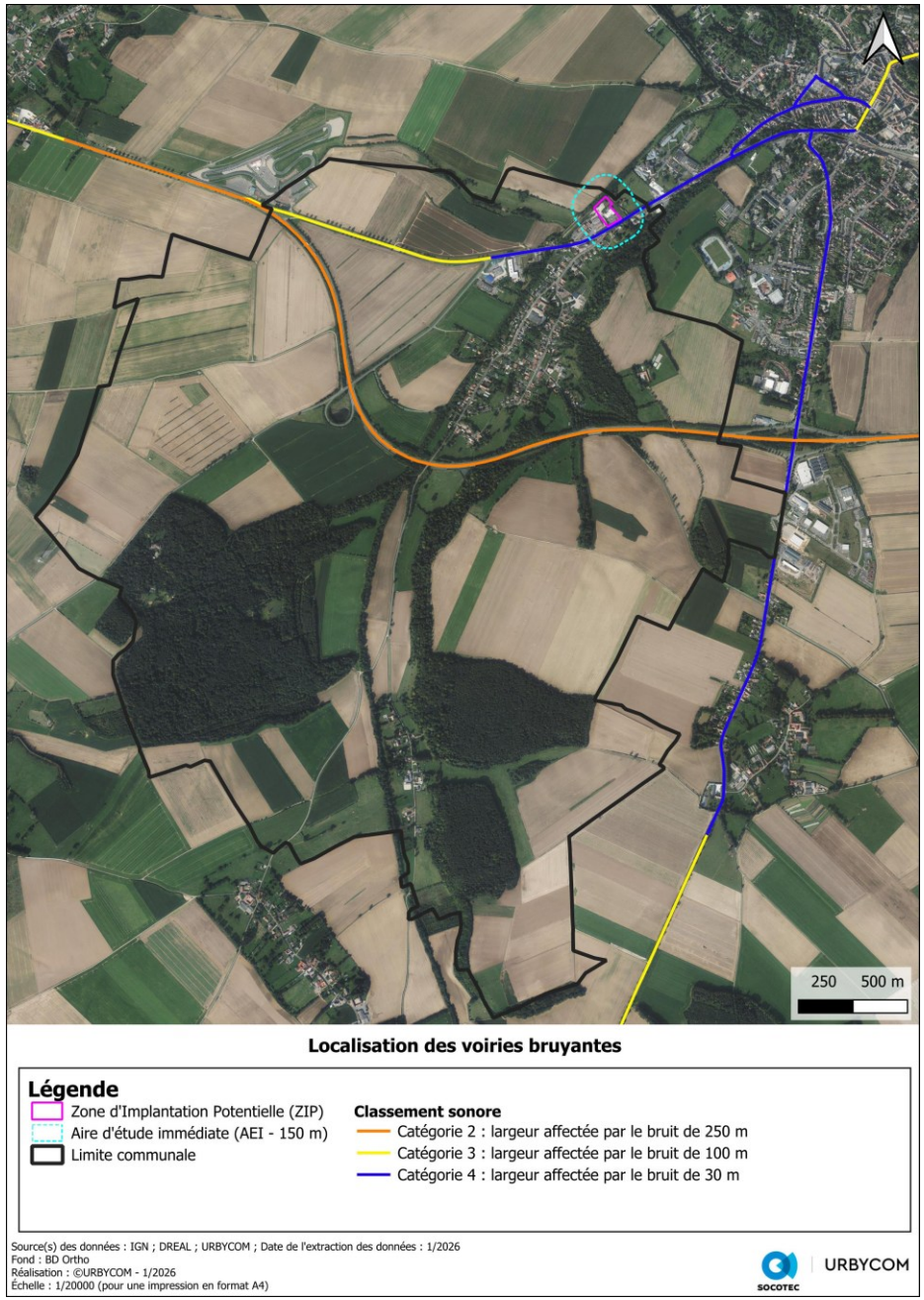
La commune de Ramecourt est concernée par plusieurs voiries bruyantes de catégorie 2, 3 et 4.

La ZIP est concernée par le zonage de la voirie bruyante rue d'Hesdin (D841) d'une largeur affectée par le bruit de 30 m : catégorie 4.

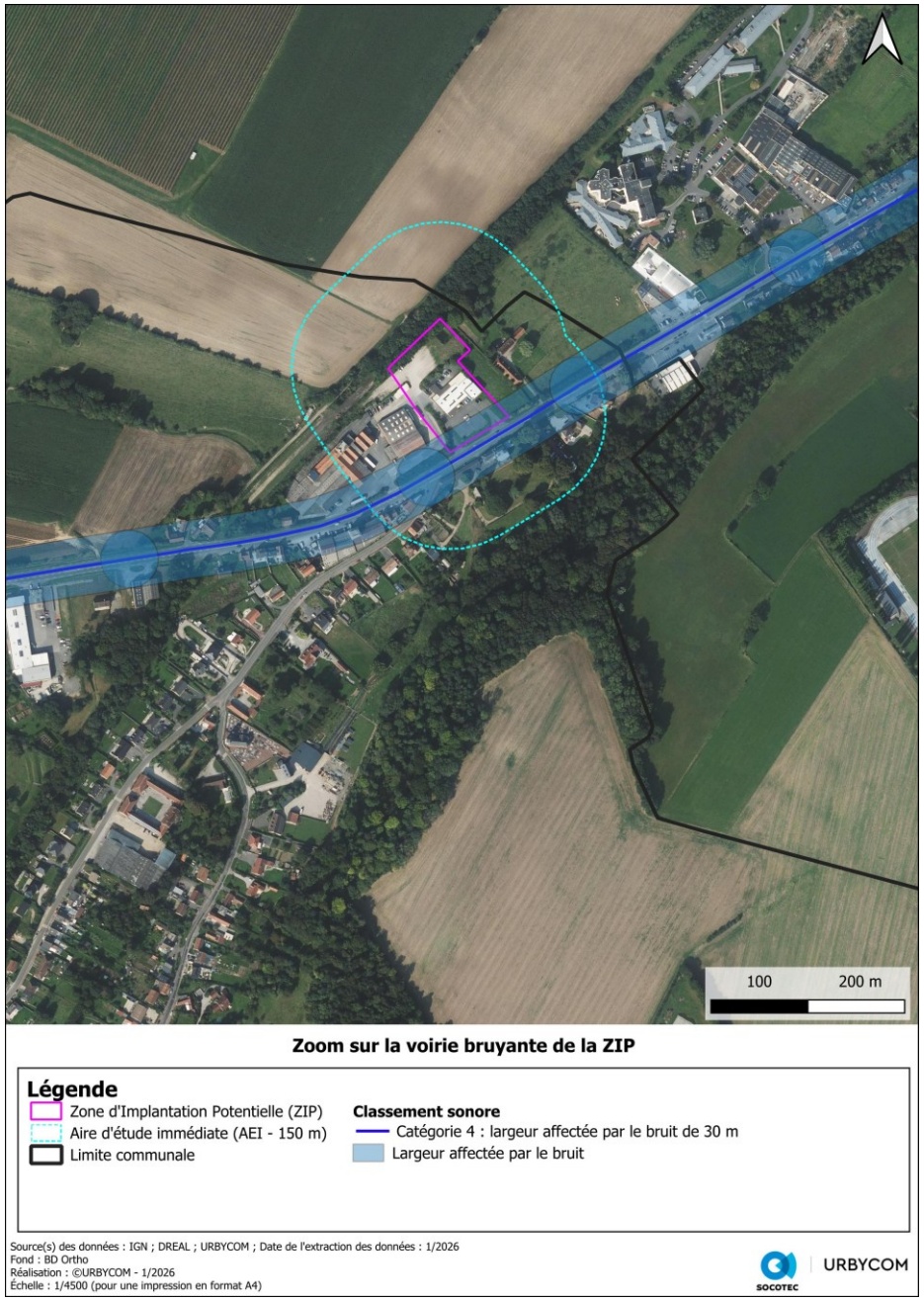
Bruit

La ZIP est concernée sur une faible partie par le zonage de la voirie bruyante rue d'Hesdin (D841) d'une largeur affectée par le bruit de 30 m : catégorie 4.

Enjeu faible



Carte 21 : Localisation des voiries bruyantes



Carte 22 : Zoom sur la voirie bruyante de la ZIP

4.3.10 Servitudes

La loi n° 76-1285 du 31 décembre 1976 portant réforme de l'urbanisme a rendu obligatoire l'annexion aux plans d'occupation des sols approuvés des servitudes d'utilité publique affectant l'occupation ou l'utilisation des sols.

Plusieurs servitudes d'utilité publique sont connues sur la commune de Ramecourt :

- AS1 : Captage d'eau potable ;
- PT3 : communications téléphoniques et télégraphiques ;
- EL7 : servitudes d'alignements des routes nationales, départementales ou communales ;
- Etc.

Le site d'étude est concerné par la servitude ATB relative aux voiries bruyantes décrites ci-dessus et se trouve en limite de la servitude PT3.

Servitude d'Utilité Publique

Le site d'étude est concerné par la servitude ATB relative aux voiries bruyantes décrites ci-dessus et se trouve en limite de la servitude PT3.

Enjeu négligeable

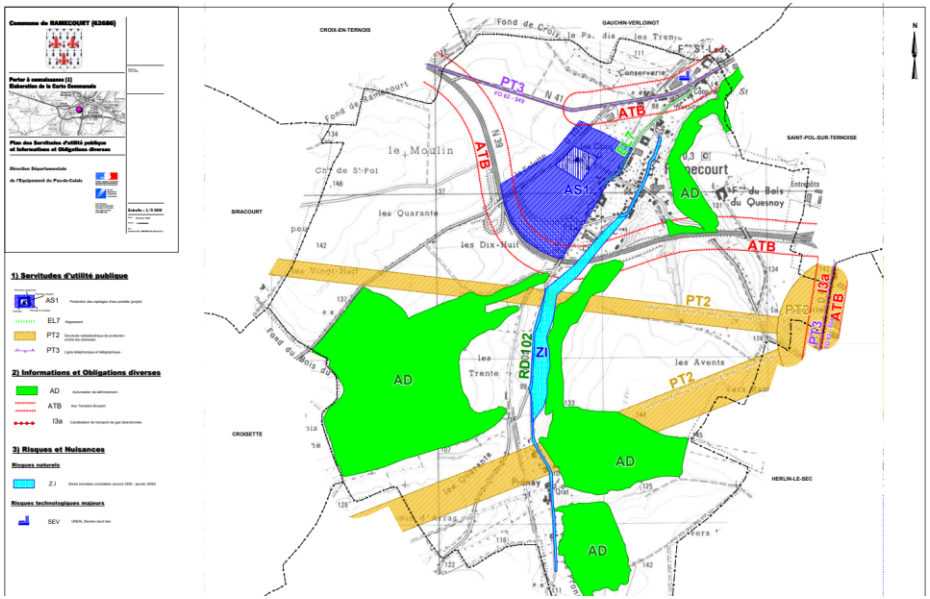
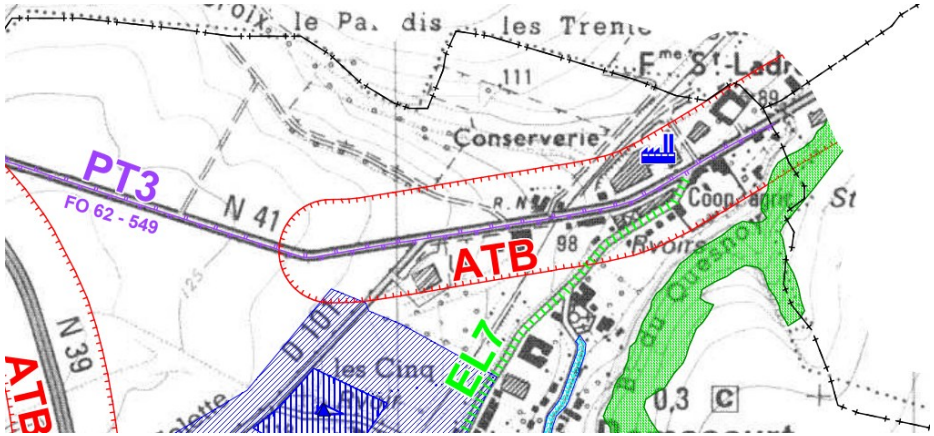


Figure 45 : Servitudes d'utilité publique – Source : Carte communale 2007

Ce plan des servitudes identifie le site industriel Unéal présent au sein de la ZIP, en usine SEVESO seuil bas.

Le site géorisques ne répertorié pourtant aucun site Seveso sur la commune.



1) Servitudes d'utilité publique

AS1 — Protection des captages d'eau potable (projet) .

EL7 — Alignement .

PT2 — Servitude radioélectrique de protection contre les obstacles .

PT3 — Ligne téléphonique et télégraphique .

2) Informations et Obligations diverses

AD — Autorisation de défrichement .

ATB — Axe Terrestre Bruyant.

I3a — Canalisation de transport de gaz abandonnée .

3) Risques et Nuisances

Risques naturels

Z.I — Zones inondées constatées (source DDE - janvier 2000)

Risques technologiques majeurs

SEV — UNEAL Seveso seuil bas

4.3.11 Transport et déplacement

4.3.11.1 Accessibilité et positionnement

La commune de Ramecourt est traversée par la départementale D939 d'ouest en est, se situe en limite de la départementale D916 du nord au sud et est en contact avec la ville de Saint-Pol-sur-Ternoise. Elle est donc facilement accessible par ces deux départementales qui permettent de rejoindre des grandes villes comme Arras à l'est, Doullens au sud, Hesdin à l'ouest et Lillers au nord.

Les autoroutes sont localisées à distance de la commune.

La RD841 qui passe par Ramecourt et borde le site d'étude est à la fois un axe de desserte local et de transit et supporte un trafic modéré.

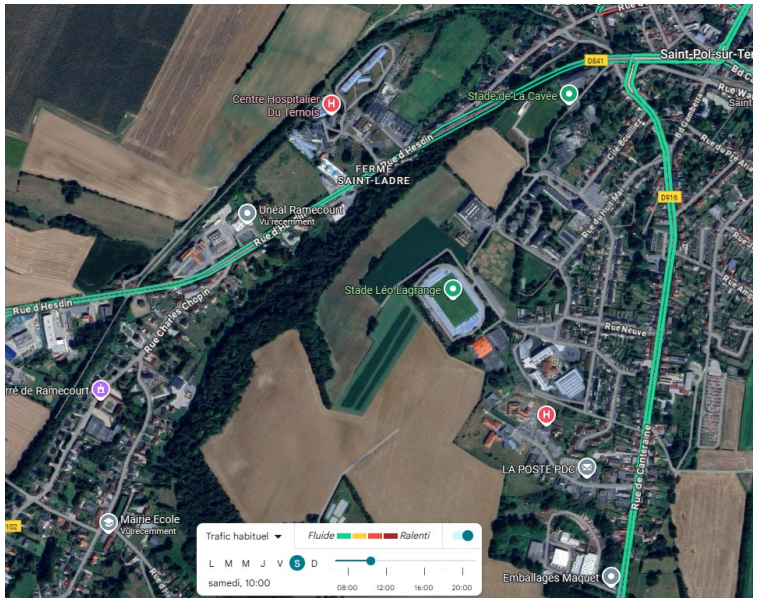
Le site d'étude se localise en entrée de ville, le long d'un axe de communication majeure de la commune. Le positionnement du futur magasin Aldi est donc stratégique.

4.3.11.2 Trafic routier

Grâce aux données de google maps nous pouvons visualiser le trafic routier en temps réel et le trafic habituel aux heures de pointes d'accueil des clients pour un magasin Aldi : mercredi 16h, samedi 10h et le vendredi 17h.

Le trafic est fluide aux abords du site d'étude.







Source : google trafic

4.3.11.3 Transport en commun

Train :

La commune de Ramecourt n'est pas traversée par une voie de chemin de fer et ne possède donc pas de gare ni de halte ferroviaire.

La commune profite de sa proximité avec Saint-Pol-sur-Ternoise pour le transport par le train. Elle permet de rejoindre Arras, Etaples-Le Touquet, Lille Flandres et Béthune.

La gare de Saint-Pol-sur-Ternoise est localisée à 21 min à pied et 4 min en voiture (1,6 km) du site d'étude.

Bus :

La commune de Ramecourt est desservie par une ligne régulière de transport interurbain : la ligne 435 Doullens – Saint-Pol-sur-Ternoise.
Les deux arrêts de bus de la commune sont : « Mairie – Ecole » et « Pronay ».

Aucun arrêt de bus n'est observé à proximité du site d'étude.

4.3.11.4 Déplacements doux et modes actifs

Déplacements doux et sécurisés autour du site d'étude :

Les abords du site d'étude ne sont pas sécurisés pour les piétons et les cyclistes :

- Absence de vrais trottoirs ou de pistes cyclables sur la D841 aux abords du site : présence d'accotements en pelouses et graviers ;
- Site d'étude en bordure de la D841 : axe structurant d'entrée sur la commune avec un trafic fluide mais assez modéré ;
- Absence de passages piétons aux abords du site d'étude.

Transport et déplacement

Le site a un positionnement stratégique : il est localisé en entrée de commune, le long d'une départementale.

Le trafic routier est fluide aux abords du site.

Les abords du site d'étude ne sont pas sécurisés pour les piétons et les cyclistes.

Aucun arrêt de bus à proximité du site d'étude.

Gare de Saint-Pol-sur-Ternoise relativement éloignée du site d'étude.

Enjeu modéré

4.4 Patrimoine et paysage

4.4.1 Analyse paysagère

4.4.1.1 Unité et entités paysagères de la région

Le Ternois apparaît comme une déclinaison singulière des paysages artésiens. Ce Grand paysage régional tire de son relatif isolement une image de havre de paix qui fait référence dans le Nord - Pas-de-Calais. Dans les vallées et sur les plateaux, les villages et leurs couronnes bocagères composent un paysage très équilibré.

Les paysages du Ternois font peut-être partie de ces paysages régionaux « menacés » de banalisation.

Les limites extérieures de ce grand paysage sont suffisamment nettes pour qu'il ne soit pas qu'un continuum, l'élément d'une longue transition entre les plaines cultivées du Cambrésis et le bocage du Boulonnais. La vaste vallée de l'Authie et les balcons de l'Artois, avec ses vues sur le bassin minier, le délimitent clairement au Sud et au Nord.

La commune de Ramecourt appartient à l'unité paysagère « Paysages du Ternois » et pile à cheval entre l'entité paysagère « Plateaux du Ternois » et l'entité « Vallée de la Ternoise ».



Figure 46 : L'unité paysagère du site d'étude – Source : Atlas des paysages Hauts de France

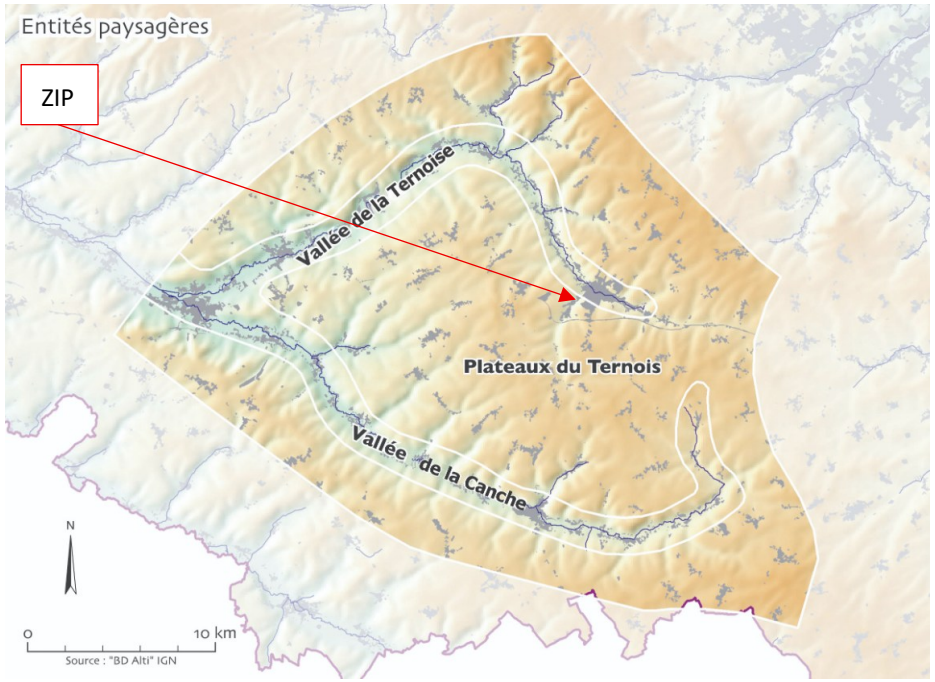


Figure 47 : L'entité paysagère du site d'étude – Source : Atlas des paysages Hauts de France

L'essentiel des plateaux du Ternois est compris à l'intérieur de la boucle que décrivent la Canche au sud et la Ternoise au nord. C'est un territoire d'une vingtaine de kilomètres du nord au sud et d'est en ouest, traversé par la Nationale 39 reliant Saint-Pol-sur-Ternoise à Hesdin et par la Départementale 912 entre Saint-Pol et Frévent, toutes trois villes de vallée. Un fin maillage de villages (deux à trois kilomètres séparent les villages les uns des autres) évite au plateau la monotonie sans cesse recommencée de ses labours vaguement ondulés. Ces villages s'inscrivent avec diversité sur le relief du plateau, légèrement incisé par les petits affluents des deux vallées majeures du Grand paysage régional.

Plus rares sont les villages de petites vallées : Sibiville, **Ramecourt,** Willeman appartiennent à cette catégorie.

La Ternoise, qui prend sa source à peu de distance de Saint-Pol-sur-Ternoise, parcourt vingt-cinq kilomètres entre cette ville et Hesdin. Vingt-cinq kilomètres d'une vallée étroite, à peine un kilomètre de large, bordée de coteaux dissymétriques, plus pentus au nord qu'au sud.

4.4.1.2 Paysage de la commune

Le paysage de la commune est marqué par l'agriculture mais également par la présence de plusieurs massifs boisés de belle superficie.

Le tissu urbain de la commune est concentré autour de la rue d'Hesdin et de la rue Charles Chopin.

4.4.2 Paysage autour du site

Les photographies suivantes reprennent l'environnement immédiat du site d'étude :



Figure 48 : Photographie de l'entrée de la commune – Source : Googlestreetview 2025



Figure 49 : Photographies du site d'étude depuis la D841 – Source : Googlestreetview 2025



Figure 50 : Photographie du tissu urbain de la rue d'Hesdin et de la rue Charles Chopin – Source : Googlestreetview 2025

La zone d'étude se situe en entrée de ville, le long d'un axe majeur (D841) et en tampon entre les parcelles agricoles du secteur et le tissu urbain de la commune.

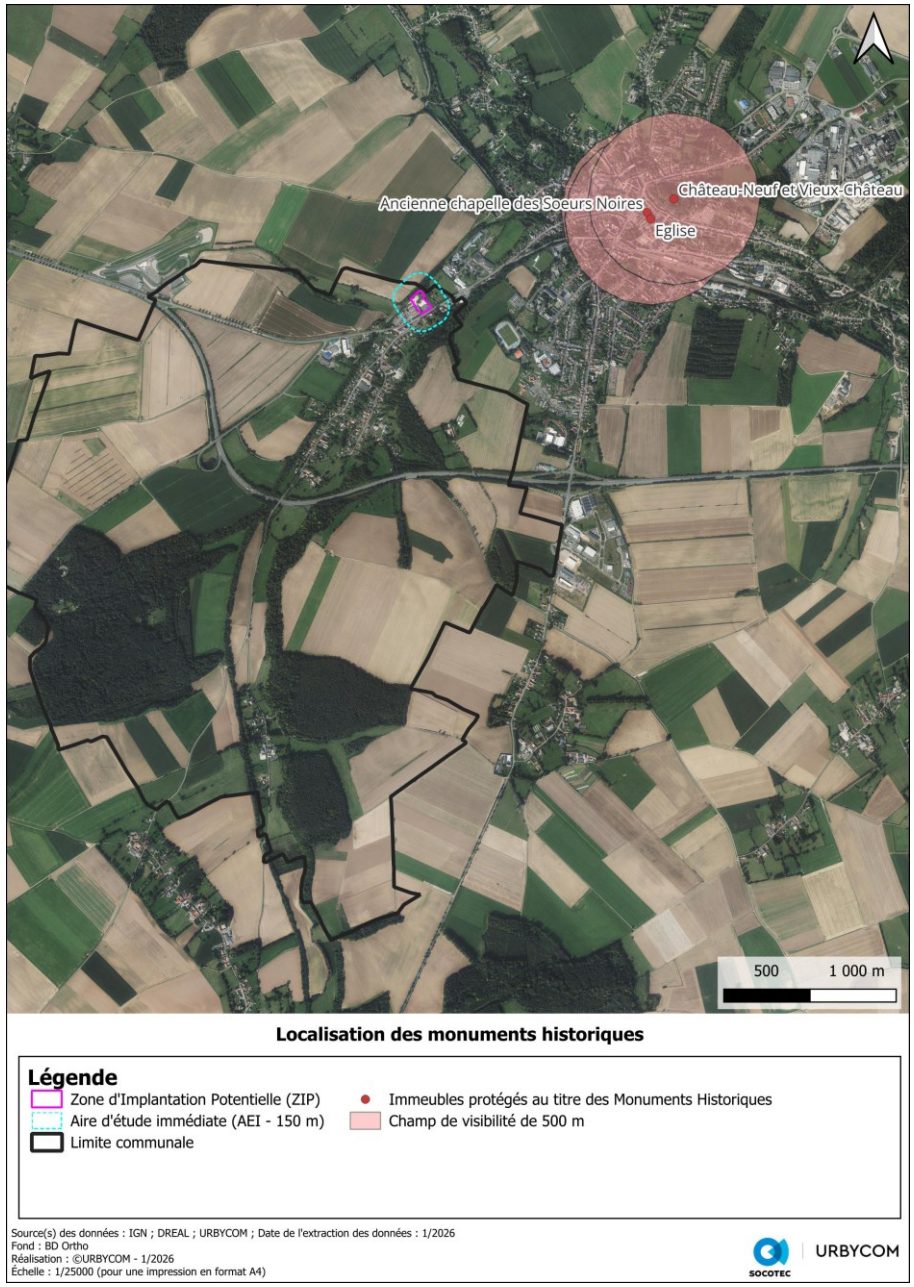
Notons que le site est déjà aménagé, artificialisé et en activité.

4.4.3 Patrimoine protégé

4.4.3.1 Monuments historiques

La loi du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine a redéfini les dispositions applicables aux abords de monuments historiques. Ce dispositif est codifié dans le code du patrimoine (articles L.621-30 à L.621-32 et R.621-92 à R.621-96-17). À défaut de périmètre délimité, la protection au titre des abords **s'applique aux immeubles situés dans le champ de visibilité d'un monument historique à moins de 500 mètres de celui-ci**. Ces périmètres ont vocation à être transformés en périmètres délimités des abords.

La commune n'est pas concernée par le zonage réglementaire d'un monument historique. Les monuments historiques les plus proches sont localisés à Saint-Pol-sur-Ternoise : l'Eglise (1944/10/16 : inscrit MH), l'Anciennes Chapelle des Sœurs noires (1945/10/05 : inscrit MH) et le Château-Neuf et Vieux-Château (1979/09/24 : inscrit MH).



Carte 23 : Localisation des monuments historiques

4.4.3.2 Sites inscrits et sites classés

La Loi du 2 Mai 1930 codifiée par les articles L. 341-1 à 22 du code de l'environnement permet de préserver des sites, paysages et monuments naturels dès lors qu'ils représentent un intérêt du point de vue artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque. Les sites sont inscrits ou classés par arrêtés et décrets. Sur environ 2500 sites classés au titre de la loi du 2 mai 1930 de protection des sites et des paysages, une centaine sont emblématiques et peuvent potentiellement être des Grands Sites de France.

La commune de Ramecourt n'est concernée par aucun site inscrit ou classé (servitude AC2).

Le site inscrit le plus proche est localisé à 14,6 km au sud-est du site d'étude. Il s'agit de l'Allée de Tilleuls à Givenchy le Noble 62 SI 04 inscrite par arrêté du 26/11/1942 et mise à jour en date du 19/11/2014.

Le site classé le plus proche est localisé à 10,8 km au sud-ouest. Il s'agit du site 62 SC 29 « Hêtraie de Berny » à Ligny-sur-Canche.

4.4.3.3 Biens inscrits au patrimoine mondial de l'UNESCO

La France compte 54 biens inscrits au patrimoine mondial : 45 biens culturels, 7 biens naturels et 2 biens mixtes. L'inscription d'un bien sur la Liste du patrimoine mondial et les obligations qui lui sont attachées découlent d'une convention internationale de l'UNESCO, la Convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel de 1972, ratifiée par la France en 1975. Cette convention ne porte que sur des éléments bâtis par l'homme ou constituant naturellement un paysage. Elle est donc distincte de la Convention de l'UNESCO pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel de 2003.

La commune de Ramecourt et les communes voisines ne sont pas concernées par la présence d'un bien inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO.

4.4.3.4 Sites patrimoniaux remarquables

Selon l'article L631-1 du code du Patrimoine, sont classés au titre des sites patrimoniaux remarquables les villes, villages ou quartiers dont la conservation, la restauration, la réhabilitation ou la mise en valeur présente, au point de vue historique, architectural, archéologique, artistique ou paysager, un intérêt public. Peuvent être classés, au même titre, les espaces ruraux et les paysages qui forment avec ces villes, villages ou quartiers un ensemble cohérent ou qui sont susceptibles de contribuer à leur conservation ou à leur mise en valeur.

Le classement au titre des sites patrimoniaux remarquables au caractère de servitude d'utilité publique affecte l'utilisation des sols dans un but de protection, de conservation et de mise en valeur du patrimoine culturel. Les sites patrimoniaux remarquables (SPR) se substituent aux anciens dispositifs de protection : secteurs sauvegardés, zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) et aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP). Plus de 800 sites patrimoniaux remarquables ont été créés dès le 8 juillet 2016.

Aucune ZPPAUP (Servitude AC4) n'est présente sur la commune de Ramecourt. La plus proche est la ZPPAUP de Frévent à 10,5 km au sud-ouest du site d'étude.

Paysage et patrimoine

La zone d'étude se situe en entrée de ville, le long d'un axe majeur (D841) et en tampon entre les parcelles agricoles du secteur et le tissu urbain de la commune.

Notons que le site est déjà aménagé, artificialisé et en activité.

Aucun site inscrit ou classé à proximité de la zone d'étude.

Aucun bien inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO.

Aucune ZPPAUP (Servitude AC4) n'est présente sur la commune de Ramecourt ou à proximité du site d'étude.

La commune n'est pas concernée par le zonage réglementaire d'un monument historique. Les monuments historiques les plus proches sont localisés à Saint-Pol-sur-Ternoise.

Enjeu négligeable

5 COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LES DOCUMENTS D'URBANISME ET AUTRES DOCUMENTS REGLEMENTAIRES

5.1 SCOT Ternois 7 vallées

Le Schéma de Cohérence Territoriale pose le cadre d'une réflexion à caractère stratégique et prospectif, intégrateur des normes supérieures, qu'il doit prendre en compte, principalement le SRADDET Hauts de France, les SDAGE Artois-Picardie et Seine-Normandie, les SAGE et les plans de gestion des risques d'inondation. Il doit permettre d'identifier les possibilités de développement et d'accueil des projets sur votre territoire en respectant les objectifs fixés aux articles L101-1 et 2 du code de l'urbanisme. Le SCoT est destiné à servir de cadre de référence pour les différentes politiques sectorielles, notamment celles centrées sur les questions d'organisation de l'espace et d'urbanisme, d'habitat, de mobilités, d'aménagement commercial et d'environnement.

Il se doit de respecter les principes du développement durable :

- Principe d'équilibre entre le renouvellement urbain, le développement maîtrisé, et la préservation des espaces naturels et des paysages ;
- Principe de diversité des fonctions urbaines et de mixité sociale ;
- Principe de respect de l'environnement.

Il permet d'établir un projet de territoire qui anticipe les conséquences du dérèglement climatique et les transitions écologique, énergétique, démographique et numérique.

Le site d'étude appartient au SCOT Ternois 7 Vallées.

Le Schéma de Cohérence Territoriale du Ternois a été approuvé le 7 avril 2016 et couvrait le périmètre de l'actuelle Communauté de Communes du Ternois créée le 1er janvier 2017 et issue de la fusion des Communautés de Communes de l'Auxilois, de la Région de Frévent, des Vertes Collines du Saint-Polois et du Pernois.

Le SCoT du Ternois a fait l'objet d'une évaluation en 2022, suite à une extension du territoire du SCoT sur le territoire de la Communauté de Communes des 7 Vallées.

5.2 Plan Local d'Urbanisme

Le plan local d'urbanisme est un document d'urbanisme (PLU) communal ou intercommunal (PLUi) qui détermine les conditions d'aménagement et d'utilisation des sols. Le PLU doit permettre de définir une politique locale d'aménagement, tout en gardant sa vocation d'instrument de gestion de l'espace. Expression d'un projet urbain, il est l'occasion pour la collectivité de coordonner les différentes actions d'aménagement, de privilégier le renouvellement urbain et de maîtriser l'étalement urbain et la consommation d'espaces agricoles et naturels.

Le projet s'inscrit dans une zone classée « Secteur ouvert à la construction : C » de la carte communale approuvée le 13/04/2007. Aucun PLU ou PLUi n'est en vigueur sur la commune.

5.3 SDAGE Artois-Picardie

Le territoire de la commune est concerné par le SDAGE Artois Picardie (cycle 3 pour la période 2022-2027 approuvé fin le 21 mars 2022). Le SDAGE et le SAGE, issus de la Loi sur l'eau du 3 janvier 1992 et dont la portée a été renforcée par la Loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006 (L.E.M.A.), sont des outils de planification et de gestion de l'eau à valeur réglementaire, établis à l'échelle des grands bassins (SDAGE) et du bassin versant (SAGE). Ces documents appliquent au territoire les obligations définies par la Directive Cadre Européenne sur l'Eau (DCE) et les orientations du Grenelle de l'environnement.

Le SDAGE est le document de planification appelé « plan de gestion » dans la directive cadre européenne sur l'eau (DCE) du 23 octobre 2000. A ce titre, il a vocation à encadrer les choix de tous les acteurs du bassin dont les activités ou les aménagements ont un impact sur la ressource en eau. Ainsi, les programmes et décisions administratives dans le domaine de l'eau doivent être « compatibles, ou rendus compatibles » avec les dispositions des SDAGE (art. L. 212-1, point XI, du code de l'environnement).

Les objectifs sont définis à l'article L.212-1 du code de l'environnement et correspondent à :

- Un bon état écologique et chimique, pour les eaux de surface, à l'exception des masses d'eau artificielles ou fortement modifiées par les activités humaines ;
- Un bon potentiel écologique et à un bon état chimique pour les masses d'eau de surface artificielles ou fortement modifiées par les activités humaines ;
- Un bon état chimique et à un équilibre entre les prélèvements et la capacité de renouvellement pour les masses d'eau souterraine ;
- La prévention de la détérioration de la qualité des eaux ;

- Des exigences particulières pour les zones protégées (baignade, conchyliculture et alimentation en eau potable), afin de réduire le traitement nécessaire à la production d'eau destinée à la consommation humaine ;
- La réduction des émissions de substances prioritaires et la suppression des émissions de substances dangereuses prioritaires (R212-9 CE) ;
- L'inversion des tendances à la dégradation de l'état des eaux souterraines (R212-21-1 CE) ;
- La prévention et de limitation de l'introduction de polluants dans les eaux souterraines.

5.4 SAGE Canche

Le Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SAGE) est un outil de planification, institué par la loi sur l'eau de 1992, visant la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau. Déclinaison du SDAGE à une échelle plus locale, il vise à concilier la satisfaction et le développement des différents usages (eau potable, industrie, agriculture, ...) et la protection des milieux aquatiques, en tenant compte des spécificités d'un territoire. Le SAGE doit être compatible avec le SDAGE et le PGRI. Il prend également en compte, lors de son élaboration, les autres documents et outils de planification existants sur le territoire.

Le SAGE Canche a été approuvé par arrêté inter-préfectoral le 03 octobre 2011. Le SAGE est ensuite entré en révision le 10 mai 2021 par décision de la Commission Locale de l'Eau.

Le projet devra respecter et être compatible avec les prescriptions du SDAGE et du SAGE.

Tableau 9 : Tableau de compatibilité du projet avec le SDAGE Artois-Picardie

SDAGE 2022-2027	Intitulé	Magasin ALDI	Situation vis-à-vis de la disposition
ENJEU 1 : Préserver et restaurer les fonctionnalités écologiques des milieux aquatiques et des zones humides			
1.1 Améliorer la physico-chimie générale des milieux			
Orientation A-1	**Continuer la réduction des apports ponctuels de matières polluantes classiques dans les milieux**		
Disposition A-1.1	Limiter les rejets	Le pétitionnaire s'engage à limiter les rejets : interdire le déversement de liquides polluants (eaux de lavage, huiles, solvants, détergents etc.) dans le réseau d'assainissement pluvial Le pétitionnaire s'engage à proscrire l'utilisation des produits phytosanitaires nuisibles aux milieux aquatiques (mesure d'évitement technique E3.2.a) Dispositif préventif de lutte contre une pollution et dispositif d'assainissement provisoire de gestion des eaux pluviales et de chantier Le pétitionnaire s'engage à rendre le projet compatible avec les documents « Cadre sur l'eau » et à respecter les prescriptions du gestionnaire assainissement et la doctrine eaux pluviales	Compatible
Disposition A-1.2	Améliorer l'assainissement non collectif	Non concerné : le projet est situé sur un secteur en assainissement collectif	
Disposition A-1.3	Améliorer les réseaux de collecte	Le pétitionnaire s'engage à respecter les prescriptions du gestionnaire assainissement	
Orientation A-2	**Maîtriser les rejets par temps de pluie des surfaces imperméabilisées par des voies alternatives (maîtrise de la collecte et des rejets) et préventives (règles d'urbanisme notamment pour les constructions nouvelles)**		
Disposition A-2.1	Gérer les eaux pluviales	La gestion des eaux pluviales sera conforme aux contraintes du terrain (texture, perméabilité, qualité et niveau de nappe) et au règlement d'assainissement du gestionnaire	Compatible
Disposition A-2.2	Réaliser les zonages pluviaux	Non concerné	
Orientation A-3	**Diminuer la pression polluante par les nitrates d'origine agricole sur tout le territoire**		
Disposition A-3.1	Continuer à développer des pratiques agricoles limitant la pression polluante par les nitrates	Non concerné	Compatible
Disposition A-3.2	Rendre cohérentes les zones vulnérables avec les objectifs environnementaux		
Disposition A-3.3	Mettre en œuvre les Plans d'Action Régionaux (PAR) en application de la directive nitrates		
Orientation A-4	**Adopter une gestion des sols et de l'espace agricole permettant de limiter les risques de ruissellement, d'érosion, et de transfert des polluants vers les cours d'eau, les eaux souterraines et la mer**		
Disposition A-4.1	Limiter l'impact des réseaux de drainage	Non concerné Aucun fossé ni réseau de drainage au droit du projet La zone est ouverte à l'urbanisation de la carte communale de Ramecourt dont la dernière procédure a été approuvée le 13/04/2007 : zone classée « secteur ouvert à la construction »	Compatible
Disposition A-4.2	Gérer les fossés les aménagements d'hydraulique douce et des ouvrages de régulation		
Disposition A-4.3	Limiter le retournement des prairies et préserver, restaurer les éléments fixes du paysage		
Disposition A-4.4	Conserver les sols		

1.2 Préserver et améliorer la qualité des habitats naturels			
Orientation A-5	**Préserver et restaurer la fonctionnalité des milieux aquatiques dans le cadre d'une gestion concertée**		
Disposition A-5.1	Définir les caractéristiques des cours d'eau	Non concerné L'incidence des travaux réalisés sur le(s) cour(s) ou le(s) voie(s) d'eau est nulle Aucun prélèvement temporaire ou permanent d'eau de nappe n'est envisagé en phase travaux ou en phase exploitation	Compatible
Disposition A-5.2	Préserver l'espace de bon fonctionnement des cours d'eau		
Disposition A-5.3	Mettre en œuvre des plans pluriannuels de restauration et d'entretien des cours d'eau		
Disposition A-5.4	Réaliser un entretien léger des milieux aquatiques		
Disposition A-5.5	Respecter l'hydromorphologie des cours d'eau lors de travaux		
Disposition A-5.6	Limiter les pompages risquant d'assécher, d'altérer ou de saliniser les milieux aquatiques		
Disposition A-5.7	Diminuer les prélèvements situés à proximité du lit mineur des cours d'eau en déficit quantitatif		

Orientation A-6	**Assurer la continuité écologique et sédimentaire**		
Disposition A-6.1	Prioriser les solutions visant le rétablissement de la continuité longitudinale	Non concerné : Aucun cours d'eau au sein du site d'étude	Compatible
Disposition A-6.2	Assurer, sur les aménagements hydroélectriques nouveaux ou existants, la circulation des espèces et des sédiments dans les cours d'eau		
Disposition A-6.3	Assurer une continuité écologique à échéance différenciée selon les objectifs environnementaux		
Disposition A-6.4	Prendre en compte les différents plans de gestion piscicoles		
Orientation A-7	**Préserver et restaurer la fonctionnalité écologique et la biodiversité**		
Disposition A-7.1	Privilégier le génie écologique lors de la restauration et l'entretien des milieux aquatiques	Non concerné : Aucun cours d'eau au sein du site d'étude Si présence avérée de plusieurs espèces exotiques envahissantes sur le site : Des mesures seront prises en phase chantier pour lutter et limiter les risques de dispersion et/ou d'introduction d'espèces végétales exotiques envahissantes durant les travaux	Compatible
Disposition A-7.2	Limiter la prolifération d'espèces exotiques envahissantes		
Disposition A-7.3	Encadrer les créations ou extensions de plans d'eau		
Disposition A-7.4	Inclure les fonctionnalités écologiques dans les porter à connaissance		
Disposition A-7.4	Identifier et prendre en compte les enjeux liés aux écosystèmes aquatiques		
Orientation A-8	**Réduire l'incidence de l'extraction des matériaux de carrière**		
Disposition A-8.1	Conditionner l'ouverture et l'extension des carrières	Non concerné : aucune carrière au sein du site d'étude	Compatible
Disposition A-8.2	Remettre les carrières en état après exploitation		
	1.3 Agir en faveur des zones humides		
Orientation A-9	**Stopper la disparition, la dégradation des zones humides à l'échelle du bassin Artois-Picardie et préserver, maintenir et protéger leur fonctionnalité**		
Disposition A-9.1	Identifier les actions à mener sur les zones humides dans les SAGE	Aucune zone à dominante humide (ZDH) du SDAGE ou ZH du SAGE dans l'emprise du projet ou à proximité	Compatible
Disposition A-9.2	Gérer les zones humides		
Disposition A-9.3	Prendre en compte les zones humides dans les documents d'urbanisme		

Disposition A-9.4	Eviter les habitations légères de loisirs dans l'espace de bon fonctionnement des cours d'eau	Le site du projet est artificialisé (bâtiments, parking et surfaces en dur), aménagé et en activité (site Unéal et magasin Gamm vert)	
Disposition A-9.5	Mettre en œuvre la séquence « éviter, réduire, compenser » sur les dossiers zones humides au sens de la police de l'eau		
1.4 Connaître et réduire les pollutions dues aux substances dangereuses			
Orientation A-10	**Poursuivre l'identification, la connaissance et le suivi des pollutions par les micropolluants nécessaires à la mise en œuvre d'actions opérationnelles**		
Disposition A-10.1	Améliorer la connaissance des micropolluants	Non concerné	Compatible
Orientation A-11	**Promouvoir les actions, à la source de réduction ou de suppression des rejets de micropolluants**		
Disposition A-11.1	Adapter les rejets de micropolluants aux objectifs environnementaux	Limitation des produits d'entretien des voiries et de la végétation Interdiction d'utiliser des produits phytosanitaires nuisible aux milieux aquatiques (espaces verts) Prise de précautions en phases chantier Entretien et suivi régulier et rigoureux des ouvrages d'assainissement pluviaux (phase travaux et exploitation) Le projet induit la mise en place de mesures de gestion des eaux pluviales et des eaux usées afin de limiter le risque de pollution des nappes et des cours d'eau	Compatible
Disposition A-11.2	Maîtriser les rejets de micropolluants des établissements industriels ou autres vers les ouvrages d'épuration des agglomérations		
Disposition A-11.3	Eviter d'utiliser des produits toxiques		
Disposition A-11.4	Réduire à la source les rejets de substances dangereuses		
Disposition A-11.5	Réduire l'utilisation de produits phytosanitaires		
Disposition A-11.6	Se prémunir contre les pollutions accidentelles		
Disposition A-11.7	Caractériser les sédiments avant tout curage ou retrait		
Disposition A-11.8	Construire des plans spécifiques de réduction de pesticides à l'initiative des SAGE		
Orientation A-12	**Améliorer les connaissances sur l'impact des sites pollués**		
Aucun site BASOL, CASIAS ou SIS sur l'emprise du projet Le site est déjà aménagé Le maitre d'ouvrage s'engage à réaliser l'ensemble des études géotechniques et étude de caractérisation de pollution nécessaire à l'identification et à la gestion d'une potentielle pollution sur la zone d'étude Un diagnostic de gestion des déchets de démolition sera également réalisé			Compatible

ENJEU 2 : GARANTIR UNE EAU POTABLE EN QUALITE ET EN QUANTITE SATISFAISANTE			
2.1 Protéger la ressource en eau contre les pollutions			
Orientation B-1	**Poursuivre la reconquête de la qualité des captages et préserver la ressource en eau dans les zones à enjeu eau potable définies dans le SDAGE**		
Disposition B-1.1	Mieux connaître les aires d'alimentation des captages pour mieux agir	Le site d'étude n'est pas concerné par un périmètre de protection de captage ou de champs de captant, ni dans une aire d'alimentation des captages Des mesures aussi bien en phase chantier qu'en phase exploitation seront prises pour éviter toute incidences négatives sur la ressource en eaux souterraine	Compatible
Disposition B-1.2	Préserver les aires d'alimentation des captages		
Disposition B-1.3	Reconquérir la qualité de l'eau des captages prioritaires		

Disposition B-1.4	Établir des contrats de ressources	Non concerné	
Disposition B-1.5	Adapter l'usage des sols sur les parcelles les plus sensibles des aires d'alimentations de captages	Le site est situé en zone urbanisable (secteur ouvert à la construction sur la carte communale de Ramecourt)	
Disposition B-1.6	En cas de traitement de potabilisation, reconquérir la qualité de l'eau	Non concerné	
Disposition B-1.7	Maîtriser l'exploitation du gaz de couche	Non concerné	
2.2 Améliorer la gestion de la ressource en eau			
Orientation B-2	**Anticiper et prévenir les situations de crise par la gestion équilibrée des ressources en eau**		
Disposition B-2.1	Améliorer la connaissance et la gestion de la ressource en eau	Non concerné	Compatible
Disposition B-2.2	Mettre en regard les projets d'urbanisation avec les ressources en eau et les équipements à mettre en place	Non concerné : réalisé par les collectivités dans le cadre des PLUi	
Disposition B-2.3	Définir un volume disponible	Non concerné	
Disposition B-2.4	Définir une durée des autorisations de prélèvements	Non concerné	
Orientation B-3	**Inciter aux économies d'eau et à l'utilisation des ressources alternatives**		
Disposition B-3.1	Inciter aux économies d'eau	Non concerné : réalisé par les collectivités	Compatible
Disposition B-3.2	Adopter des ressources alternatives à l'eau potable quand cela est possible	Non concerné	
Disposition B-3.3	Etudier le recours à des ressources complémentaires pour l'approvisionnement en eau potable	Non concerné	
Orientation B-4	**Anticiper et assurer une gestion de crise efficace, en prévision, ou lors des étiages sévères**		
Disposition B-4.1	Respecter les seuils hydrométriques de crise de sécheresse	Non concerné	Compatible
2.3 Rechercher et réparer les fuites dans les réseaux d'eau potable			
Orientation B-5	**Rechercher et réparer les fuites dans les réseaux d'eau potable**		
Disposition B-5.1	Limiter les pertes d'eau dans les réseaux de distribution	Non concerné : réalisé par le gestionnaire du réseau	Compatible
2.4 Rechercher au niveau international, une gestion équilibrée des aquifères			
Orientation B-6	**Rechercher au niveau international, une gestion équilibrée des aquifères**		
Disposition B-6.1	Associer les structures belges à la réalisation des SAGE frontaliers	Non concerné	Compatible
Disposition B-6.2	Organiser une gestion coordonnée de l'eau au sein des Commissions Internationales	Non concerné	

ENJEU 3 : S'APPUYER SUR LE FONCTIONNEMENT NATUREL DES MILIEUX POUR PREVENIR ET LIMITER LES EFFETS NEGATIFS DES INONDATIONS			
3.1 Prévenir et gérer les crues, inondations et submersions marines			
Orientation C-1	**Limiter les dommages liés aux inondations**		
Disposition C-1.1	Préserver le caractère inondable des zones identifiées	L'emprise du projet ne se situe pas dans le lit majeur d'un cours d'eau, il n'est donc pas concerné par le risque d'inondation ou par une zone d'expansion de crue	Compatible
Disposition C-1.2	Préserver et restaurer les Zones Naturelles d'Expansion de Crues		
Orientation C-2	**Limiter le ruissellement en zones urbaines et en zones rurales pour réduire les risques d'inondation et les risques d'érosion des sols et coulées de boues**		
Disposition C-2.1	Ne pas aggraver les risques d'inondations	Les mesures nécessaires seront mises en place pour ne pas aggraver les risques d'inondations (gestion quantitative des eaux pluviales) Objectif : Rechercher la neutralité hydraulique du projet / Ne pas aggraver la situation hydraulique existante	Compatible
	3.2 Préserver et restaurer la dynamique naturelle des cours d'eau		
Orientation C-3	**Privilégier le fonctionnement naturel des bassins versants**		
Disposition C-3.1	Privilégier le ralentissement dynamique des inondations par la préservation des milieux dès l'amont des bassins versants	Non concerné	Compatible
Orientation C-4	**Préserver et restaurer la dynamique naturelle des cours d'eau**		
Disposition C-4.1	Préserver le caractère naturel des annexes hydrauliques dans les documents d'urbanisme	Non concerné	Compatible

ENJEU 5 : METTRE EN ŒUVRE DES POLITIQUES PUBLIQUES COHERENTES AVEC LE DOMAINE DE L'EAU			
5.1 Renforcer le rôle des SAGE			
Orientation E-1	**Renforcer le rôle des Commissions Locales de l'Eau (CLE) des SAGE**		
Disposition E-1.1	Faire un rapport annuel des actions des SAGE	Non concerné : orientation réalisée par les administrations	Compatible
Disposition E-1.2	Développer les approches inter SAGE		
Disposition E-1.3	Sensibiliser et informer sur les écosystèmes aquatiques au niveau des SAGE		
5.2 Assurer la cohérence des politiques publiques			
Orientation E-2	**Permettre une meilleure organisation des moyens et des acteurs en vue d'atteindre les objectifs environnementaux**		
Disposition E-2.1	Mener des politiques d'aides publiques concourant à réaliser les objectifs environnementaux du SDAGE et du document stratégique de la façade maritime Manche Est – mer du Nord (DSF MEMNor), ainsi que les objectifs du PGRI	La société Aldi est ouverte pour échanger avec les autorités compétentes sur des optimisations possibles et communiquera sur demande les diverses données en lien avec les sols et eau sur le site	Compatible
Disposition E-2.2	Viser une organisation du paysage administratif de l'eau en s'appuyant sur la Stratégie d'Organisation des Compétences Locales de l'Eau (SOCLE)		

Disposition E-2.3	Renforcer la prise en compte de l'évaluation des politiques publiques de l'eau		
5.3 Mieux connaître et mieux informer			
Orientation E-3	**Former, informer et sensibiliser**		
Disposition E-3.1	Soutenir les opérations d formation et d'information sur l'eau	Non concerné : orientation réalisée par les administrations	Compatible
Orientation E-4	**Adapter, développer et rationaliser la connaissance**		
Disposition E-4.1	Acquérir, collecter, bancariser, vulgariser et mettre à disposition les données relatives à l'eau	La société Aldi est ouverte pour échanger avec les autorités compétentes sur des optimisations possibles et communiquera sur demande les diverses données en lien avec les sols et eau sur le site	Compatible
Disposition E-4.2	S'engager dans une gestion patrimoniale	Non concerné	Compatible
5.4 Tenir compte du contexte économique et social dans l'atteinte des objectifs environnementaux			
Orientation E-5	**Tenir compte du contexte économique dans l'atteinte des objectifs**		
Disposition E-5.1	Développer les outils économiques d'aide à la décision	Non concerné : orientation réalisée par les administrations	Compatible
Disposition E-5.2	Renforcer l'application du principe pollueur-payeur	Non concerné	Compatible
Disposition E-5.3	Renforcer la tarification incitative de l'eau	Non concerné	Compatible

5.5 S'adapter au changement climatique et préserver la biodiversité		
Orientation E-6	**S'adapter au changement climatique** Les maîtres d'ouvrage (personne publique ou privée, physique ou morale), intègrent l'adaptation au changement climatique à leurs activités : installations, ouvrages, travaux, documents, études et plans	
	Nouveau bâtiment plus économe en consommation énergétique : pompe à chaleur et panneaux solaires en toiture	Compatible
Orientation E-7	**Préserver la biodiversité** Les maîtres d'ouvrage (personne publique ou privée, physique ou morale), intègrent la protection et l'amélioration de la biodiversité à leurs activités : installations, ouvrages, travaux, documents, études et plans	
	Le projet est situé en zone urbaine, sur une zone d'étude totalement aménagée et artificialisée. Le site est en activité : site Unéal et magasin Gamm vert. Le projet prévoit d'aménager les espaces verts en pleine-terre et avec des espèces végétales locales. Le projet prévoit un total de 2985 m² soit 36,9 % de la surface parcellaire totale répartis de la façon suivante : Engazonnement : 183 m² / Prairie fleurie : 2 693 m² / Massif fleuri : 31 m². Les surfaces de terrain libre seront engazonnées et complétées par la plantation d'arbres à large houppier, de haies, de prairies fleuries et de massifs décoratifs. L'engazonnement sur le site se fera avec une réflexion écologique notamment dans les espaces peu fréquentés. Les tontes seront limitées, les fauches tardives privilégiées dans les zones semées d'essences locales. Les zones entretenues régulièrement seront situées exclusivement aux abords directs du parking et du magasin.	Compatible

	Le site sera entouré d'une haie libre variée d'arbustes et agrémentée d'arbres. Cette haie dite champêtre permet de masquer les vue sur une hauteur à terme d'environ 8 à 12 mètres. La haie libre sera composée d'essences 100 % locales et favorisera la faune des milieux urbains. Le site compte actuellement quelques arbres existants (principalement en fond de parcelle) ne nécessitant pas leur abattage. Le projet prévoit la plantation supplémentaire de 27 arbres à proximité du parking afin de satisfaire aux différents réglementations. En strate arborée le projet prévoit de planter : 1 unité d'érable plane (*Acer platanoides*) / 1 unité de chêne sessile (*Quercus petraea*) / 1 unité de charme commun (*Carpinus betulus*) / 1 unité de tilleul à petites feuilles (*Tilia cordata*) / 3 unités d'alisier torminal (*Sorbus torminalis*) / 4 unités d'érable de freeman (*Acer freemanii*) / 4 unités de cerisier à fleurs (*Prunus serrulata*) / 4 unités d'érable à feuilles d'obier (*Acer opalus*) / 8 unités d'érable champêtre (*Acer campestre*). En strate arbustive le projet prévoit de planter : 330 ml de haie libre composée des espèces locales suivantes : *Amelanchier ovalis, Cornus sanguinea, Crataegus monogyna, Ligustrum vulgare, Prunus spinosa, Viburnum opulus, Viburnum lantana et Sambucus nigra* / 66 ml de haie basse parfumée : Choisya ternata / 43 ml de haie basse fleurie : Abelia prostrata.	

6 IMPACTS ET MESURES

Tableau 10 : Synthèse des enjeux, impacts et mesures

Thème	Etat initial	Impacts et mesures
Topographie	**Enjeu négligeable** La topographie naturelle du terrain est en pente vers le sud-est. Le bassin versant de la parcelle du projet est isolé (pente naturelle, végétation dense et tissu urbain périphérique assaini). Enjeu pour le projet : Respecter la topographie initiale afin de limiter les déblais et remblais éventuels. Intégrer la topographie au choix de l'écoulement préférentiel des eaux pluviales de ruissellement.	**Impacts** Le niveau naturel du terrain actuel ne sera pas modifié : site déjà aménagé. Le projet prévoit la bonne réalisation des accès PMR (pente maximale à 5 %) ainsi que le bon écoulement des eaux pluviales sur l'aire de stationnement (pente maximale de 1,5 %). **Mesures** **Mesure de réduction technique R2.1.c** : Réutilisation des terres lors des opérations de décapage des terrains pour les aménagements d'espaces verts. **Mesures de réduction technique R2.1a et géographique R1.1a** : Éviter les mouvements de terres et les passages répétés et inconsidérés des engins de travaux pouvant entraîner des modifications sur le ruissellement des eaux notamment au droit des ouvrages de gestion des eaux pluviales. Logique de bassins versants à prendre en compte dans la conception des ouvrages hydrauliques du projet, assurer la transparence hydraulique du projet. La gestion des matériaux sera optimisée en cherchant à avoir un équilibre déblais-remblais. Les études géotechniques seront réalisées afin d'adapter les systèmes de fondations (bâtiment et VRD) et adapter le mode et de gestion des eaux pluviales aux propriétés des sols en places (qualité, perméabilité, nappe).
Géologie	**Enjeu faible** Selon la bibliographie, le site est caractérisé sous un recouvrement éventuel de remblais par des formations de limons de lavage (LV) qui recouvrent le substrat crayeux du Sénonien (C4). Le site d'étude est aménagé, artificialisé et est concerné par des Anthroposols. Enjeu pour le projet : Adapter les modes de gestion des eaux pluviales et usées selon les capacités d'infiltration du site.	**Impacts** Aucun impact négatif : site déjà aménagé et anthropisé / présence de remblais sur la quasi-totalité site. **Mesures** Des études géotechniques seront réalisées sur site afin de déterminer la nature du sol et les modes de gestion des eaux pluviales et usées selon les capacités d'infiltration du site. Les études G2PRO à G4 seront engagées également. Un diagnostic de gestion des déchets de démolition sera également réalisé.
Climat-Météorologie	**Enjeu faible** La commune est soumise à un climat océanique et est dans la région climatique Côtes de la Manche orientale, caractérisée par un faible ensoleillement (1 550 h/an) ; forte humidité de l'air (plus de 20 h/jour avec humidité relative > 80 % en hiver), vents forts fréquents. A l'horizon 2050, les températures, les précipitations, le nombre de jours avec sol sec et le nombre de jours en vague de chaleur augmenteront. A l'inverse, le nombre de jours en vague de froid diminuera.	**Impacts** Impact négligeable car le projet est réalisé en lieu et place d'un site déjà aménagé et artificialisé. **Mesures favorables du projet** Nouveau bâtiment plus économe en consommation énergétique : pompe à chaleur et panneaux solaires en toiture. Il est conforme à la RT2012. Le projet prévoit un total de 2985 m² d'espaces verts de pleine terre (36,9 % surface du projet) répartis de la façon suivante : Engazonnement : 183 m² / Prairie fleurie : 2 693 m² / Massif fleuri : 31 m². Les surfaces libres de constructions, non affectées aux circulations et stationnements, seront plantées ou traitées en espaces verts aménagés.

Thème	Etat initial	Impacts et mesures
		Les surfaces de terrain libre seront engazonnées et complétées par la plantation d'arbres à large houppier, de haies, de prairies fleuries et de massifs décoratifs. L'engazonnement sur le site se fera avec une réflexion écologique notamment dans les espaces peu fréquentés. Les tontes seront limitées, les fauches tardives privilégiées dans les zones semées d'essences locales. Les zones entretenues régulièrement seront situées exclusivement aux abords directs du parking et du magasin. Le site sera entouré d'une haie libre variée d'arbustes et agrémentée d'arbres. Cette haie dite champêtre permet de masquer les vue sur une hauteur à terme d'environ 8 à 12 mètres. La haie libre sera composée d'essences 100 % locales et favorisera la faune des milieux urbains. Le site compte actuellement quelques arbres existants (principalement en fond de parcelle) ne nécessitant pas leur abattage. Le projet prévoit la plantation supplémentaire de 27 arbres à proximité du parking afin de satisfaire aux différents réglementations. En strate arborée le projet prévoit de planter : 1 unité d'érable plane (*Acer platanoides*) / 1 unité de chêne sessile (*Quercus petraea*) / 1 unité de charme commun (*Carpinus betulus*) / 1 unité de tilleul à petites feuilles (*Tilia cordata*) / 3 unités d'alisier torminal (*Sorbus torminalis*) / 4 unités d'érable de freeman (*Acer freemanii*) / 4 unités de cerisier à fleurs (*Prunus serrulata*) / 4 unités d'érable à feuilles d'obier (*Acer opalus*) / 8 unités d'érable champêtre (*Acer campestre*). En strate arbustive le projet prévoit de planter : 330 ml de haie libre composée des espèces locales suivantes : *Amelanchier ovalis, Cornus sanguinea, Crataegus monogyna, Ligustrum vulgare, Prunus spinosa, Viburnum opulus, Viburnum lantana et Sambucus nigra* / 66 ml de haie basse parfumée : Choisya ternata / 43 ml de haie basse fleurie : Abelia prostrata. Voir **Annexe supplémentaire 02. Permis de construire** Le projet va permettre une plus-value qualitative paysagère et environnementale du site. 4 bornes de recharge pour véhicules électriques seront installées et 16 places seront prééquipées. Mise en place d'un parc à vélo de 30 m² sous l'auvent à l'entrée du magasin avec arceaux.
Masse d'eau souterraine	**Enjeu faible** Aucun captage ou périmètre de protection et aucune Aire d'Alimentation de Captages ne concerne le site d'étude. Bon état quantitatif de la nappe souterraine mais non atteinte du bon état chimique. **Enjeu modéré** Forte vulnérabilité de la nappe dans le secteur du site d'étude. Ramecourt est concernée par une zone à enjeu eau potable selon la carte 20 du SDAGE Artois Picardie 2022-2027 (ZEEP11P). Enjeu pour le projet : Rendre le projet compatible avec les documents « Cadre sur l'eau ». Respecter les prescriptions du gestionnaire assainissement. Assurer/pérenniser la gestion des eaux usées et des eaux pluviales sur le site. Intégrer la vulnérabilité du sol et de la nappe au choix de principe de gestion des eaux pluviales et aux choix de fondations/constructions souterraines. Ne pas dégrader la qualité des eaux souterraines.	**Impacts eaux souterraines et eaux superficielles** Pollution chronique, saisonnière et accidentelle possible. **Impacts eaux superficielles** Aucun impact direct quantitatif sur la masse d'eau superficielle (hors du lit mineur et majeur de cours d'eau). **Mesures** Interdire le déversement de liquides polluants (eaux de lavage, huiles, solvants, détergents…) dans le réseau pluvial. **Mesure d'évitement technique E3.2a** : Le pétitionnaire s'engage à proscrire l'utilisation des produits phytosanitaires nuisibles aux milieux aquatiques. **Mesure d'accompagnement A6.1a :** Organisation administrative du chantier. **Mesure d'évitement technique en phase travaux E3.1.a :** Absence de rejet dans le milieu naturel. **Mesure de réduction R2.1d :** Dispositif préventif de lutte contre une pollution et dispositif d'assainissement provisoire de gestion des eaux pluviales et de chantier. **Mesure de réduction : R2.1r - Dispositif de repli du chantier :** A l'issu des travaux, le chantier sera replié.

Thème	Etat initial	Impacts et mesures
Masse d'eau superficielle	**Enjeu négligeable** Projet situé à distance de tout cours d'eau. Le projet se situe au sein de la masse d'eau FRAR66 Ternoise. Objectif de bon état chimique avec substances ubiquistes en 2033 et maintien du bon état écologique. Site desservi par un réseau d'assainissement public séparatif EU et EP.	**Mesure R2.2q Dispositif de gestion et traitement des eaux pluviales :** Le projet doit privilégier des modes de gestion durables (GIEP) en retenant des dispositifs alternatifs au rejet superficiel lorsque les contraintes de sol l'autorisent. Les eaux pluviales du projet (eaux de toiture et de parking) seront récoltées dans les aménagements réalisés sur le terrain tels qu'ils garantiront le bon écoulement direct dans le bassin d'infiltration enterré ou la chaussée-réservoir sous la zone de stationnement à créer. Ces eaux pluviales provenant des toitures et des voiries seront gérées à la parcelle via ces équipements à créer. Ces dispositifs seront dimensionnés suivant étude et la réglementation en vigueur. Un traitement des eaux de pluie avant infiltration via des avaloirs équipés de filtre ADOPTA sera prévu avant rejet dans le bassin aérien et la chaussée-réservoir suivant étude et capacité d'infiltration du sous-sol. Interdire le déversement de liquides polluants (eaux de lavage, huiles, solvants, détergents…) dans le réseau pluvial. Le maître d'ouvrage s'engage à réaliser les études géotechniques nécessaires. Un diagnostic de gestion des déchets de démolition sera également réalisé.
Zone humide	**Enjeu négligeable** Aucune Zone à Dominante Humide ou Zone humide du SDAGE et du SAGE. Le site est constitué par des Anthroposols (terrains aménagés, remaniés : remblais / plate-forme technique) et la probabilité d'existence de zone humide est très peu probable.	**Aucun impact** Site artificialisé et aménagé. Présence d'anthroposols sur le site. **Mesures** Aucune mesure nécessaire.
Qualité de l'air	**Enjeu négligeable** Aucun des polluants atmosphériques faisant l'objet d'une surveillance dans le secteur de la commune ne dépasse les valeurs limites ou les objectifs. Enjeu pour le projet : ne pas générer des activités entrainant une dégradation de la qualité de l'air.	**Impacts** Impact négligeable car le projet est réalisé en lieu et place d'un site déjà aménagé et artificialisé dans un secteur urbanisé. **Mesures favorables du projet** Nouveau bâtiment plus économe en consommation énergétique : pompe à chaleur et panneaux solaires en toiture. Il est conforme à la RT2012. Le projet prévoit un total de 2985 m² d'espaces verts de pleine terre (36,9 % surface du projet) répartis de la façon suivante : Engazonnement : 183 m² / Prairie fleurie : 2 693 m² / Massif fleuri : 31 m². Les surfaces libres de constructions, non affectées aux circulations et stationnements, seront plantées ou traitées en espaces verts aménagés. Les surfaces de terrain libre seront engazonnées et complétées par la plantation d'arbres à large houppier, de haies, de prairies fleuries et de massifs décoratifs. L'engazonnement sur le site se fera avec une réflexion écologique notamment dans les espaces peu fréquentés. Les tontes seront limitées, les fauches tardives privilégiées dans les zones semées d'essences locales. Les zones entretenues régulièrement seront situées exclusivement aux abords directs du parking et du magasin. Le site sera entouré d'une haie libre variée d'arbustes et agrémentée d'arbres. Cette haie dite champêtre permet de masquer les vue sur une hauteur à terme d'environ 8 à 12 mètres. La haie libre sera composée d'essences 100 % locales et favorisera la faune des milieux urbains. Le site compte actuellement quelques arbres existants (principalement en fond de parcelle) ne nécessitant pas leur abattage. Le projet prévoit la plantation supplémentaire de 27 arbres à proximité du parking afin de satisfaire aux différents réglementations.

Thème	Etat initial	Impacts et mesures
		En strate arborée le projet prévoit de planter : 1 unité d'érable plane (*Acer platanoides*) / 1 unité de chêne sessile (*Quercus petraea*) / 1 unité de charme commun (*Carpinus betulus*) / 1 unité de tilleul à petites feuilles (*Tilia cordata*) / 3 unités d'alisier torminal (*Sorbus torminalis*) / 4 unités d'érable de freeman (*Acer freemanii*) / 4 unités de cerisier à fleurs (*Prunus serrulata*) / 4 unités d'érable à feuilles d'obier (*Acer opalus*) / 8 unités d'érable champêtre (*Acer campestre*). En strate arbustive le projet prévoit de planter : 330 ml de haie libre composée des espèces locales suivantes : *Amelanchier ovalis, Cornus sanguinea, Crataegus monogyna, Ligustrum vulgare, Prunus spinosa, Viburnum opulus, Viburnum lantana et Sambucus nigra* / 66 ml de haie basse parfumée : Choisya ternata / 43 ml de haie basse fleurie : Abelia prostrata. Voir **Annexe supplémentaire 02. Permis de construire** Le projet va permettre une plus-value qualitative paysagère et environnementale du site. 4 bornes de recharge pour véhicules électriques seront installées et 16 places seront prééquipées. Mise en place d'un parc à vélo sous l'auvent à l'entrée du magasin avec arceaux.
Risques naturels	**Enjeu faible** Commune soumise au risque d'inondation (Ternoise et ruisseau de Ramecourt). Aucun TRI, AZI ou PPRI approuvé (PPR inondation par remontée de nappe prescrit le 28/12/2000 mais non approuvé). Commune incluse au sein du PAPI Canche. Le site d'étude n'est pas concerné par les zones d'aléas du PAPI. La zone d'étude est localisée sur un large secteur à aléa retrait-gonflement des argiles faible. Le site d'étude est localisé dans une zone hétérogène sensible vis-à-vis du risque de remontée de nappe (risque de débordement de nappe et d'inondation de cave). Aucun mouvement de terrain sur la commune et une seule cavité souterraine à distance du site. La commune de Ramecourt est située dans une zone de sismicité de niveau 2 (faible) et dans une zone d'exposition au radon de catégorie 1 (faible).	**Impacts** Impact négligeable car le projet est réalisé en lieu et place d'un site déjà aménagé et artificialisé dans un secteur urbanisé. **Mesures** Mise en place de techniques alternatives pour la gestion des eaux pluviales qui permet de réduire les apports par rapport à l'actuel et de constituer la recharge des eaux souterraines. Recherche de la neutralité hydraulique des nouveaux aménagements. Des investigations géotechniques sont menées pour accompagner la conception du projet et pour préciser si des dispositions particulières doivent être prises, notamment vis-à-vis des fondations selon le type de bâtiment, d'ouvrage à construire. Ces études géotechniques permettent de réduire le risque de fragilisation de la stabilité et de la structure des sols et sous-sols. Respect des règles de construction parasismique applicables aux bâtiments.
Zonages écologiques et biodiversité	**Enjeu négligeable** Absence de zonages écologiques réglementaires ou d'intérêt sur le site d'étude. Aucun élément du SRCE ou du SRADDET ne concerne la ZIP. **Enjeu négligeable à faible** Le site d'étude est localisé au sein du tissu bâti urbain de la commune de Ramecourt, le long de la départementale (axe principal de la commune) permettant de relier cette commune peu peuplée à Saint-Pol-sur-Ternoise. Des espaces prairiaux, des jardins, des monocultures et massifs arborés sont observés autour du site.	**Impacts** Perturbation faune des milieux anthropiques par bruit (phase travaux et exploitation). Aucun impact sur les zonages écologiques réglementaires ou sur la biodiversité liée (site artificialisé et aménagé en tissu urbain). Le fond de la parcelle sera laissée en espace vert de pleine terre. Aucun impact sur le massif arboré et arbustif en bordure nord du site. **Mesures** Le projet prévoit un total de 2985 m² d'espaces verts de pleine terre (36,9 % surface du projet) répartis de la façon suivante : Engazonnement : 183 m² / Prairie fleurie : 2 693 m² / Massif fleuri : 31 m². Les surfaces libres de constructions, non affectées aux circulations et stationnements, seront plantées ou traitées en espaces verts aménagés.

Thème	Etat initial	Impacts et mesures
	Il est artificialisé, aménagé et est en activité : site Unéal, magasin Gamm vert et zone de stationnement. Les rares espaces verts du site sont composés d'une pelouse rase semée sur des anthroposols – site surélevé par rapport à la voirie. Le site présente donc un enjeu écologique négligeable à faible. De la biodiversité pouvant être retrouvée en fond de la parcelle au sein d'un massif linéaire arboré et arbustif.	Les surfaces de terrain libre seront engazonnées et complétées par la plantation d'arbres à large houppier, de haies, de prairies fleuries et de massifs décoratifs. L'engazonnement sur le site se fera avec une réflexion écologique notamment dans les espaces peu fréquentés. Les tontes seront limitées, les fauches tardives privilégiées dans les zones semées d'essences locales. Les zones entretenues régulièrement seront situées exclusivement aux abords directs du parking et du magasin. Le site sera entouré d'une haie libre variée d'arbustes et agrémentée d'arbres. Cette haie dite champêtre permet de masquer les vue sur une hauteur à terme d'environ 8 à 12 mètres. La haie libre sera composée d'essences 100 % locales et favorisera la faune des milieux urbains. Le site compte actuellement quelques arbres existants (principalement en fond de parcelle) ne nécessitant pas leur abattage. Le projet prévoit la plantation supplémentaire de 27 arbres à proximité du parking afin de satisfaire aux différents réglementations. En strate arborée le projet prévoit de planter : 1 unité d'érable plane (*Acer platanoides*) / 1 unité de chêne sessile (*Quercus petraea*) / 1 unité de charme commun (*Carpinus betulus*) / 1 unité de tilleul à petites feuilles (*Tilia cordata*) / 3 unités d'alisier torminal (*Sorbus torminalis*) / 4 unités d'érable de freeman (*Acer freemanii*) / 4 unités de cerisier à fleurs (*Prunus serrulata*) / 4 unités d'érable à feuilles d'obier (*Acer opalus*) / 8 unités d'érable champêtre (*Acer campestre*). En strate arbustive le projet prévoit de planter : 330 ml de haie libre composée des espèces locales suivantes : *Amelanchier ovalis, Cornus sanguinea, Crataegus monogyna, Ligustrum vulgare, Prunus spinosa, Viburnum opulus, Viburnum lantana et Sambucus nigra* / 66 ml de haie basse parfumée : Choisya ternata / 43 ml de haie basse fleurie : Abelia prostrata. Voir **Annexe supplémentaire 02. Permis de construire** La construction des magasins Aldi sur des zones déjà aménagées et artificialisées est, dans un contexte de forte pression foncière, un enjeu pour l'aménagement durable des territoires. Cela participe au recyclage du foncier du territoire et limite l'étalement urbain, la consommation de milieux naturels et agricoles, évite la création de friche commerciale et économise la construction de nouvelles infrastructures (voiries, réseaux etc.). Mesures d'évitement et de réduction du projet : **Mesure E3.2a** : Absence totale d'utilisation de produits phytosanitaires et de tout produit polluant ou susceptible d'impacter négativement le milieu. **Mesure R3.2a** : Adaptation de la période d'entretien des espaces enherbés et des haies/arbres et **Mesure R2.2o** : Gestion écologique des habitats : Une fauche annuelle à la fin de l'été ou au début de l'automne (septembre-octobre) avec exportation du produit sur les espaces enherbés des espaces verts en fond de parcelle et entretien par taille plus régulière mais moins sévère des haies et arbres plantés et respect des périodes de nidification et d'élevage des jeunes oiseaux. **Mesure R2.2r** : Plantation et semis d'espèces végétales locales. **Mesure R2.2c** : Dispositif de limitation des nuisances envers la faune → ajuster l'orientation, l'intensité et la périodicité des luminaires sur l'ensemble du projet.
Environnement humain	**Enjeu faible** Nous observons une augmentation globale de la population communale depuis 2006.	**Impacts positifs** Création d'emplois en phase travaux et en phase d'exploitation.

Thème	Etat initial	Impacts et mesures
	Le vieillissement de la population est exprimé dans la commune et se traduit par une diminution du ratio « moins de 15 ans / plus de 60 ans ». Desserrement des ménages. Augmentation des logements sur la commune depuis 1968. Le nombre d'actifs sur la commune a augmenté entre 2011 et 2022. Les inactifs eux ont vu leur pourcentage diminuer. Ramecourt est une commune peu pourvue en équipements, services et activités de proximité mais profite de sa proximité avec Saint-Pol-sur-Ternoise (commune limitrophe). La commune de Ramecourt ne possède pas de commerces mais quelques sociétés, garages et deux magasins de bricolage.	Dynamisation, conservation de l'attractivité du territoire. Il s'agit d'un transfert du magasin Aldi de la commune voisine Saint-Pol-sur-Ternoise. Le projet va permettre une plus-value qualitative paysagère et environnementale sur le site pour les riverains.
Risques technologiques et sanitaires	**Enjeu négligeable** Aucun PPRT sur la commune. Site d'étude non concerné par le risque BASOL, SIS et canalisations de matières dangereuses et lignes électriques. Aucun site CASIAS n'est répertorié sur le site d'étude mais la station-service Total SSP3975843 est localisée dans l'aire d'étude immédiate du site. On observe une installation industrielle classée « autres régimes » (non ICPE) sur la ZIP qui correspond au site Unéal.	**Impacts** Aucun impact significatif **Mesures** Les missions géotechniques G3, G4 avant et pendant les travaux de construction seront réalisées. Un diagnostic de gestion des déchets de démolition sera également réalisé.
Nuisances sonores	**Enjeu faible** La ZIP est concernée sur une faible partie par le zonage de la voirie bruyante rue d'Hesdin (D841) d'une largeur affectée par le bruit de 30 m : catégorie 4.	**Impacts** Très légère hausse du trafic routier pendant les travaux. Impact négligeable en phase d'exploitation : site déjà aménagé accueillant également du public pour le magasin Gamm vert. Le projet prévoit d'accueillir 344 personnes par jour. Déplacements essentiellement restreints au parking et voies de stationnement. **Mesures** Respect des règles acoustiques des bâtiments. Les limites de propriété seront végétalisées. Le commerce est implanté avec en retrait des limites séparatives.
Servitudes	**Enjeu négligeable** Le site d'étude est concerné par la servitude ATB relative aux voiries bruyantes décrites ci-dessus et se trouve en limite de la servitude PT3.	**Impacts** Aucun impact significatif. **Mesures** Respects des préconisations et du règlement de la carte communale concernant les SUP.
Transport et déplacements	**Enjeu modéré** Le site a un positionnement stratégique : il est localisé en entrée de commune, le long d'une départementale. Le trafic routier est fluide aux abords du site.	**Impacts** Aucun impact significatif : site déjà aménagé et en activité, recevant du public : magasin Gamm vert. Déplacements essentiellement restreints au parking et voies de stationnement. **Mesures**

Thème	Etat initial	Impacts et mesures
	Les abords du site d'étude ne sont pas sécurisés pour les piétons et les cyclistes. Aucun arrêt de bus à proximité du site d'étude. Gare de Saint-Pol-sur-Ternoise relativement éloignée du site d'étude.	L'accès au site par les automobilistes restera lisible et sécurisé. Création d'un cheminement piéton depuis la voie publique jusqu'à l'entrée du magasin. Aménagement d'un abri à vélos avec arceaux sous l'auvent du magasin.
Paysage Patrimoine	**Enjeu négligeable** La zone d'étude se situe en entrée de ville, le long d'un axe majeur (D841) et en tampon entre les parcelles agricoles du secteur et le tissu urbain de la commune. Notons que le site est déjà aménagé, artificialisé et en activité. Aucun site inscrit ou classé à proximité de la zone d'étude. Aucun bien inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO. Aucune ZPPAUP (Servitude AC4) n'est présente sur la commune de Ramecourt ou à proximité du site d'étude. La commune n'est pas concernée par le zonage réglementaire d'un monument historique. Les monuments historiques les plus proches sont localisés à Saint-Pol-sur-Ternoise.	**Impacts** Aucun impact négatif : site déjà aménagé et en activité, recevant du public : magasin Gamm vert. **Mesures** La construction présente un aspect soigné, tant du point de vue des volumes que des matériaux de construction mis en œuvre que des coloris employés. Le projet va permettre une plus-value qualitative paysagère et environnementale du site.